

Message n° 61

Publication semestrielle par la Section des anciens fonctionnaires du BIT du Syndicat

BIT - Bureau 6-77

CH 1211 Genève 22

Tél.: +41 (0)22 799.64.23

E-mail:

anciens_message@ilo.org

Comité de rédaction :

François Kientzler

Secrétaire exécutif,

Ivan M.C.S. Elsmark

Françoise Falquet

Marianne Stämpfli

Message N° 61

Biannual publication by the Section of Former ILO Officials of the Staff Union ILO – Office 6-77

CH 1211 Geneva 22

Tel.: +41 (0)22 799.64.23

E-mail:

anciens_message@ilo.org

Editorial committee :

François Kientzler

Executive Secretary,

Ivan M.C.S. Elsmark

Françoise Falquet

Marianne Stämpfli

Les contributions signées engagent uniquement leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions de la rédaction ou du Bureau. La rédaction se réserve le droit de rédiger les articles reçus.

The responsibility of opinions expressed in signed articles rests solely with the authors, and publication does not constitute an endorsement by the editors or the Bureau of the opinions expressed in them. The editors reserve the right to edit the articles received.

ISSN 1998-3042

28 février 2017

Printed in Switzerland

Le mot du Secrétaire exécutif

Dans le dernier numéro de *Message*, Ivan Elsmark, rédacteur depuis de nombreuses années, vous a annoncé qu'il souhaite se mettre en retrait de la publication. Tout d'abord je dois le remercier au nom du Bureau de la Section des anciens et aussi des nombreux lecteurs à travers le monde (nous imprimons 3500 exemplaires) pour la qualité du travail autant pour le contenu que pour la forme qu'il a réalisé. Depuis maintenant plus de sept ans que je suis Secrétaire exécutif de la Section je côtoie Ivan tous les mardis matins et souvent aussi les lundis car nous partageons le même bureau au BIT (6-77) à côté de ceux du Syndicat. Je peux donc témoigner du travail que cela représente de préparer un numéro de *Message*, uniquement avec des volontaires et bénévoles, à savoir des rédacteurs d'articles, des traducteurs et des réviseurs. Sans oublier Marianne Stämpfli, notre assistante exécutive, qui l'accompagne aussi depuis de très longues années dans la préparation et la mise en page des différents numéros de *Message*.

Aussi le moment était-il venu de soulager Ivan dans son travail. Dès le printemps passé (2016) le Bureau de la Section a anticipé la situation nouvelle. La décision unanime et la volonté commune du Bureau ont été que le *Message* ne doit pas s'arrêter et qu'il doit continuer à paraître. Je ne vais pas évoquer toutes les raisons qui ont amené à cette décision, mais la plus importante était certainement le lien que nous souhaitons continuer à perpétuer surtout avec et entre les plus âgés d'entre nous qui n'utilisent pas les nouveaux médias. Ce lien papier privilégié avec les membres de la Section et tous les retraités du BIT doit perdurer.

Deux recommandations du Bureau ont été mises en œuvre : l'ouverture d'un site web propre à la Section des anciens et la mise en place d'un Comité de rédaction pour publier *Message*.

Le Comité de rédaction du *Message*

Son objectif : partager les charges de travail et les responsabilités afin que *Message* continue de paraître. Un groupe de travail du Bureau s'est réuni et s'est constitué en *Comité de rédaction provisoire*. Le numéro 61 en préparation se réalise par le partage des responsabilités et charges de travail. Ivan a accepté de rester le maître d'œuvre final de la publication, aussi provisoirement. Toutefois, nous souhaitons et aurons besoin de l'aide d'autres retraités, certains pour entrer au Comité de rédaction (cela ne n'exige pas de demeurer à Genève – nous disposons de supports pour communiquer à distance). D'autres pourront participer aux divers travaux de traductions, si nous voulons continuer une publication bilingue, de révision et de rédaction. N'hésitez pas à proposer des articles relatifs à l'histoire du BIT ou à votre expérience personnelle durant vos années de service. La publication du *Friends Newsletter* (Bulletin des anciens) s'est arrêtée en 2016. Tous les anciens du BIT sont les bienvenus pour collaborer à *Message*. Contactez-nous, de préférence par e-mail : anciens@ilo.org.

Le site web de la Section des anciens (<http://www.anciens-bit-ilo.org>)

Il nous est apparu que compte tenu des nouvelles générations de retraités, habitués à utiliser Internet, la Section se devait d'avoir un

tel site. Un groupe de travail s'est mis en place dès le printemps 2016 grâce aux compétences de plusieurs retraités, à savoir Cherry Thompson-Senior, Kitty Hooton (par ailleurs membres du Bureau de la Section des anciens) mais surtout d'Azéddine Sefrioui, webmaster (retraité de l'AISS). Le site est ouvert et opérationnel, vous pouvez le consulter. Quels en sont les objectifs ? Nous en avons déterminé trois principaux. Le site doit améliorer la communication entre le Bureau de la Section des anciens et les retraités. On y publiera dans des délais courts les informations pertinentes qui sont à notre disposition. Le deuxième objectif est de créer une communauté des anciens du BIT. En complément aux informations que nous y posterons il y aura aussi les photos d'événements tels que des réceptions de retraités et réunions que nous organisons ; vous y retrouverez ainsi le visage de nombreux amis parfois éloignés de vous. Enfin, le troisième objectif est de faciliter l'accès aux sites utiles et à leurs informations. C'est pour ce motif essentiel que je vous demande de bien noter l'adresse du site qui permet par ses nombreux liens d'accéder directement à nos partenaires et prestataires tels que la Caisse maladie (CAPS), la Caisse des pensions (UNJSPF), le BIT, le Syndicat du personnel de l'OIT, par exemple. Grâce à notre site web vous avez aussi un accès à tous les numéros de *Message* publiés depuis 1986 ; les numéros ont été scannés par la Bibliothèque du BIT. Merci pour ce travail de mémoire et d'histoire.

François Kientzler

Nouvelles de la Section

Activités de la Section en 2016

Le Bureau de la Section des anciens s'est réuni régulièrement, à savoir 2 fois par mois avec des ordres du jour consacrés à l'actualité liée à la Caisse maladie du BIT et à la Caisse des pensions du Système commun notamment et autres questions touchant les retraités. Le Bureau de la Section a été renouvelé début 2016.

La proposition faite par le Comité de gestion de la CAPS d'augmenter les cotisations à la Caisse maladie a donné lieu à une prise de position du Bureau des Anciens qui a demandé par courrier à l'ensemble des retraités de ne pas voter cette augmentation. Le Bureau a envoyé un courrier au Comité de gestion de la CAPS et au Secrétaire afin d'exprimer sa position ainsi qu'au Directeur général suite à sa demande d'audit externe sur la gestion de la CAPS. Malgré les difficultés rencontrées ces dernières années la Section des anciens et l'ensemble des retraités restent très attachés à une gestion interne de la Caisse maladie. Les membres du Bureau ont répondu à de nombreuses demandes d'aide de retraités, y compris sur les questions de fiscalité soit lors d'entretiens particuliers, soit par courrier ou encore par téléphone.

La réunion d'information annuelle (19 octobre 2016) des retraités de la région genevoise a porté sur la nouvelle application informatique de la

Caisse des pensions et sur le service aux clients « membre self service » permettant aux retraités d'accéder aux données les concernant directement en ligne. La Section des Anciens participe au Séminaire de préparation à la retraite et tient le premier jour un stand d'information pour les futurs retraités. Un site internet propre à la Section vient d'être ouvert pour les retraités. Il permet aussi par ses liens un accès facile aux sites de la CAPS et de la Caisse des pensions notamment.

Le Bureau des anciens se félicite de sa coopération avec le Comité du Syndicat, remercie sa Présidente et se réjouit de la proximité qu'il peut entretenir avec lui et son Secrétariat facilitant ainsi les contacts et discussions sur de nombreux dossiers communs. Le Bureau porte une attention particulière aux retraités vivant hors Genève et de l'Europe.

Le *Message* est paru 2 fois dans l'année grâce au dévouement de son rédacteur et de nombreux volontaires retraités, le dernier numéro était de mai 2016, no 59-60. Le Secrétaire exécutif et un Secrétaire exécutif adjoint ont participé aux réunions du Conseil de l'AAFI-AFICS ; la Section des Anciens entretient de bonnes relations avec les autres associations de retraités de Genève.

Le Cercle Arts et décoration a été relancé par la Section et a organisé en octobre 2016 une nouvelle

exposition, suite à celle de 2015, dans la salle des Colonnades.

Pour conclure il faut aussi mentionner les réceptions annuelles des retraités en mai et en décembre qui sont une occasion privilégiée de se

rencontrer entre anciens du BIT. La participation à cet événement du Directeur général y est très appréciée. La réception de décembre était de nouveau une réussite et plus de 150 anciens collègues y ont participé.



A. Diallo, I. Elsmark, F. Kientzler, A. Seftioni, C. Thompson-Senior

Réunion d'information du 19 octobre 2016

De nombreux retraités ont répondu à l'invitation du Bureau de la Section des anciens pour participer à la réunion qui avait à son ordre du jour le service en ligne (« Member Self-Service ») de la Caisse des pensions et la présentation du site Internet de la Section des anciens. La salle V du R3 au BIT était pratiquement pleine ; pas loin de 150 personnes étaient présentes et de nombreuses autres s'étaient excusées. C'est dire l'intérêt porté aux changements en cours dans la gestion de la Caisse des pensions et aussi au nouveau site de la Section qui vient d'être mis en place (www.anciens-bit-ilo.org).

Caisse-maladie

En début de séance étaient présents au podium François Kientzler, Secrétaire exécutif du Bureau de la Section, ainsi que les deux Secréaires exécutifs adjoints, Ivan Elsmark et Abdoulaye Diallo. Pour introduire la réunion le Secrétaire exécutif a évoqué le travail fait par la Section au cours des mois passés, en particulier la prise de position de ne pas voter l'augmentation des cotisations à la Caisse maladie proposée par referendum. D'une part elle était basée sur une évaluation actuarielle ancienne alors que l'UIT faisait encore partie de la CAPS, et d'autre part la situation financière était bonne, les réserves étant presque au maximum au moment du referendum. Une large majorité de votants avait suivi cette recommandation mais elle devait obtenir deux

tiers des voix. A quelques voix près elle n'a pas été adoptée.

Une nouvelle évaluation actuarielle est en cours et le Directeur général a demandé un audit sur la gouvernance de la CAPS. Le Bureau restera très vigilant sur ces questions car la grande majorité des participants à la Caisse maladie souhaite que la gestion des prestations soit maintenue en interne.

Une Assemblée générale « consultative » de la CAPS s'était tenue le 29 septembre 2016 ; les retraités avaient aussi été très nombreux à y participer (probablement 80% des 180 participants). Voir le compte rendu publié dans le présent numéro de *Message*.

Le « Member Self-Service » de la Caisse des pensions

Puis la parole a été donnée à M. Aliamane Bacar Said, Chef du Service Clients et Section des données, de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à Genève. Durant son exposé il a abordé plusieurs questions cruciales pour les retraités avant de présenter plus en détails le « Member Self Service ». Il a tout d'abord évoqué le Certificat d'ayant droit qu'il est nécessaire de remplir chaque année sous peine de suspension du versement de la pension. Une suspension éventuelle n'intervient qu'après des lettres de rappel, mais elle peut poser des difficultés et des retards conséquents. Puis il a fait

quelques recommandations nécessaires concernant les éléments administratifs à rassembler dès le départ à la retraite pour l'obtention sans trop de délais de la pension de survivant. Il est nécessaire que la Caisse dispose de tous les éléments du dossier du retraité avant qu'un tel événement n'intervienne.

Un Livret récapitulatif sur la Pension de survivant est disponible sur le site de la Caisse. En effet, un dossier complet facilite le calcul et versement rapide de la Pension de survivant à la veuve ou au veuf et aux éventuels ayants-droit. A ce propos il a indiqué que le concept de mariage recoupait à présent des situations nouvelles car le mariage de deux personnes de même sexe est accepté si le pays de domicile le reconnaît. Pour qu'un droit éventuel puisse être déterminé il faut que ce type de mariage soit intervenu dans les mêmes conditions qu'un mariage classique, notamment avant le départ à la retraite.

Dans la deuxième partie de sa présentation M. Bacar Said a informé les participants sur les modifications intervenues dans le système informatique de gestion de la Caisse qui est maintenant dotée d'un système intégré recoupant tous les composants de gestion des personnes, des cotisations, des prestations et des paiements.

Concernant plus particulièrement les bénéficiaires, tous les paiements ont pu être réalisés sans qu'aucun incident notoire ne les perturbe durant la phase de mise en œuvre du nouveau système. Tous ont reçu leur pension comme à l'accoutumée. Une des améliorations du système est que ceux qui touchaient deux pensions et donc deux versements, les reçoivent à présent en un seul paiement. Mais le grande nouveauté c'est l'accès aux informations dans un espace personnel (« Member Self-Service »). Grâce à un identifiant et un mot de passe chacun pourra consulter l'état de ses paiements passés, contrôler si le certificat d'ayant droit est à jour et bien enregistré, accéder à de nombreux formulaires en ligne nécessaires en cas de changement de banque, de domicile, etc. Il a fait une présentation détaillée de tous ses composants. Pour conclure, M. Bacar Said a encouragé tous les participants à accéder à leur espace personnel, à utiliser le « Member Self-Service » et à se rapprocher ainsi de leur Caisse des pensions (<http://www.unjspf.org>).

Durant la discussion qui a suivi la présentation plusieurs personnes se sont félicitées du travail de

communication fait présentement par la Caisse des pensions pour informer les retraités des démarches à suivre en cas de modification de situation familiale, de décès ou de déménagement. De nombreux formulaires sont disponibles sur le site web de la Caisse des pensions, et plusieurs personnes auraient souhaité que ce fut le cas dans le passé. Des questions ont eu trait à la pension de survivants, aux difficultés dans certains pays à obtenir les justificatifs demandés, et aussi à l'acceptation du concept de mariage qui englobe présentement les mariages entre personnes de même sexe. La Caisse des pensions a été obligée de prendre en compte ces modifications, mais l'antériorité du mariage avant le départ à la retraite reste la règle. Plusieurs personnes ont aussi évoqué la difficulté d'obtenir des documents tels que les extraits d'acte de naissance ou de mariage ; cependant d'autres documents pourront servir de justificatifs, si nécessaires, dans de telles situations. M. Bacar Said a recommandé à tous de bien rassembler les éléments de leur dossier afin que, en cas de situation de survivant ou de décès, les prestations puissent être payées dans les meilleurs délais.

Le nouveau site web de la Section des anciens

Puis dans une dernière séquence de la réunion, Cherry Thompson-Senior, membre du Bureau de la Section des anciens, et Azéddine Sefrioui, retraité du BIT et webmaster, ont présenté le nouveau site web de la Section. Jusqu'à ce jour une page était hébergée sur le site du Syndicat de l'OIT mais peu utilisée. Ce nouveau site – voir aussi l'Edito du *Message* – a été construit car de plus en plus de jeunes retraités utilisent Internet. Il va faciliter la communication entre le Bureau de la Section et ses membres, mais le *Message*, dans sa forme papier, continuera à être publié. Nous pensons là aux plus âgés d'entre nous qui n'utilisent pas Internet. Le site est hébergé chez un prestataire privé, extérieur au BIT. Un de ses objectifs est de faciliter l'accès à l'information et aux sites utiles aux retraités. De nombreux liens sont ainsi établis pour accéder directement à la Caisse maladie et à la Caisse des pensions notamment. Cherry Thompson-Senior a présenté les domaines qui sont déjà opérationnels, en particulier tous les liens que nous venons d'évoquer et aussi ceux qui restent à activer tels, par exemple, les éléments nécessaires à la communication directe entre les membres et le Bureau de la Section. De même, dès à présent, tous les *Messages* publiés depuis 1986, archivés en PDF à la bibliothèque du BIT, peuvent être consultés.

Les photos des événements, réceptions des retraités et réunions d'informations, y sont aussi postés ainsi que des comptes rendus et articles. En utilisant la seule adresse du site des Anciens (<http://www.anciens-bit-ilo.org>) les retraités pourront accéder à un grand nombre d'informations et de services.

Prenant la parole en fin de session, Abdoulaye Diallo, Secrétaire exécutif adjoint, en charge des relations avec les retraités des régions et aussi lien avec les représentants travailleurs du Conseil d'administration du BIT, a rappelé ce que représente la communauté des retraités ici à Genève et partout dans le monde et a insisté sur

l'obligation de ne pas laisser isolés nos collègues éloignés. Il a mentionné différents collègues des régions qui venaient d'adhérer à la Section des anciens et les a félicités pour leur démarche.

Enfin le dernier mot revint au Secrétaire exécutif qui a remercié tous les intervenants et les retraités présents pour leur participation active à cette réunion, en se félicitant des bons rapports entretenus avec la Direction et le personnel du bureau de Genève de la Caisse des pensions. Puis il les a invités au verre de l'amitié pour continuer les échanges informels et amicaux.



Le Séminaire de préparation à la retraite de 2016

Le séminaire de préparation à la retraite organisé par le BIT du 4 au 7 octobre 2016 aura permis au Bureau de la Section des anciens, comme les années précédentes, d'entrer en contact avec les futurs retraités. Ce séminaire a regroupé 150 personnes dont une soixantaine du BIT : certains fonctionnaires y participaient pour la deuxième ou troisième fois tellement la matière et les thèmes abordés sont complexes et évolutifs : droits au regard de la Caisse des pensions du Système commun et les nouvelles applications informatiques, fiscalité, protections sociales internes et externes au BIT, permis et carte de séjour, etc .

Le jour de l'ouverture du Séminaire, le mardi 4 octobre, plusieurs membres du Bureau étaient présents (Lyz Sommaro, Bert Essenberg et

François Kientzler) pour accueillir les futurs retraités du BIT et avoir ainsi un contact direct et personnel avec chacun d'entre eux. Des entretiens et discussions souvent très personnalisés ont eu lieu et ont permis de répondre à certaines questions. Un exemplaire du *Message* a été remis à chacun d'entre eux ainsi que le bulletin d'adhésion. Ces rencontres permettent de rendre le Bureau et la Section des anciens visibles, incarnés par des personnes par ailleurs souvent déjà connues.

En fin de matinée une session a été réservée à la Section des anciens. François Kientzler, Secrétaire exécutif, Ivan Elsmark, Secrétaire exécutif adjoint en charge du *Message* depuis de nombreuses années et Lyz Sommaro, chargée des questions de la CAPS ont présenté les activités de la Section et ses domaines d'intervention. Ils ont aussi évoqué le

Message

fonctionnement, la publication de *Message* et tous les liens les unissant à d'autres associations de retraités et au syndicat du BIT notamment. Une copie de la présentation est disponible sur le site web de la Section (www.anciens-bit-ilo.org) ; un résumé des activités de la Section et d'autres informations sont publiés de même dans le présent

numéro de *Message*. Le Bureau remercie Daniela Menes, Conseillère du personnel pour ses mots de soutien à la Section et à la nécessité d'y adhérer pour les futurs retraités ainsi que pour l'invitation régulière à la participation à ce Séminaire. Il se félicite des bons contacts qu'il entretient avec elle.

La réception de décembre 2016

Les réceptions bi-annuelles sont toujours très appréciées par les retraités. Ce ne sont pas seulement des occasions de rencontrer d'anciens amis et collègues, mais aussi une manifestation de l'intérêt et de la loyauté envers l'Organisation. Cette année la réception de décembre a regroupé plus de 150 personnes, certaines d'entre elles venant de loin.

Pour ouvrir formellement la réception, M. Mark Levin, Directeur de HRD, a salué les participants. Il a présenté Mme Deborah Greenfield, Directrice générale adjointe en charge du Portefeuille des Politiques, qui parlera au nom du Directeur général, absent de Genève, en mission.



Mme Greenfield a exprimé sa satisfaction d'avoir été sollicitée pour s'adresser aux anciens fonctionnaires. Ayant rejoint récemment le BIT cela a été une occasion pour elle de rencontrer des hommes et des femmes qui ont passé l'essentiel de leur vie professionnelle au service de l'Organisation. C'est pour elle la première opportunité de travailler dans une grande Organisation internationale; elle a été séduite par l'entente et l'efficacité dans le travail entre autant de nationalités et de cultures différentes qui lui ont permis de s'intégrer dans cet environnement unique qu'est le BIT.

Pour conclure elle a levé son verre à la santé de tous et a souhaité à chacun un Joyeux Noël et une Bonne et heureuse année. L'intervention de Mme Greenfield fut chaleureusement applaudie.

La dernière prise de parole fut celle de M. Ivan Elsmark, représentant la Section des Anciens fonctionnaires du BIT. Au nom de tous les retraités il a félicité M. Guy Ryder pour sa réélection comme Directeur général et a remercié Mme Greenfield pour ses mots aimables. Il a de même remercié le BIT pour organiser ces réceptions qu'il sait très appréciées des anciens. Il a rappelé que l'Organisation fêtera son centenaire en 2019 et a exprimé le sentiment que les anciens fonctionnaires attendaient avec fierté ses réalisations dans le domaine de la justice sociale. Ses pensées sont aussi allées vers les anciens fonctionnaires qui ne pouvaient pas être présents, en particulier à ceux souffrant de maladie ou de manque de soins et qui ne doivent pas être oubliés. Puis il a souhaité à tous une Bonne et heureuse année.



Dakar : des anciens fonctionnaires du BIT ont mis en place une association

En marge de la cérémonie d'au revoir organisée le 3 novembre 2016 à l'intention de Djibril Ndiaye à l'occasion de son départ à la retraite, les anciens fonctionnaires du BIT résidant au Sénégal se sont réunis pour mettre en place, à Dakar; une association.

Les 12 anciens fonctionnaires présents à cette rencontre de lancement ont été, par la suite, reçus par Monsieur François Murangira, Directeur du Bureau de l'OIT à Dakar. Ce dernier, après avoir salué l'initiative, a manifesté son engagement à apporter son appui à cette association d'anciens fonctionnaires à qui il demande, par ailleurs, de continuer à contribuer au rayonnement du BIT.

Une salle a déjà été mise à la disposition de ces anciens fonctionnaires et des dispositions sont prises pour faciliter le bon fonctionnement du comité. L'Association ainsi mise en place a démarré ses activités par une réunion mensuelle et par des permanences de 2 fois par semaines au niveau du local affecté par le bureau de Dakar.



Djibril Ndiaye, Responsable du Centre de documentation et d'information du BIT, Immeuble EPI, Boulevard du Sud x Rue des Ecrivains, Point E, BP 414, Dakar, Sénégal
Téléphone (standard) 00221338699200 ; (direct) 00221338699229 ; (mobile) 00221778196220; Fax 00221338699232/33 ; www.anciens-bit-ilo.org,
e-mail : ndiayed@ilo.org ou djibril.ndiaye@gmail.com

La page web de la Section est ouverte à tous

La publication de cette nouvelle de Dakar est l'occasion pour le Bureau de la Section des anciens, d'inviter nos collègues retraités des divers continents à nous transmettre toute information pertinente qui pourra notamment être publiée sur le site WEB de la Section : <http://www.anciens-bit-ilo.org>. N'hésitez pas à nous envoyer vos informations.

Exposition du Cercle d'Arts



La dernière exposition du Cercle Arts et décoration du BIT s'est tenue dans la Salle des Colonnades du 2 au 14 octobre 2016. Cet espace de La Salle des Colonnades est un endroit remarquable pour organiser une telle exposition grâce notamment à sa luminosité. Dix-sept artistes ont participé à cet

événement qui a été le deuxième après la renaissance du Cercle en 2014. Autant les invités que les fonctionnaires du BIT et les visiteurs de passage, tous ont pu admirer les œuvres dans leur grande diversité, qu'il s'agisse de peintures, de sculptures en terre cuite, de bijoux ou de photos.

Nous proposons au lecteur d'aller consulter le site web de la Section des anciens du BIT qui leur donnera un aperçu de l'exposition: www.anciens-bit-ilo.org.

Le vernissage a rassemblé une soixantaine de personnes et a été honoré par la présence de M.

Message

Martin Murphy, Directeur du Département de la Communication et de l'information du public (DCOMM). La préparation de l'exposition s'est faite en étroite collaboration avec les services du BIT, notamment de DCOMM, que nous remercions pour leurs conseils et leur aide précieuse. Le verre de l'amitié a pu se dérouler dans l'Espace Gobelins devant une magnifique tapisserie.

François Kientzler, Président du Cercle a durant ses mots de salutations remercié l'ensemble des exposants pour leurs contributions qui, d'après les observations, ont atteint un très bon niveau de

qualité. Il s'est aussi réjoui de la dynamique que connaît le Cercle avec, à présent, une trentaine de participants, très fidèles aux réunions et aux activités.

L'exposition s'est étalée sur 2 semaines. Grâce aux permanences qui se sont tenues de nombreux contacts ont pu être établis avec les visiteurs, fonctionnaires du BIT ou externes. L'idée a été évoquée que lors de la prochaine exposition l'une ou l'autre animation sur la fabrication de la poterie, de bijoux ou de la peinture pourraient être proposées entre 12h et 14h. Une telle proposition devra obtenir l'accord de la Direction du BIT.



Un grand nombre de personnes sont venues admirer les travaux artistiques de nos collègues.

Pensions

Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies

Ci-après nous reproduisons des extraits de la résolution (A/RES/71/265) de l'Assemblée générale des Nations Unies du 13 décembre 2016. L'article complet peut être consulté sur le site internet des Nations Unies ou www.anciens-bit-ilo.org.

1. *Prend acte* du rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour 2016 et du rapport du Secrétaire général sur les investissements de la Caisse commune des pensions du
2. *Prend acte également* du rapport du Secrétaire de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies sur la suite donnée aux recommandations formulées par

le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2015;

3. *Souscrit*, sous réserve des dispositions de la présente résolution, aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport;

Questions actuarielles

4. *Relève* que l'évaluation actuarielle fait apparaître au 31 décembre 2015 un excédent égal à 0,16 % de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension et souligne à cet égard qu'il importe de continuer à obtenir, à long terme, un taux de rendement réel de 3,5 % par an de façon à assurer la solvabilité future de la Caisse;
14. *Constate* avec une vive inquiétude que certains nouveaux bénéficiaires et retraités de la Caisse continuent d'être payés en retard, souligne à nouveau que le Comité mixte doit faire le nécessaire pour que la Caisse règle les problèmes qui causent ces retards, et prie le Comité mixte de lui présenter des informations actualisées à ce sujet dans son prochain rapport ;
15. *Relève avec préoccupation* que les retards dans les paiements peuvent mettre les bénéficiaires et les retraités, ainsi que leur famille, dans des situations difficiles, et prie à cet égard le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, d'inviter les chefs de secrétariat des organisations affiliées à prendre les mesures appropriées, notamment en accélérant le traitement de l'information pour les nouveaux bénéficiaires et les retraités, en vue remédier à cette situation;
20. *Approuve également* une augmentation des ressources totales pour l'exercice biennal 2016-2017, qui sont portées de 179 078 300 à 180 055 400 dollars des États-Unis, laissant ainsi inchangée la part des dépenses d'administration de la Caisse financée par l'Organisation des Nations Unies (21 865 300 dollars), et note que le montant des dépenses hors budget reste inchangé à 164 700 dollars;
22. *Prie* le Secrétaire général, à qui incombe la responsabilité fiduciaire relative à l'investissement des avoirs de la Caisse, de continuer de diversifier les investissements en les répartissant entre les marchés des pays

développés et ceux des pays émergents et des pays en développement, pour autant qu'une telle diversification réponde aux intérêts des participants et des bénéficiaires, et le prie également de veiller à ce que la décision d'investir dans tel ou tel pays soit prise avec prudence, compte pleinement tenu des quatre grands critères applicables aux investissements, à savoir la sécurité, la rentabilité, la liquidité et la convertibilité, ainsi que de la volatilité des marchés;

23. *Engage* le Secrétaire général, à qui incombe la responsabilité fiduciaire de l'investissement des avoirs de la Caisse, à continuer de rechercher des possibilités d'investissement sur tous les marchés, en tenant compte du rapport risque-rendement, en appliquant toujours de solides techniques de gestion des risques et en prenant pleinement en considération les quatre grands critères applicables aux investissements de la Caisse;
24. *Rappelle* le paragraphe 29 du rapport du Comité consultatif, se dit préoccupée par le fait qu'à court terme, le rendement obtenu par la Caisse est inférieur au niveau de référence et souligne qu'il importe que la Caisse atteigne l'objectif d'un taux de rendement annuel réel de 3,5 % à long terme et, à cet égard, prie le Secrétaire général de tout faire pour améliorer les résultats des investissements de la Caisse et de lui rendre compte à ce sujet dans les futurs rapports sur ces investissements ;
25. *Se déclare préoccupée* par le fait que, pour l'exercice biennal 2014-2015, les pertes de change enregistrées dans les états financiers de la Caisse s'élevaient à 3,4 milliards de dollars des États-Unis, et prie instamment le Secrétaire général de recourir à des procédures et à des outils permettant d'atténuer les pertes de change, ainsi que de mettre en place un mécanisme interne qui permettrait non seulement d'assurer un suivi régulier de la juste valeur des actifs, mais aussi de suivre, d'évaluer et de gérer les pertes ou les gains imputables aux fluctuations de change;

Questions diverses

29. *Souligne* que le Comité mixte doit veiller à ce que la Caisse prenne les mesures voulues pour utiliser ses capacités internes et éviter de recourir à des consultants dans le cadre de ses activités, selon qu'il conviendra;

30. *Prie* le Secrétaire général de charger le Bureau des Services de contrôle interne de réaliser un audit complet des politiques de la Caisse concernant notamment la gestion des risques, la gestion des investissements et les autres

procédures administratives, et de lui rendre compte des principales conclusions de cet audit à sa soixante-douzième session, dans le cadre du rapport annuel sur les activités de la Caisse.

L'Assemblée générale des Nations Unies prend position sur la Caisse des pensions

Faisant suite à une campagne de deux ans des syndicats sur des questions importantes relatives à la gouvernance de la Caisse des pensions ainsi que sur les performances du management et des investissements, l'Assemblée générale de l'ONU a enfin pris position. En votant la Résolution (no 265) à la fin de 2016, l'Assemblée générale a clairement réaffirmé l'autorité du Secrétaire général de l'ONU sur la Caisse des pensions, confirmant le rôle de l'organe de contrôle interne du secrétariat et avalisant l'utilisation des services internes existant plutôt que celle de consultants dans la gestion de la Caisse. De surcroît, la Résolution demande à la Caisse d'améliorer ses performances, de diversifier ses investissements et de limiter les pertes de change. Elle réprimande l'administration de la Caisse pour avoir laissé vacant des postes clés dans la Division de la gestion interne des investissements (potentiellement un facteur qui a contribué à la sous-performance des investissements?) et d'avoir fait défaut dans les délais de paiement des nouveaux retraités.

La Résolution est vue comme une première étape mettant en relief les problèmes affectant la Caisse, spécialement les changements proposés par le CEO, Sergio Avizu, qui auraient éloigné la Caisse du contrôle de l'ONU et l'aurait amenée dans un

environnement plus exposé aux risques, à la corruption et à la gestion par des compagnies externes. Des postes clés – chefs de service des Investissements et de la Gestion des risques – ont été vacants plus d'un an et le défaut d'évaluation des performances de la responsable de la Division de gestion des investissements de la Caisse, ont été mentionnés dans le rapport le plus récent de la Caisse.

Des préoccupations spécifiques ont été relevées, concernant notamment les performances du Fonds de pension d'état du Maryland durant la période d'engagement de la Responsable principale des investissements, ainsi que les postes vacants et les échecs pour atteindre l'objectif de 3,5% de rendement annuel moyen (présentement les rendements depuis 2014 ont été inférieurs à 2%); ces questions ont été considérées comme des enjeux essentiels.

Le Comité mixte de la Caisse des pensions de l'ONU, en se référant au rapport actuariel le plus récent, a confirmé que la Caisse avait un léger surplus et n'aura pas à puiser dans son capital les 50 prochaines années rappelant que la Caisse peut maintenir son taux de rendement moyen annuel à 3,5%. A surveiller!

Cherry Thompson-Senior

Nous vous tiendrons au courant des derniers développements et mettrons les informations récentes sur notre page internet : www.anciens-bit-ilo.org

Caisse-santé

Assemblée générale de la CAPS

L'Assemblée générale de la Caisse-santé a été ouverte par le Président, Jean-François Santarelli, puis suivi par une présentation faite par le Secrétaire exécutif de CAPS, Florian Léger (voir : <http://www.ilo.org/dyn/shif>). Durant la discus-

sion qui a suivi, le Secrétaire exécutif de la Section des anciens, ainsi que plusieurs autres membres du Bureau, la Présidente du Comité du Syndicat et de nombreux participants sont intervenus pour prendre la parole. Les remarques, questions ou

observations ont été nombreuses et ont concerné autant le domaine de la gouvernance que celui du remboursement des prestations.

Dans le domaine des prestations diverses personnes se sont étonnées du fait que certains médicaments qui étaient remboursés par le passé ne l'étaient plus. La réponse donnée par le Secrétaire exécutif de la Caisse a été que la CAPS suit la loi fédérale suisse sur l'assurance-maladie (LAMal) notamment et aussi celle des pays respectifs où sont achetés les médicaments : la politique de ces pays pouvant évoluer.

Pour différents intervenants le coût de l'hospitalisation et les accords qui existent entre les caisses des organisations internationales et les prestataires, hôpitaux notamment, ne sont pas d'une grande transparence. Les factures apparaissent parfois trop élevées au regard de ce à quoi elles devraient correspondre. Le seuil du remboursement maximum qui s'élève à 150 000 USD peut dans certains cas être dépassé sur décision du Sous-comité permanent ou du Secrétaire exécutif de la CAPS.

Concernant la gouvernance de la Caisse les retards de remboursement des prestations, notamment pour les bénéficiaires de la région de Genève, ont été raccourcis grâce à l'embauche de deux personnes. Une troisième personne va être embauchée très prochainement. Mais les possibilités d'amélioration du remboursement des prestations pour le personnel dans les régions restent problématiques car d'autres facteurs liés aux circuits d'acheminement des demandes de remboursement et aussi de paiement interfèrent. Ce qui apparaît moins compréhensible est le retard dans la publication des rapports financiers annuels dont le dernier connu est celui de 2012. Aucune

explication plausible n'a été donnée sur ce retard par le secrétariat de la CAPS. Autre point évoqué : l'augmentation des cotisations, que le Bureau de la Section des anciens avait recommandé de voter contre, est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2017. Des modifications de plafond pour certaines prestations sont effectives depuis le 1^{er} janvier 2016. Toutefois les retraités sont impatients de connaître les résultats de la nouvelle étude actuarielle qui vient d'être diligentée. Plusieurs personnes de l'assistance se sont aussi étonnées des non-réponses du secrétariat de la CAPS aux courriers et courriels. Le Secrétaire exécutif de la CAPS a reconnu les lacunes en ce domaine et les efforts qui restent à faire. Enfin des questions ont été posées sur la gestion des avoirs de la Caisse par des prestataires extérieurs et du coût élevé que cela entraîne, financé sur la gestion technique et non administrative de la CAPS.

La Caisse est présentement enfin sujette à un audit extérieur suite à la décision prise par le DG en mai 2016. Cet audit porte principalement sur la gouvernance ; les craintes de voir la gestion des prestations confiée à un prestataire externe réapparaissent. De tels audits avaient déjà été menés au milieu des années nonantes (1996) et en 2005. Les résultats avaient conclu au maintien de la gestion en interne, ce qui a notamment comme avantage la connaissance par les techniciens de la CAPS de la réalité du terrain et de la proximité avec les assurés.

Pour conclure par une note optimiste, les retraités reconnaissent tous les efforts faits pour rattraper les retards de remboursement des prestations par la CAPS et ils font confiance au Comité de gestion pour que les améliorations dans le domaine de la gouvernance se poursuivent.

Le point sur la CAPS par le Directeur général

(Broadcast du 13 mai 2016)

Je comptais faire le point sur les mesures qui sont prises pour améliorer la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel du BIT (CAPS) à la suite des décisions prises antérieurement en la matière.

Néanmoins, à mon grand regret, je dois d'abord vous informer que nous avons découvert un nouveau cas de fraude à l'égard de la CAPS, dans

lequel un fonctionnaire du siège est impliqué. La fraude a été décelée en avril à l'issue d'un contrôle de routine.

Depuis, le fonctionnaire a avoué avoir détourné des fonds de la CAPS pour son usage personnel et a été suspendu de ses fonctions en attendant d'autres sanctions disciplinaires.

Message

Le BIT collabore avec les autorités locales pour que cette personne soit poursuivie en justice avec toute la rigueur de la loi.

Je tiens à vous rassurer: le montant en cause ne présente aucun risque pour la performance opérationnelle de la CAPS et n'aura aucune incidence sur sa capacité de rembourser les frais médicaux.

Conformément à la politique de "tolérance zéro" adoptée par le BIT, tous les cas de suspicion de fraude feront l'objet d'une enquête, et les personnes impliquées devront répondre de leurs actes. Je vous rappelle que les fonctionnaires ont l'obligation de communiquer toute information relative à une fraude aux dépens du BIT. Des dispositifs sont en place pour garantir une confidentialité absolue et protéger l'anonymat.

La CAPS est un pilier des prestations sociales dont nous bénéficions en tant que fonctionnaires du BIT. Toute fraude commise au détriment de la Caisse est une fraude commise au préjudice de ses bénéficiaires et de notre Organisation.

Permettez-moi à présent de faire le point sur les mesures qui ont été prises récemment en ce qui concerne l'administration de la CAPS.

Vous vous souviendrez que, début 2015, j'ai établi un groupe de travail ayant pour mission de formuler des recommandations en vue d'améliorer le fonctionnement de la CAPS. Le rapport remis par ce groupe de travail a été très utile et ses recommandations sont mises en œuvre, notamment l'augmentation des effectifs et des fonds alloués à l'amélioration des systèmes informatiques. Ces mesures ont déjà permis de réduire considérablement le nombre de demandes en suspens et de créer les conditions voulues pour améliorer le suivi et le contrôle du traitement des

demandes. De plus, le Secrétaire exécutif a procédé à la révision des procédures internes afin de renforcer les contrôles internes et de réduire les risques d'irrégularités financières.

Ce travail se poursuit. Néanmoins, je crois savoir que certains d'entre vous, notamment les collègues sur le terrain – comme il ressort clairement de ma dernière réunion avec les représentants du Syndicat du personnel en poste dans les régions –, ne bénéficient toujours pas pleinement des améliorations apportées et des normes de service que vous êtes en droit d'attendre pour ce qui concerne le traitement des demandes. Cette question nous tient à cœur, et nous sommes déterminés à éliminer les obstacles qui subsistent.

Compte tenu de ce qui précède, j'ai décidé d'avoir recours aux services d'experts externes pour examiner le mode de fonctionnement de la CAPS et s'assurer que le Bureau est en mesure d'offrir à son personnel et à ses fonctionnaires retraités une assurance-maladie dans des conditions d'efficacité, d'efficience et de sécurité optimales.

J'ai à cet égard une responsabilité envers l'ensemble du personnel et des anciens fonctionnaires, mais aussi envers les mandants et les Etats Membres de l'Organisation. Cet examen, dans le cadre duquel le mode de fonctionnement de la CAPS sera comparé à celui d'autres caisses du système des Nations Unies, portera sur la qualité des services, le modèle d'administration et les incidences financières. Les prestations, la couverture d'assurance, le partage du coût des primes et les conditions d'admissibilité ne feront pas l'objet de cet examen.

Je continuerai de vous informer des faits nouveaux. L'amélioration de la CAPS doit être, et sera, un objectif prioritaire de la direction.

Guy Ryder

Lettre au Directeur général

Le 14 juin 2016, François Kientzler, Secrétaire exécutif, a adressé la lettre suivante au Directeur général, Guy Ryder, de la part du Bureau de la Section des anciens fonctionnaires du BIT

Monsieur le Directeur général,

Le Bureau des Anciens souhaite vous remercier, au nom de tous les retraités, pour votre participation à la Réception de printemps à laquelle vous avez convié les retraités de la région genevoise. Votre participation régulière est hautement appréciée et montre l'intérêt que vous-même personnellement et le BIT portent à ses retraités. Nous vous en sommes reconnaissants.

Je souhaiterais évoquer ci-dessous plusieurs points qui ont retenu notre attention suite à votre lettre intitulée « Le point sur la CAPS » du 13 mai 2016.

Comme vous le mentionnez dans votre lettre, une gestion efficace, efficiente et de sécurité optimale de la CAPS doit être de rigueur. Tout acte de fraude doit être sévèrement puni ; nous ne pouvons qu'être d'accord avec une telle position.

Le Bureau de la Section des Anciens suit avec attention les questions de la caisse maladie. Les retraités représentant un tiers des participants sont très concernés par la protection santé et la couverture maladie.

Depuis le Rapport de 2012 la CAPS n'a pas publié de comptes annuels comme cela devrait être le cas d'après les Statuts. Régulièrement nous avons demandé au Comité de gestion et au Secrétariat de la CAPS la publication des Rapports. Cette obligation est d'ailleurs régulièrement mise en exergue par le Chef auditeur interne du BIT.

Ce n'est qu'en janvier 2016, en visitant le site web de la CAPS, que nous avons eu connaissance, sous forme de 2 pages d'Annexes, des résultats des comptes des années 2013 et 2014. Mais les Rapports annuels font toujours défaut alors qu'un referendum allait se tenir sur une augmentation des cotisations. Les assurés n'avaient à leur disposition qu'une information très tardive et partielle pour prendre une décision en connaissance de cause.

Nous regrettons aussi que les frais et les coûts engagés par le BIT pour la gestion administrative de la CAPS, tels que prévus à l'article 3.1.2 des Statuts, ne soient plus transparents. Autant dans les années 90 les coûts directs et indirects de la CAPS étaient-ils connus, autant depuis la nouvelle approche financière les frais et les coûts de la CAPS sont-ils englobés dans les coûts administratifs de gestion de HRD.

Vous avez demandé qu'un audit extérieur évalue le fonctionnement administratif de la CAPS. Une telle démarche devrait permettre d'éclaircir la gestion administrative et aussi financière. Des audits avaient déjà été engagés par l'Administration du BIT au milieu des années 90 et années 2000 avec le même souci d'amélioration. Nous souhaiterions que les compétences internes du BIT, à savoir le Département de la protection sociale ainsi que le Chef auditeur interne, puissent être sollicités dans cette démarche d'évaluation.

Enfin, des Termes de référence vont probablement être fixés à la société chargée du travail d'audit. Ces Termes de référence, comme cela a été le cas dans le passé, devraient être connus de tous. Nous souhaitons que dans le cadre du travail d'audit qui sera fait les participants à la Caisse soient aussi entendus. Nous pensons aux élus au Comité de gestion, aux représentants syndicaux du personnel actif du BIT mais aussi à nous-mêmes représentants des retraités.

Malgré tout nous nous réjouissons de la santé financière de la CAPS. Les données dont nous disposons couvrant les 4 dernières années montrent clairement que les dépenses ont pu être contenues et les réserves ainsi augmentées. Nous souhaitons que la Caisse puisse continuer à apporter à tous ses bénéficiaires les services qu'elle a fournis jusqu'à ce jour.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre présente lettre, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Quelques réflexions sur CAPS

par *Liz Sommaro*, membre assuré

Depuis la publication du dernier numéro de *Message* 59-60, il-y-a eu plusieurs développements en ce qui concerne le CAPS. Voici quelques-uns d'entre eux.

- (1) Une assemblée générale de la CAPS a eu lieu le 29 septembre 2016; de nombreux fonctionnaires étaient présents dont une majorité de retraités.

- (2) Des groupes de travail au sein de la CAPS ont été mis en place pour étudier son fonctionnement. Le Directeur général a publié plusieurs Broadcasts pour informer le personnel de ces nouveaux groupes de travail. Nous apprendrons sans doute en temps voulu l'avancement de leurs délibérations et recommandations.
- (3) Un consultant a été engagé pour examiner les avantages et les inconvénients de l'externalisation de la CAPS. Le contenu de ce rapport n'a pas encore été rendu public à ce jour (7 mars 2017).
- (4) Un document de la PFAC sera soumis à la session du Conseil d'administration en mars 2017 sur l'assurance maladie après la cessation de service (ASHI). Il est référencé Résolution GB329/PFA4.
- (5) L'augmentation de la cotisation des assurés à la Caisse est entrée en vigueur au 1er janvier 2017 avec un premier prélèvement en décembre 2016 pour les retraités et en janvier pour les autres.
- (6) Le niveau du Plafond des prestations supplémentaires a évolué selon l'évolution des taux de change.
- (7) Les rapports sur les comptes de la Caisse pour les exercices 2013, 2014 et 2015 et, bien sûr, celui de 2016 ne sont toujours pas publiés alors que celui de 2016 devrait l'être dans quelques mois. C'est vraiment regrettable et une très mauvaise situation car nous ne connaissons pas la véritable situation financière du CAPS, c'est-à-dire combien il y a de membres assurés, comment et sur quoi l'argent est dépensé. Par exemple le coût des placements des fonds de la CAPS : le montant du coût pour 2005 était de \$65.000, à la fin 2014 de \$207.000 et pour la fin 2015 il sera sans doute presque de \$250.000. Pourquoi des

coûts aussi élevés pour des investissements relativement limités?

- (8) Une liste des hôpitaux et des cliniques où la CAPS a négocié des tarifs pour les soins a récemment été publiée sur le site Web. Nous nécessitons aussi une liste de laboratoires et de pharmacies et faire des contrôles réguliers sur les prix comparatifs des ordonnances. Il est surprenant de devoir payer quatre fois plus cher un même test de routine qui peut être fait ailleurs moins cher. Même si la personne assurée obtiendra le remboursement à 100 pour cent, cela n'est pas certainement pas une épargne pour la CAPS. Espérons que cette liste sera fournie dans un avenir proche afin que nous puissions tous faire des économies pour notre Caisse.

Toutefois, des améliorations notables ont eu lieu dans le traitement des demandes de remboursement et les personnels doivent être félicités pour leurs efforts visant à accélérer les remboursements à un niveau acceptable. Ce résultat a aussi été obtenu grâce à l'embauche de plusieurs personnels pour le traitement des demandes dont une aide supplémentaire au Secrétariat de la CAPS. Espérons de même que les délais de réponses aux demandes des membres assurés soient aussi améliorées et qu'ils ne soient plus obligés d'attendre trop longtemps pour obtenir des réponses à leurs requêtes et demandes de conseil et d'aides pratiques. Les bulletins d'information et les réunions sont également des outils essentiels pour permettre aux membres assurés d'être informés sur la vie de la CAPS par exemple une détection de fraude et les résultats finaux des enquêtes, mais aussi comment chacun d'entre nous peut aider à rendre notre Caisse maladie plus attrayante et plus solvable dans les années à venir.

février 2017

E. Sommaro

Amendements aux Statuts et Règlement administratif de la CAPS

Article 3.6 (« Taux des cotisations »)

1. Suite à l'adoption des amendements à l'article 3.6 des Statuts de la CAPS relatifs à la hausse des taux de cotisations, telle que stipulée dans la circulaire SHIF/16/1 du 6 mai 2016, le Comité de gestion a décidé, lors de sa réunion du 11 mai 2016, que la date d'entrée en vigueur de la hausse sera le **1er janvier 2017**. Cette décision est motivée par des raisons techniques de mise en oeuvre ainsi que pour des raisons d'équité entre les assurés retraités et ceux en activité.

2. Les autres amendements aux Statuts et Règlement administratif de la CAPS, notifiés aux assurés par la circulaire SHIF/15/1 du 4 décembre 2015

(http://www.ilo.org/dyn/shif/website.file_open?p_reference_id=137), sont entrés en vigueur le 1er janvier 2016, conformément au paragraphe 2 de la circulaire.

CAPS derniers développements

Extraits du document du Conseil d'administration, GB.329/PFA/4, février 2017

Le Comité de gestion de la CAPS reste pleinement conscient de la nécessité de limiter l'augmentation des coûts des soins de santé. Début 2016, dans le droit fil de la décision prise par le Conseil d'administration en mars 2016, il a créé son propre groupe de travail sur la maîtrise des coûts dans le but de maîtriser les dépenses médicales tout en respectant les caractéristiques essentielles de la couverture offerte par la Caisse. En outre, le Bureau a fait appel aux services d'experts extérieurs auxquels il a confié la tâche d'étudier le modèle de fonctionnement de la Caisse afin de s'assurer que le BIT fournit aux fonctionnaires en activité et aux retraités une assurance santé selon les modalités les plus efficaces, efficaces et fiables possible.

Groupe de travail du Comité de gestion de la CAPS sur la maîtrise des coûts

Le groupe de travail a analysé les statistiques relatives aux dépenses en tenant compte de différents critères, tels que le montant facturé, la répartition géographique, le type de dépenses, etc.

La CAPS compte plus de 11 000 assurés, dont quelque 3 000 fonctionnaires et les membres de leur famille qui sont à leur charge et environ 2 500 anciens fonctionnaires, ou leurs survivants, et les membres de leur famille qui sont à leur charge. Les assurés soumettent environ 45 000 demandes de remboursement par an, soit plus 160 000 factures, et le montant des remboursements effectués par la CAPS est d'environ 45 millions de dollars E.-U. par an.

Le groupe de travail a également étudié un certain nombre d'articles de revues spécialisées consacrés à la question de l'inflation médicale ainsi que les pratiques des systèmes nationaux de soins de santé et d'autres régimes privés d'assurance-maladie.

Sans surprise, le groupe de travail a constaté que les frais d'hospitalisation, les frais dentaires, les honoraires de médecins, ainsi que les coûts afférents aux soins médicaux, aux médicaments, aux prestations hospitalières publiques et aux opérations chirurgicales représentaient 80 pour cent des dépenses totales de la Caisse. En outre, les deux tiers des dépenses correspondent à des soins de santé dispensés en Suisse, pays de résidence d'une grande majorité des fonctionnaires et des retraités.

Les recommandations formulées par le groupe de travail à l'intention du comité de gestion s'articulent autour de quatre grands axes:

Il est possible de générer des économies substantielles en encourageant les assurés à faire des choix responsables. A cet égard, le groupe de travail a notamment recommandé les mesures

suivantes, lorsqu'elles sont applicables: demander au moins deux estimations, ou trois de préférence, pour toute intervention chirurgicale non urgente nécessitant une hospitalisation; étudier les possibilités de recourir à des services de soins infirmiers ambulatoires en remplacement d'une hospitalisation de longue durée; consulter de préférence des médecins qui sont conventionnés par la sécurité sociale en France, ou qui appliquent les tarifs LAMal en Suisse ou qui sont agréés par des systèmes analogues dans d'autres pays, le cas échéant; utiliser des médicaments génériques au lieu des médicaments originaux (dans la mesure du possible); acheter les médicaments prescrits dans les pharmacies qui sont les plus compétitives à proximité du lieu de résidence de l'assuré ou qui offrent des remises sur les médicaments.

Les mesures préventives sont remboursées depuis 2015. L'expérience acquise au cours de cette première année de mise en oeuvre montre que ces mesures ont un coût négligeable par rapport aux effets positifs qu'elles peuvent avoir sur l'état de santé futur des personnes concernées. Le groupe de travail a formulé plusieurs recommandations concernant la promotion des mesures préventives, en vue d'en étendre la portée et d'envisager également la possibilité pour la CAPS de conclure un accord avec une entreprise de télémédecine spécialisée. Il a recommandé en outre d'intensifier les campagnes d'information afin de sensibiliser les assurés à ces questions.

Le groupe de travail a également recommandé de renforcer les contrôles des coûts en envisageant de recourir, en Suisse, aux services d'une entreprise de contrôle des coûts et d'utiliser un système de «gestion des cas» ainsi qu'en procédant à une analyse détaillée de l'évolution des coûts. A cet égard, un poste a été créé au sein du secrétariat de la Caisse pour traiter la question des risques et de la conformité. Selon les informations

communiquées à la CAPS, le coût de ce type de service est rapidement compensé par les réductions du montant des remboursements médicaux.

Le groupe de travail a recommandé de poursuivre la collaboration avec les autres organisations internationales qui appliquent le même type de régime d'assurance-maladie (assurance et administration autonomes), comme l'OMS et l'Office des Nations Unies à Genève, et de négocier des tarifs préférentiels auprès des prestataires de soins de santé conjointement avec les autres grandes institutions ayant leur siège à Genève. Actuellement, l'OMS, l'ONUG, l'UNIQA (tiers administrateur de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN)) et l'OIT ont conclu des accords avec dix prestataires de soins de santé dans la région de Genève, parmi lesquels tous les grands hôpitaux et

cliniques. Prises ensemble, ces quatre organisations représentent le plus important groupe d'assurés de la région de Genève, ce qui explique pourquoi les tarifs préférentiels négociés dans le cadre de ces accords sont si compétitifs. Le groupe de travail a également recommandé d'envisager la possibilité de négocier collectivement des tarifs préférentiels avec de nouveaux établissements médicaux situés dans d'autres lieux d'affectation, où résident de nombreux fonctionnaires et retraités. Cette recommandation est analogue à la recommandation 2 du groupe de travail interinstitutions des Nations Unies, et les travaux ont déjà commencé dans ce domaine.

Toutes les recommandations du groupe de travail ont récemment été approuvées par le Comité de gestion de la CAPS et leur mise en oeuvre devrait permettre de réaliser de nouvelles économies.

Nous vous tiendrons au courant des derniers développements et mettrons les informations récentes sur notre page internet : www.anciens-bit-ilo.org

Nouvelles du BIT

Réélection du Directeur général

La 328^{ème} session du Conseil d'administration du BIT, qui s'est tenue à Genève du 27 octobre au 10 novembre 2016, a réélu M. Guy Ryder Directeur général du Bureau.

L'élection a eu lieu le 7 novembre 2016 par les Membres titulaires du Conseil composé de 28 représentants gouvernementaux, 14 employeurs et 14 travailleurs.

Son nouveau mandat de cinq ans débutera officiellement le 1^{er} octobre 2017.

Dans son discours à l'occasion de sa réélection, M. Ryder a exprimé sa réelle satisfaction et a constaté que les résultats des votes obtenus émanant des trois groupes lui ont accordé les voix de la quasi-unanimité des votants (54 sur 56). Il a réaffirmé sa volonté de poursuivre l'exercice de son mandat en travaillant avec tous les Etats membres et les mandants de tous les Groupes.

M. Ryder (Royaume-Uni) est né à Liverpool en 1956, il est le 10^{ème} Directeur général du BIT. Issu

des Travailleurs et ayant occupé de hautes fonctions syndicales en qualité de Secrétaire général de la Confédération syndicale internationale (CSI), M. Ryder aura l'honneur d'organiser, en coopération avec les mandants, les célébrations du Centenaire de l'OIT en 2019. L'Organisation compte aujourd'hui 187 Etats membres.

A. L. Diallo

Déclaration du Directeur général

En acceptant sa réélection, Guy Ryder a notamment dit :

«Je remercie les membres du Conseil d'administration de m'avoir renouvelé leur confiance. Mon second mandat débutera alors que le monde du travail connaît une mutation sans précédent. Pour maîtriser ce changement, nous possédons un atout de taille: notre structure tripartite unique (représentants gouvernements, travailleurs et employeurs) jouera un rôle majeur pour façonner l'avenir du travail et réaffirmer que



la justice sociale doit guider l'élaboration des politiques internationales».

Révélaient que «le déni de justice sociale, à une échelle profondément inquiétante, constituait une réelle menace pour la stabilité de nos sociétés et pour la paix», le Directeur général a invité les Etats membres à faire de l'Organisation un champion de l'exécution du Programme des Nations Unies pour 2030 grâce au travail décent.

BIT

Message du Directeur général du 14 décembre 2016

Le dernier trimestre de l'année est passé très vite. Tout récemment, le Conseil d'administration a tenu une session aussi importante que productive au cours de laquelle il a examiné le plan stratégique 2018-2021 et l'aperçu préliminaire des Propositions de programme et de budget pour 2018-19, deux questions complémentaires qui figuraient au cœur de ses travaux.

Le plan stratégique pour 2018-2021 présente la vision «OIT 2021» qui fixe très clairement le cap à suivre pour que notre Organisation puisse s'acquitter de son mandat dans un contexte de transformation profonde. Les deux programmes et budgets successifs qui couvriront la période 2018-2021 devront donner corps à cette vision. Le plan stratégique et l'aperçu préliminaire des Propositions de programme et de budget pour 2018-19 incarnent à la fois la continuité et le changement: la continuité d'abord, parce que la réalisation d'un certain nombre d'objectifs et de priorités, toujours d'actualité, demande du temps, et le changement ensuite, car nous devons relever de nouveaux défis tels que la poursuite d'une transition juste vers la durabilité environnementale.

Nous mettons actuellement la touche finale aux Propositions de programme et de budget qui seront soumises au Conseil d'administration en mars 2017. Vous vous en doutez, le processus est complexe, parfois même douloureux, car nous devons nous adapter, innover et répondre aux attentes de tous les mandants, en faisant preuve de mesure dans un contexte budgétaire contraint. Je souhaite à cet égard remercier les responsables de programme pour leur coopération et l'esprit dans lequel ils participent à cet exercice exigeant.

Le suivi de la discussion de la Conférence sur la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable est un sujet qui peut sembler très technique, voire obscur. Il permet toutefois de fournir de nouvelles orientations pour la poursuite de l'approche intégrée qui sous-tend l'Agenda du travail décent et intéresse l'ensemble de nos domaines d'activité.

Les travaux menés dans le cadre du mécanisme d'examen des normes ont progressé de manière régulière et nous savons que nous sommes au début d'un long périple qui comportera probablement quelques zones de turbulence. Le Conseil d'administration a également examiné plusieurs plaintes déposées contre des pays en vertu de l'article 26 de la Constitution. Toujours sensibles sur le plan politique, elles ont été traitées par voie de consensus.

Auparavant, le début de l'automne a été marqué par la tenue de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York. Sur place, le programme d'activités intéressant directement l'OIT était très chargé. Citons notamment le Sommet des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants; le Sommet des dirigeants sur la crise mondiale des réfugiés organisé à l'invitation du Président Obama; les réunions de deux instances au sein desquelles je siège, à savoir la Commission de haut niveau sur l'emploi dans le secteur de la santé et la croissance économique, coprésidée par les Présidents Hollande et Zuma, et le Groupe de haut niveau sur l'autonomisation économique des femmes, coprésidé par le Président du Costa Rica et la PDG d'Ikea-Suisse; enfin, une manifestation organisée par le Premier ministre chinois, M. Li, sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable, une autre tenue à l'initiative de la Première ministre du Royaume Uni, Mme May, sur la traite des êtres

Message

humains et une troisième qui, sous l'égide du Premier ministre suédois, M. Löfven, était consacrée au Pacte mondial sur le dialogue social pour le travail décent et la croissance inclusive.

L'OIT a lancé le Partenariat mondial pour la protection sociale universelle conjointement avec le Groupe de la Banque mondiale, ainsi que l'Alliance 8.7 sur l'éradication de l'esclavage moderne, du travail forcé et du travail des enfants. Une discussion stimulante sur l'avenir du travail organisée à la Fondation Ford a clos en beauté l'intense programme qui a été le nôtre à New York. Toutes ces activités, qu'il s'agisse de leur préparation ou de leur suivi, sollicitent fortement bon nombre d'entre vous, en particulier les collègues de notre bureau de New York. Je remercie Vinicius Pinheiro et son équipe pour leur travail hors pair et tous ceux qui, sous une forme ou une autre, ont contribué à ces efforts et continuent de le faire. Avec l'élection d'un nouveau Secrétaire général de l'ONU – António Guterres – qui apportera, j'en suis convaincu, son appui personnel à l'OIT, nos activités à New York seront plus déterminantes que jamais.

L'avenir du travail a constitué le fil directeur de beaucoup de mes autres engagements, notamment à Bruxelles, à Prague et au Portugal. A Washington, j'ai participé à une réunion du Réseau mondial pour l'apprentissage. Au Sommet du G20

à Hangzhou, en Chine, la présence de l'OIT et son travail de sensibilisation ont été prépondérants et, j'en suis persuadé, sincèrement appréciés des dirigeants, qui s'efforcent d'assurer de meilleures perspectives à l'économie mondiale. J'ai ensuite pu participer à d'importantes rencontres à Beijing sur la protection sociale et l'avenir du travail. A Rome, j'ai assisté à un forum mondial Fortune/Time intitulé «Le défi du XXI^e siècle: forger un nouveau pacte social», qui a été pour moi l'occasion d'avoir des échanges de vues avec les dirigeants d'entreprise présents sur la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité. A Vienne, j'ai prononcé une allocution lors de la cérémonie organisée pour célébrer le 10^e anniversaire de la Confédération syndicale internationale (CSI). Auparavant, j'avais effectué une visite officielle en Fédération de Russie, où j'ai signé un nouveau programme de coopération.

J'ai également pu assister à un événement organisé par l'entreprise LUKOIL, avec laquelle nous collaborons dans le cadre d'un partenariat public-privé sur l'emploi des jeunes. Comme toujours lorsque je suis en mission, les rencontres avec des collègues du BIT ont constitué une partie importante de mon programme – je les remercie pour nos échanges, leur soutien et leur accueil chaleureux.

(Extraits)

Guy Ryder

Compte-rendu de la 105^e Conférence internationale du Travail (2016)



Introduction

La Conférence internationale du Travail (CIT) est l'organe décisionnel le plus élevé de l'OIT (Organisation Internationale du Travail).

Elle réunit tous les ans au mois de juin les délégations tripartites des 187 Etats membres de

l'Organisation. Elle se compose de séances plénières et de commissions techniques.

La Conférence institue des commissions pour traiter des questions techniques inscrites à son ordre du jour à propos desquelles des informations sont données aux délégués. Ces

commissions se réunissent en parallèle pendant la Conférence, mettent au point leurs rapports, conclusions ou tous autres instruments qui sont ensuite soumis à la séance plénière pour adoption.

Ordre du jour

Questions inscrites d'office.

- Rapport de la Présidente du Conseil d'administration et du Directeur général.
- Programme et Budget et autres questions.
- Informations et rapports sur l'application des conventions et recommandations.

Questions inscrites à l'ordre du jour par la Conférence ou le Conseil d'Administration.

- Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales -discussions générales.
- Le travail décent au service de la paix, de la sécurité et de la résilience aux catastrophes: révision de la recommandation
- (no 71) sur l'emploi (transition de la guerre à la paix) 1948-action normative, première discussion selon la procédure de double discussion.
- Evaluation de l'impact de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, 2008.
- Questions maritimes: approbation des amendements au code de la Convention du travail maritime, 2006 et adoption des amendements aux annexes de la convention (no 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée) 2003.

Déroulement des travaux de la Conférence.

Conformément aux règles et pratiques en vigueur, les mandants tripartites (Gouvernements, Groupes Employeurs et Travailleurs) se sont réunis le 29 mai 2016 et la séance d'ouverture a eu lieu le 30 mai. Le discours d'ouverture a été prononcé par le Directeur général du BIT, M. Guy Ryder, suivi de celui de la Présidente du Conseil d'Administration qui a introduit brièvement son rapport.

Ce fut ensuite l'élection du Bureau de la Conférence conformément aux principes de rotation régionale et qui a donné les résultats ci-après :

Présidente : Mme Mildred Oliphant Ministre du Travail (Afrique du Sud)

Vice-Président des Gouvernements : M. Ramon Alberto Morales Quijano (Panama)

Vice-Président Employeurs :

M. Alberto Echavarria (Colombie).

Vice-Président Travailleurs : M. Eric Manzi (Rwanda).

Après cette élection, le Président de la Confédération suisse, son Excellence M. Johann Schneider-Amman, s'est adressé à la Conférence pour renouveler la volonté du gouvernement suisse de renforcer sa coopération avec l'OIT.

Ces sessions et activités ont été suivies par l'élection des membres des Bureaux des commissions de la Conférence et des Bureaux des Groupes des gouvernements, des Employeurs et des Travailleurs. Les Commissions sont les suivantes:

- Commission de proposition.
- Commission de vérification des pouvoirs.
- Commission des finances.
- Commission sur l'application des normes.
- Commission sur le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement.
- Commission sur l'emploi et le travail décent pour la transition vers la paix.
- Comité pour la Déclaration de la justice sociale.

Le mercredi 8 juin, au cours d'une séance spéciale, la Conférence a été honorée par la présence de M. Jean-Claude Junker, Président de la Commission Européenne qui a encouragé l'OIT à poursuivre ses efforts pour promouvoir le dialogue social afin de préserver la paix et la sécurité dans les pays membres de l'OIT.

Toutes les commissions se sont réunies au Palais et au BIT et ont présenté les résultats de leurs travaux le 10 juin qui ont été adoptés par la plénière.

Conformément à la tradition, des activités parallèles (side-events) ont été organisées le 3 juin par l'Organisation Arabe du Travail (OAT) en solidarité avec la Palestine, le 6 juin par les Travailleurs du Brésil (CUT) et le 8 juin par le BIT pour célébrer la « Journée mondiale contre le Travail des Enfants ».

En conclusion, il y a lieu de souligner la forte participation des 187 pays membres de l'OIT avec un total de 5982 Délégués venant des Gouvernements, des Employeurs, des Travailleurs, des Représentants des Agences des Nations-Unies, des Organisations gouvernementales, des Employeurs et des Travailleurs du monde entier.

L'OIT qui est et demeure le Parlement mondial du travail doit poursuivre sa mission historique et tenir compte du contexte actuel caractérisé par des

crises, des tensions socio-politiques et un monde du Travail en mutation.

A. L. Diallo

Assemblée générale du Syndicat

Conformément aux Statuts du Syndicat du personnel de l'OIT, la 2^{ème} session de l'Assemblée générale annuelle s'est tenue le 20 octobre 2016. En application de l'article 7 des Statuts et des dispositions de l'annexe IV qui définissent le Règlement de la Section des anciens fonctionnaires, François Kientzler, Secrétaire exécutif, et moi-même avons représenté la Section des Anciens à cette Assemblée générale.

Parmi les 8 points figurant à l'Ordre du jour, le rapport du Comité du Syndicat était l'un des plus importants. Il contenait les chapitres suivants :

- La mise en oeuvre du programme et de la stratégie du Syndicat ;
- Assurer une protection sociale complète ;
- Assurer des conditions équitables et égales d'emploi pour tous les employés ;
- Assurer un développement de carrière pour tous ;
- Un syndicat encore plus fort ;
- Renforcer la sécurité du personnel, et enfin le rapport sur les activités régionales et celui des autres organes en l'occurrence celui de la Section des anciens fonctionnaires.

Après avoir écouté les débats sur les différentes rubriques et les interventions des délégués titulaires des quatre régions géographiques et celui

de Turin, François Kientzler et moi-même avons présenté le rapport de notre Section.

Nous avons rappelé nos activités de coopération avec l'AAFI-AFICS à Genève et avec les autres Associations de retraités de Genève et souligné l'importance de notre réunion d'information du 19 octobre 2016 qui a enregistré une forte participation. Nous nous sommes félicités de la coopération avec le Comité du Syndicat et avons souhaité que les délégués titulaires des régions manifestent leur appui et témoignent leur solidarité avec les retraités de leur continent respectif.

Tout en nous félicitant des nouvelles adhésions enregistrées à la Section des Anciens, nous avons réaffirmé l'importance et la nécessité de renforcer le Syndicat pour préserver les acquis positifs et faire face aux défis actuels.

Toutes les questions inscrites à l'ordre du jour ont été discutées, les rapports adoptés et, parmi les décisions majeures de cette deuxième session, il y a lieu de mentionner celle relative à l'Assemblée générale extraordinaire qui a eu lieu le 25 novembre 2016 et qui avait à son ordre du jour : « Le Syndicat veut la sécurité de l'emploi, l'Administration veut plus de flexibilité, peu de progrès dans les négociations ».

A. L. Diallo

Rapport sur l'état d'avancement du projet de rénovation du bâtiment du siège

La rénovation du bâtiment par tiers a commencé en mars 2015 : les installations du site et les travaux avancent régulièrement, afin d'arriver à achèvement en 2019. (Voir GB.328/PFA/3)

Derniers développements

Les projections montrent que des économies pourront être réalisées à la suite de l'analyse de la valeur (examens d'ordre technique et architectural) qui a été effectuée depuis le début des travaux de rénovation, en étroite collaboration avec l'entreprise. Pour l'essentiel, ces économies devraient découler de l'évolution des prix du

marché, de négociations commerciales efficaces, d'une modification du procédé de rénovation de la façade du bâtiment et d'une adaptation technologique du système de gestion du bâtiment. Concrètement, la rénovation de la façade est effectuée en laissant les panneaux en place, alors qu'il était prévu de retirer le revêtement extérieur dans sa totalité et de le réinstaller une fois la

nouvelle isolation en place. Cette modification, qui a reçu le soutien et l'aval des autorités suisses et genevoises, simplifie le processus de rénovation, réduit le risque d'endommagement des panneaux de la façade et n'aura pas d'incidence sur le confort du personnel ou sur l'efficacité énergétique du bâtiment.

Le système de gestion du bâtiment a, quant à lui, été modifié afin de tenir compte des avancées techniques et intègre désormais les meilleures pratiques actuellement en vigueur, tout en ménageant une possibilité de développement pour l'avenir.

Les travaux mécaniques, d'électricité et de plomberie sont tous en cours, ainsi que les autres travaux de réaménagement. La nouvelle isolation thermique et les nouvelles fenêtres ont été installées, et seuls les travaux de rénovation du 11^e étage ne sont pas encore terminés.

Les panneaux de la façade ont tous été nettoyés, et de nouveaux joints d'étanchéité ont été installés.

Malgré la présence de plus de 180 travailleurs sur le chantier, il y a eu très peu de problèmes de sécurité ou de santé. L'incidence des travaux de rénovation sur le fonctionnement quotidien du Bureau reste très limitée. Quelques problèmes mineurs liés au bruit et/ou à des vibrations ont été résolus rapidement.

Prochains travaux

Alors que les travaux de rénovation du tiers sud du bâtiment se poursuivent, l'équipe de projet planifie les travaux de rénovation du tiers médian, qui devraient commencer au début du printemps 2017. Pour maintenir le rythme de progression et continuer d'améliorer la sécurité du bâtiment, les travaux se poursuivront pendant la période de transition, avec la rénovation de l'escalier situé entre le chantier et les bureaux.

Budget du projet

Le budget total reste dans les limites du plan financier approuvé par le Conseil d'administration, soit quelque 205 millions de francs suisses. Comme annoncé lors de la session du Conseil d'administration de mars 2016, les économies réalisées grâce à l'analyse de valeur seront réaffectées à la provision pour les dépenses imprévues et à la rénovation partielle des étages inférieurs.

Données financières actualisées au 31 août 2016 :

En milliers de francs suisses	
Budget approuvé	205'549
Contrats passés	197'755
Dépenses engagées à ce jour	61'391

Rénovation des étages inférieurs

Comme suite au rapport présenté au Conseil d'administration en mars 2016, un examen des travaux non financés, dont le montant total s'élève à 120 millions de francs suisses, a été réalisé. La priorité a été accordée à la sécurité et à la santé. Les travaux prioritaires, estimés à environ 71,9 millions de francs suisses, sont présentés ci-après:

Centre de conférence (32,4 millions de francs suisses):

- rénovation des bureaux situés autour du Centre de conférence, conformément aux normes de sécurité, de santé et de qualité définies pour le bâtiment principal; ces travaux permettront d'assurer la sécurité du personnel et des délégués tout en améliorant l'efficacité thermique du bâtiment et en réduisant son empreinte carbone;
- travaux de rénovation et interventions nécessaires dans les salles de conférence pour satisfaire aux normes relatives à la sécurité incendie, qui s'ajouteront à l'aménagement, prévu dans le cadre actuel du projet, de sorties de secours dans les grandes baies vitrées; la sécurité des délégués et autres utilisateurs du Centre de conférence sera ainsi renforcée;
- rénovation de la zone des colonnades (remplacement du simple vitrage par un double vitrage et modernisation de l'éclairage); ces travaux permettront d'améliorer l'efficacité thermique du bâtiment et de réduire la consommation énergétique de quelque 300 kWh/an.

Autres zones (30,1 millions de francs suisses)

- rénovation des bureaux, conformément aux normes de sécurité, de confort et de qualité qui ont été établies pour le bâtiment principal; ces travaux permettront d'améliorer l'efficacité thermique du bâtiment et de réduire son empreinte carbone;
- réorganisation de l'espace et compartimentage anti-incendie de la salle des archives (R2); ces travaux permettront de mieux sécuriser les archives de l'POIT et de réduire le risque d'une perte irréversible;

Message

- remplacement des grandes baies vitrées de la zone du restaurant (R2); ces travaux permettront d'améliorer l'efficacité thermique du bâtiment et de réduire son empreinte carbone;
- remplacement du vitrage des bureaux situés au niveau M3; ces travaux permettront d'améliorer l'efficacité thermique du bâtiment et de réduire son empreinte carbone.

Parkings (9,4 millions de francs suisses)

- travaux permettant de satisfaire aux normes relatives à la sécurité incendie, comprenant notamment l'installation de sprinklers, un nouveau compartimentage anti-incendie et l'installation de nouveaux escaliers d'évacuation; ces travaux devraient assurer la sécurité des usagers des parkings.

La possibilité d'entreprendre ces travaux considérés comme nécessaires sera examinée pour autant que leur financement soit assuré. Il faudra attendre l'achèvement des travaux pour tirer pleinement parti des avantages que devrait entraîner la rénovation de l'ensemble du bâtiment, notamment sous l'angle de la réduction de la consommation énergétique et de l'amélioration de la performance environnementale.

Les travaux de rénovation non financés restants, dont le coût total s'élève à 48,1 millions de francs suisses et qui sont décrits ci-après, pourraient être considérés comme présentant un degré de priorité moindre:

Centre de conférence (20 millions de francs suisses):

- rénovation complète des salles II, III, IV, V, VIII, IX et de la salle du Conseil d'administration, à l'exclusion des meubles, mais y compris tous les luminaires, les unités de traitement de l'air et les dispositifs de contrôle de la gestion du bâtiment;
- agrandissement et rénovation, conformément aux normes ISO en vigueur, des cabines d'interprétation des salles de conférence susmentionnées;
- rénovation de l'infrastructure de la bibliothèque et finitions.

Autres zones (26,3 millions de francs suisses)

- rénovation complète des zones des services généraux, à l'exclusion du restaurant et des zones récemment rénovées relevant du projet HSU-DCOMM (bureaux de projet situés aux niveaux R1 et M3 et services médicaux au niveau R3);
- travaux sur les ascenseurs restants ;
- poursuite des travaux d'assainissement du béton apparent;
- rénovation du quai de livraison, des installations d'entreposage et des zones logistiques correspondantes, dans le respect des normes de sécurité et de qualité requises.

Parkings (1,8 million de francs suisses)

- suppression des zones de stockage;
- amélioration de la signalisation;
- remplacement des appuis Gerber restants.

Financement et dons envisageables

Le prêt de la Confédération suisse, inclus dans le plan de financement, a été approuvé par le Conseil fédéral en février 2016 et par le Conseil national en juin 2016. Sous réserve de l'approbation définitive du Conseil des Etats, les fonds devraient être disponibles à compter de janvier 2017. Le taux d'intérêt sera fixé lors de la conclusion de l'accord de prêt.

Le Bureau a pris bonne note du peu d'empressement du Conseil d'administration à assurer le financement de la totalité des travaux de rénovation des étages inférieurs, énumérés dans le document GB.326/PFA/3, et de l'invitation faite au Bureau de chercher d'autres sources de financement. Pour l'heure, le Bureau continue d'examiner diverses options: dons des Etats Membres pour la rénovation des salles de conférence, dons pour les initiatives à visée écologique et éventuelles subventions des autorités suisses liées à la protection de l'environnement.

Il ressort des analyses effectuées à ce jour que les sources potentielles de financement recensées ne permettront pas, loin s'en faut, de couvrir la totalité des dépenses à engager pour achever la rénovation des étages inférieurs et qu'il faudra lancer de nouvelles consultations avec les Etats Membres à propos des fonds manquants.

Nous continuerons d'informer nos lecteurs sur l'avancement du projet.

Histoire

Relations entre l'Allemagne et l'OIT

Nous sommes très heureux de publier cet article de notre ancien collègue Werner Sengenberger. Les lecteurs se rappelleront peut-être que le Message n° 34 de 2003 contenait le souvenir de Friedrich Georg Seib sur la création et le rôle de la Direction générale de Bonn entre 1951 et 1960. Dans ce numéro, M. Sengenberger a une vision historique large du rôle de l'Allemagne dans la promotion des questions sociales. A partir des premiers efforts pour établir une politique d'assurance sociale en 1878 et de la création de l'Organisation internationale du Travail en 1919, il traite successivement de la période allant jusqu'à 1935 lorsque le pays a quitté l'Organisation et de son retour en 1951. Par la suite, l'Allemagne a contribué à l'élaboration des programmes et politiques de l'OIT.

A l'approche du centenaire de l'Organisation, et après la contribution très appréciée de Werner Sengenberger, le rédacteur en chef se réjouit de toute contribution de la part des lecteurs désireux d'aborder les relations entre leur propre pays et l'OIT. Nous comptons sur vos contributions pour garder vivante la mémoire historique et vous remercions à l'avance de votre intérêt.

Ivan M.C.S. Elsmark

Le rôle historique de l'Allemagne à l'OIT

par Werner Sengenberger

Deux occasions se sont présentées pour écrire cet article. En premier lieu le centenaire de l'Organisation internationale du Travail, qui approche rapidement, nous donne plus de raisons que jamais de revenir sur son histoire. Connaître son passé est fondamental dans le débat sur son avenir. Ensuite, il y eut ces dernières années, une recherche intéressante sur l'OIT qui montre « en situation extrême » le cheminement, les mécanismes et les limites de l'internationalisation de la politique sociale¹.

Il est clair que l'Allemagne joua un rôle ambivalent dans la fondation et l'évolution historique de l'OIT qui s'en suivit. Nous avons été les témoins des lumières et des ombres dans les relations de l'Allemagne avec l'Organisation, des divergences et des convergences ainsi que des périodes d'association et de désaccord. Côté positif, grâce à son concept de « Sozialstaat »² (l'Etat providence) conçu pour donner à tous les citoyens la sécurité sociale, la justice sociale, l'intégration sociale et la liberté individuelle, et, compte tenu de sa compétence dans les domaines de la santé et de la sécurité au travail, de l'inspection du travail, de la législation sociale, et des relations industrielles collectives et des ressources humaines, l'Allemagne put apporter une contribution

importante à la création de l'OIT et à l'élaboration de ses grandes idées, son système de normes internationales du travail et ses programmes de coopération technique. L'Allemagne a joué un rôle de pionnier en matière d'assurance sociale. Déjà, en 1883, elle fut la première à adopter un système obligatoire d'assurance couvrant la vieillesse, la maladie, l'invalidité et les accidents du travail³. En outre, l'Allemagne participa à la promotion de l'important programme du BIT dans des domaines comme l'enseignement professionnel et la formation, la rééducation professionnelle et les coopératives.

En 1890, une « Conférence internationale pour la réglementations du travail dans les usines et les mines » se tint à Berlin. Elle adopta des résolutions sur l'introduction de normes du travail minima, comprenant l'âge minimum du travail, le repos hebdomadaire, le travail des enfants et celui de jeunes gens et des femmes. On a estimé que cette réunion avait été à l'origine de la législation internationale du travail et un précurseur de l'OIT. Dès 1890, des fonctionnaires allemands, des syndicalistes et des universitaires figurèrent parmi les fondateurs et les soutiens de « l'Association internationale pour la législation du travail », qui constitua en quelque sorte le premier BIT à Bâle

¹ Kott, Sandrine : *Dynamiques de l'internalisation: l'Allemagne et l'Organisation internationale du Travail (1919-1940)*, numéro 52, Juillet-Septembre 2011, pp. 69-84.

² Kott, Sandrine : *Der Sozialstaat*. In : Deutsche Erinnerungsorte II, Etienne François et Hagen Schulze, Hrsg., Verlag C.H. Beck, 2009, pp. 485-501.

³ Pour plus de détails, voir Kott 2011/3 op. cit. pp. 78-79 ; et le chapitre sur la protection sociale in Rodgers, G. et al., *The ILO and the quest for social justice 1919-2009*. ILO, Geneva, pp. 141-144.

en 1901. Certains estiment qu'elle fut à l'origine de la législation internationale du travail et un précurseur de l'OIT. La même année une section allemande de cette association nommée « Gesellschaft für Soziale Reform » (*Association pour une Réforme sociale*) fut créée à Bonn. Plus tard, de concert avec 25 autres associations nationales, le groupe allemand participa aux activités de l'« Association Internationale pour une Réforme Sociale » (1924-1933), dont le premier président fut Albert Thomas⁴, devenu par la suite le premier Directeur général du BIT.

Bien que l'industrialisation, et, avec elle, la montée du travail salarié, ait commencé plus tard en Allemagne qu'au Royaume Uni et en Belgique, le pays devint graduellement l'un des leaders des nations industrielles au cours de la seconde moitié du 19^{ème} siècle. Elle connut de fortes organisations de travailleurs et d'employeurs. Après le Royaume Uni, l'Allemagne connut le plus important mouvement syndicaliste dans les décennies qui ont précédé la Première Guerre mondiale. Les syndicalistes allemands prirent des positions de pointe dans les organisations syndicales internationales.

De 1903 jusqu'à la Première Guerre mondiale, Carl Legien présida le Secrétariat des Organisations syndicales internationales d'Europe et d'Amérique du Nord et celle qui les a remplacées, la Confédération Syndicale Internationale, créée en 1913. Le mouvement syndical allemand, et tout spécialement sa composante la plus grande et la plus influente sociale-démocrate, attira l'attention d'Albert Thomas. Dès 1902 il prit contact avec les mouvements du travail allemands alors qu'il était étudiant à l'Université de Berlin. En 1903, il consacra sa thèse de doctorat à la version allemande du socialisme.

Les affinités structurelles entre l'OIT et l'Allemagne sont peut-être encore plus étroites dans le domaine du tripartisme érigé en modèle de conduite. La participation des groupements d'intérêt que sont les organisations de travailleurs

et d'employeurs dans le processus de décision en matière de politique sociale et économique relève en Allemagne d'une longue tradition. Elle a pris différents noms et formes, tel que le « partenariat social », « l'économie de marché sociale » (après la Deuxième Guerre mondiale), ou « l'action sociale concertée » (1967-1977), se rapportant à la politique monétaire, fiscale et des revenus. Par exemple, pendant la récente crise financière commençant en 2008, alors que l'Allemagne déclinait plus que la plupart des autres pays de l'Union Européenne, la perte d'emplois et la montée du chômage furent marginales. L'ajustement se fit dans une large mesure en réduisant le temps de travail plutôt qu'en ayant recours aux licenciements. Il a contribué à stabiliser la demande globale. Comme les coûts de l'ajustement étaient équitablement partagés entre les travailleurs, les employeurs et le gouvernement, cela permit d'introduire la confiance dans l'économie⁵.

Plus particulièrement pendant les années de la République de Weimar, en Allemagne (1918-1933), le tripartisme, à l'OIT s'inspira de la pratique nationale allemande de participation paritaire des travailleurs et des employeurs⁶. Toutefois, il est aussi évident que le modèle libéral du tripartisme, conforme avec les principes de l'OIT de liberté d'association et des groupes d'intérêt indépendants n'était pas toujours appliqué en Allemagne. Il y eut des périodes de corporatisme autoritaire pendant lesquelles les libertés civiles et la résolution des conflits par un véritable dialogue social étaient remplacées par des ordonnances gouvernementales. Ceci est arrivé la plupart du temps sous Bismarck et son paternalisme et la Loi répressive sur le Socialisme de 1878. De même pendant l'ère Nationale Socialiste (nazie) de 1933 à 1945, et dans la RDA (1949-1990).

Pendant les périodes décisives du développement de l'OIT après les Première et Seconde Guerres mondiales, le gouvernement allemand se tint très à l'écart de l'OIT de même que de la communauté internationale. La capacité de la nation à

⁴ Schewe, Dieter: Initiativen und Unterstützung für die Internationale Arbeiterorganisation durch die Gesellschaften für Soziale Reform/Sozialer Fortschritt 1890-1993, in: *Weltfriede durch soziale Gerechtigkeit: 75 Jahre Internationale Arbeitsorganisation*. Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung, Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände, publié pour Deutscher

Gewerkschaftsbund par Nomos Verlagsgesellschaft, Baden, Baden, pp.37 and fol.p.37 et suiv.

⁵ International Institute for Labour Studies: Germany: *A Job-Centred Approach, Studies on Growth with Equity*, ILO, Geneva, 2011, pp. 2-3 and chapter 8.

⁶ Guérin Denis : *Albert Thomas à l'OIT (1920-1932)*, Genève, Institut européen de l'Université de Genève, 1996, p.31.

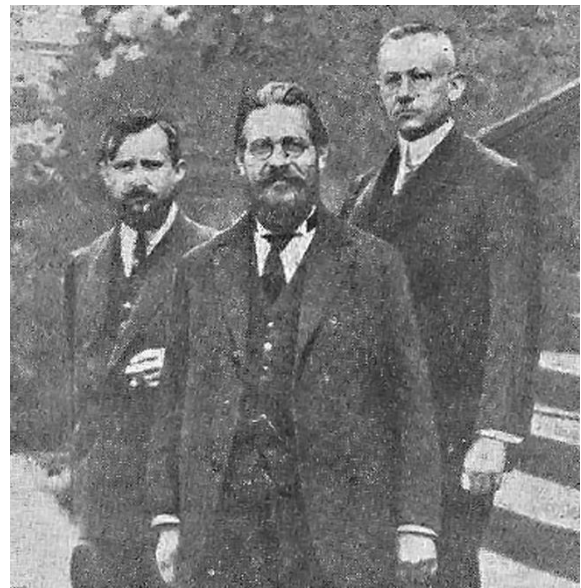
contribuer à la mise en place de la loi internationale était sévèrement gênée par son rôle d'agresseur dans les deux conflits mondiaux et l'attitude chauvine et raciste du régime nazi qui s'était opposé radicalement à l'esprit cosmopolite régnant à l'OIT.

Les débuts de l'OIT dans les années vingt avaient été dominés par la France et le Royaume Uni. En plus de ces deux pays, la Belgique, Cuba, les Etats Unis, l'Italie, le Japon, la Tchécoslovaquie, avaient été membres de la Commission sur la Législation internationale du Travail de la Conférence de la Paix en 1919 où fut négociée la première Constitution de l'OIT (dont la création forme la partie XIII du Traité de Versailles).

En qualité de perdant de la Première Guerre mondiale - et reconnue comme la seule responsable du conflit par le Traité de Versailles - l'Allemagne a été écartée des pourparlers de paix. Elle ne prit pas part à la première Conférence internationale du Travail à Washington DC en 1919. Elle n'entra à l'OIT que plus tard cette année-là. Sa qualité de membre de l'Organisation fut exigée par les représentants des employeurs et des travailleurs, et quelques gouvernements, notamment la Belgique. Alors que les employeurs craignaient que l'Allemagne, avec sa grande capacité exportatrice ne gagne des avantages indus dans la compétition internationale si elle ne s'engageait pas à observer les normes de l'OIT, les travailleurs demandaient son intégration, soulignant la force du mouvement ouvrier allemand⁷.

Bien que l'Allemagne n'ait pas été parmi les nations qui fondèrent l'OIT en 1919, elle exerça indirectement son influence sur son démarrage. Peu après la Première Guerre mondiale, une agitation sociale, des grèves et des mouvements révolutionnaires se manifestèrent en Europe et même en Amérique du Nord commençant par la Révolution d'Octobre en Russie en 1917 et suivies par la mise en place temporaire de républiques soviétiques en Hongrie et en Italie du Nord. En Allemagne, des soulèvements d'ordre politique, appelés la Révolution de Novembre, éclatèrent le 4 novembre 1918 quand des groupes de travailleurs du Nord se joignirent à la marine pour appeler au renversement du gouvernement et à un nouvel ordre politique pour le pays. Le jour

suivant, des révoltes de travailleurs se répandirent à Munich, Berlin et d'autres grandes villes encore, conduisant à la (brève) formation de républiques de travailleurs et à la création du parti communiste. Début 1919, le Premier ministre britannique Lloyd George écrivit au Premier ministre français Georges Clémenceau : « *L'Europe toute entière bruit de l'esprit de révolution. On constate un sentiment non seulement de mécontentement mais aussi de colère et de révolte parmi les travailleurs contre des conditions antérieures à la guerre (...) L'ordre existant, dans sa totalité, est remis en cause dans ses aspects politique, social et économique par des masses de population d'une extrémité de l'Europe à l'autre* »⁸. Créer l'OIT en cette situation de crise peut être considéré comme une tentative par une coalition de la gauche politique réformiste et de gouvernements conservateurs de tromper la révolution et de stabiliser le système économique en s'assurant de la loyauté des travailleurs en appliquant un programme international de réforme sociale.



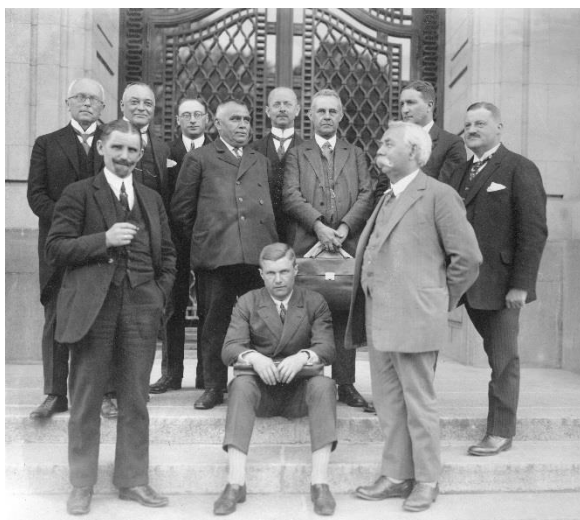
Marius Viple, Albert Thomas et Wilhelm Donau à Berlin

Malgré le rôle marginal joué par l'Allemagne entre les deux guerres, le pays n'a pas été sans exercer quelque influence sur l'OIT pendant cette période, grâce aux relations et à la coopération que procuraient les relations personnelles, institutionnelles et techniques. Parmi les plus importantes on relève le Bureau de correspondance du BIT à Berlin, créé en 1921, et fermé en 1934.

⁷ Admission de l'Allemagne et de l'Autriche dans l'organisation permanente du Travail, Genève, BIT, 1920

⁸ Cité par Rees J.: « In Defence of October » in: *International Socialism*, 52, Autumn 1991, London, p.9.

Il a été dirigé par Alexander Schlicke (1921-1925) et Wilhelm Donau (1925-1934), tous deux sociaux-démocrates. Tous deux promurent la cause de l'OIT en Allemagne et coopérèrent étroitement à cet effet avec le Ministère du Travail⁹. Parmi les principales activités du Bureau de Berlin dès 1923, il y a eu la publication mensuelle de « Internationale Rundschau der Arbeit » dans le style de la Revue internationale du Travail, adressée à des lecteurs de langue allemande et contenant des nouvelles relatives à l'OIT et aux développements des politiques sociales.



La délégation allemande à la Conférence de 1926

Au début des années vingt, un certain nombre de fonctionnaires allemands travaillant à Genève et/ou au Bureau de Berlin, durent affronter un difficile combat de loyauté. Ils étaient déchirés entre leur devoir de fonctionnaires internationaux et le soutien à leurs intérêts nationaux en tant que citoyens de leur pays. Ce conflit s'intensifia entre 1923 et 1925 quand ces fonctionnaires firent connaître publiquement leur position sur les épreuves subies par les travailleurs de la Ruhr et de la Sarre, du fait du coût des réparations imposées à l'Allemagne par le Traité de Paix de Versailles. Ils accusaient l'OIT de souscrire à cette situation. Selon Sandrine Kott¹⁰, cette affaire contribua à l'incorporation dans le Statut du Personnel du BIT

d'une disposition qui exige des fonctionnaires une loyauté exclusive envers l'Organisation : « *Les membres du personnel du Bureau international du Travail sont responsables, dans l'accomplissement de leurs fonctions, devant le Directeur seul. Ils ne peuvent se considérer comme représentants de leurs pays respectifs, ni demander ou recevoir des instructions d'une autorité nationale quelconque en ce qui concerne l'accomplissement de leurs fonctions* »¹¹

L'Allemagne d'Hitler quitta la Société des Nations et l'OIT. Elle signifia son retrait en novembre 1933. Son départ devint effectif en 1935. Cependant, la rupture des liens entre le Troisième Reich et l'OIT ne fut pas aussi brutale et complète que l'on pouvait s'y attendre compte tenu de la nature non libérale et raciste du régime nazi. Elle se manifesta petit à petit, à mesure de l'imposition du régime dictatorial. Parmi les premières victimes du nouveau régime, figura la liberté d'association. Les syndicats allemands furent dissouts en mai 1933. Leurs locaux furent occupés et leurs dirigeants envoyés dans des camps de concentration. Une organisation à laquelle l'inscription était obligatoire, le « Front Allemand du Travail » (DAF), fut créée dans le seul but de mettre en œuvre les décisions du gouvernement nazi. Les organisations d'employeurs furent également interdites et intégrées à la DAF, façon de « surmonter la lutte des classes ». A la Conférence internationale du Travail de juin 1933, les représentants nazis, menés par Robert Ley, exigèrent la reconnaissance des pouvoirs des représentants syndicaux. Cependant la CIT refusa les pouvoirs de la « nouvelle délégation des travailleurs » qui quitta alors la Conférence. Aux fins de retrouver légitimité et reconnaissance, la délégation nazie essaya en vain de convaincre Wilhelm Leuschner, membre du Conseil de la Fédération générale syndicale allemande (ADGB), homme politique social-démocrate et membre de la délégation de l'ADGB à la CIT.

Parce qu'il avait refusé de collaborer, Leuschner fut arrêté à son retour de Genève en Allemagne. Plus tard il rejoignit le mouvement de résistance allemand. Il fut condamné à mort et exécuté en septembre 1944¹².

⁹ Kott, 2011/3, op.cit., pp. 74-75.

¹⁰ Ibid., p.77

¹¹ Voir Articles 1. du Statut du Personnel du BIT, janvier 1923

¹² Pour un récit détaillé, lire Tosstorff, Reiner : *Workers' resistance against Nazi Germany at the International Labour Conference 1933*, ILO, Geneva 2013 et *Message* no 50, pp. 20 - 23

¹³ Kott, 2011, op. cit., p. 82.; Waelbroeck, P. and Bessling I. : Some Aspects of Social Policy under the National Socialist Regime, In : *International Labour Review*, February 194, pp. 127-152.

¹⁴ Pour plus de détails sur les relations de l'OIT avec les Nazis, voir Kott, 2011, op.cit. pp. 72 et 80-83.



Wilhelm Leuschner à la 61^{ème} session du Conseil d'administration, juin 1933

Chez les délégués à la Conférence et parmi le personnel du BIT, particulièrement chez les Allemands, on constatait des attitudes divergentes à l'égard du maintien des relations avec l'Allemagne nazie. Au moins jusqu'en 1935, le Directeur du BIT, Harold Butler, était enclin à faire des compromis avec le nouveau régime. Le gouvernement allemand exigea et, en fait, obtint la mise à pied de quelques experts et de membres allemands du personnel du BIT. Dans une certaine mesure, la position conciliante du BIT était en rapport avec la posture sociale des Nazis. Cette dernière mettait en avant la paix sociale (enfin, une version forcée de celle-ci), la lutte contre le chômage, les congés payés, l'extension de la protection de la maternité, et la mise à disposition de loisirs pour les travailleurs (« Kraft durch Freude » - *la force par la joie*). Comme d'autres régimes fascistes en Europe, les Nazis essayèrent, non sans quelque succès, de légitimer sur le plan international leur politique « supérieure » d'aide sociale, de l'exporter dans d'autres pays et d'instrumentaliser l'OIT à cet effet. Il a fallu attendre 1941 pour que le BIT condamne finalement la politique sociale « totalitaire » des Nazis¹³. Il devint alors tout à fait évident que cette politique était placée au service des ambitions impériales de l'Allemagne. En mai 1941, Robert Ley du Front Allemand du Travail (DAF), essaya d'obtenir des autorités suisses l'autorisation d'occuper le bâtiment du BIT à Genève¹⁴. A cette époque le Bureau s'était déjà installé à Montréal où il avait été délocalisé en 1940.

« L'Allemagne de l'Ouest », c'est-à-dire la République Fédérale Allemande (RFA), rentra à l'OIT en 1951. En présence du Directeur général David A. Morse un Bureau de correspondance du BIT fut installé à Bonn et le gouvernement allemand déclara valides 17 Conventions ratifiées par l'Allemagne avant qu'elle ne quitte l'OIT¹⁵. La République Démocratique Allemande (RDA) se

joignit à l'OIT en 1973, la même année où les deux Etats allemands devinrent membres des Nations Unies. Ainsi, ne faisaient-ils pas partie de la communauté internationale lorsque fut adoptée la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en 1948 et deux Pactes en 1966 : le Pacte International sur les Droits Economiques, Sociaux et Culturels et le Pacte International sur les Droits Civils et Politiques contenant, tous deux, d'importantes dispositions pour les Normes internationales du Travail.



Francis Blanchard avec F.G. Seib à une réunion en Allemagne

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'OIT fut l'une des premières Organisations internationales qui aida l'Allemagne à revenir au cœur de la communauté internationale. Deux membres éminents du Conseil d'administration du BIT firent connaître la nécessité du retour de l'Allemagne à l'OIT et l'y aidèrent. Du côté des travailleurs, le syndicaliste Léon Jouhaux joua un rôle essentiel dans la réconciliation des travailleurs français et de leurs homologues allemands et du retour de l'Allemagne dans l'Organisation. Jouhaux remplissait d'importantes fonctions à la CGT avant de la quitter pour créer Force Ouvrière et en devenir président en 1947. Il était également vice-président de la Confédération internationale des Syndicats libres (CISL). Il reçut le Prix Nobel de la Paix en 1951. Du côté des employeurs, Pierre Waline, membre éminent de l'Organisation des employeurs en France et président de l'Organisation internationale des Employeurs (OIE) depuis 1953 intervint en faveur d'une amélioration des relations entre la France et l'Allemagne. Pour cela il fut décoré de la Croix pour Services Distingués allemande.¹⁶

Durant la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, le rôle de l'Allemagne à l'OIT devint beaucoup plus constructif. Mises à part quelques exceptions, le

gouvernement allemand et les organisations d'employeurs et de travailleurs figurèrent parmi les plus fidèles soutiens des politiques qui étaient au cœur de l'Organisation, notamment celles de l'emploi et du travail décent. Ils jouèrent un rôle important dans l'élaboration de la politique de l'Union Européenne à l'égard de l'OIT. Le gouvernement fédéral allemand contribua généreusement en personnel et en moyens financiers aux activités de coopération technique de l'Organisation. En 1992, il alloua 50 millions de marks pour lancer le Programme international pour l'Élimination du Travail des Enfants (IPEC) qui devint par la suite le plus grand programme de coopération technique du Bureau. Des fonds spéciaux furent fournis par l'Allemagne dans le cadre du Programme Mondial de l'Emploi pour des projets en Afrique, de restructuration économique et sociale en Europe de l'est et en Europe centrale après la chute de l'Union Soviétique, ainsi que des programmes sur le travail décent. Derrière les États Unis et le Japon, l'Allemagne devint le plus important contributeur à l'Organisation.

Au cours des dernières décennies, l'Allemagne a participé pleinement à la gouvernance et au leadership de l'OIT. Depuis 1954, elle est membre permanent du Conseil d'administration.

En 1976-77, Winfried Haase fut élu président du CA, représentant le gouvernement fédéral, premier Allemand à occuper ce poste. Gerd Muhr, de la Fédération des Syndicats allemands, fut élu président du CA en 1990 et le représentant du gouvernement allemand, l'ambassadeur Dr Ulrich Seidenberger a été nommé Président du CA pour la période 2016-2017. Le Bureau régional pour l'Europe eut plusieurs directeurs allemands. Nous n'avons pas encore vu un Allemand à la tête du BIT. Probablement en raison de la lourde responsabilité de cette nation dans les désastres politiques du 20^{ème} siècle le gouvernement allemand n'a pas encore présenté de candidature au poste de Directeur général. Je dirais aussi, à juste titre, de même qu'en raison de la proportion disproportionnée de citoyens européens dans cette position.

En résumé, l'Allemagne a eu sa part dans la préhistoire de l'OIT et bien après. Elle figure

parmi ses membres influents dans le domaine des politiques et des programmes grâce à ses contributions, ainsi qu'à l'émergence et au développement de la législation internationale du travail, de l'inspection du travail et de la sécurité sociale. En outre ont beaucoup compté les relativement grandes et bien organisées organisations de travailleurs et d'employeurs et la coopération qui règne entre eux. Le tripartisme dans le système de gouvernance de l'OIT correspond à, et a été inspiré, de la tradition allemande de partenariat sur les questions du travail et de la politique sociale. Cependant, l'Allemagne n'a pas été un leader à l'OIT pendant les années les plus innovantes de l'Organisation, surtout du fait de la grande responsabilité et de sa défaite dans les deux guerres mondiales, du racisme et des crimes du régime nazi qui étaient incompatibles avec l'orientation universaliste et humaniste de l'OIT. L'Allemagne a été absente de l'Organisation lorsque les grands principes et quelques-uns des plus importants éléments constitutionnels de l'Organisation furent adoptés, y compris la Déclaration de Philadelphie. Elle devint un membre pleinement engagé de l'OIT dans la deuxième moitié du 20^{ème} siècle. Elle a soutenu les politiques de l'Organisation, a été généreuse dans sa contribution au travail technique du Bureau et très respectueuse des Normes internationales du travail. Toutefois, l'Allemagne a encore à faire de gros efforts pour transformer le pays en paradis du travail décent pour tous.

L'auteur souhaite exprimer ses remerciements à Jean-Jacques Chevron pour la traduction de son article.

¹⁵ Pour plus de détails, voir Seib, Friedrich Georg : *Le Bureau de l'OIT en Allemagne*, in : *Lettre* (maintenant *Message*) n° 34, 2003.

¹⁶ Voir E.G. Erdmann: « *Deutschlands Mitgliedschaft in der IAO – Ein Reflex seiner Geschichte 1919 - 1933 – 1951*. (Appartenance de l'Allemagne à l'OIT – Un réflexe de son histoire, 1919-1933-1951), in : Ministerium für Arbeit und Sozialordnung et. al. op.cit. pp. 28 et 34

Nations Unies

La relève de la garde

Le 1er janvier 2017, un nouveau Secrétaire général a pris la relève de l'Organisation des Nations Unies - le 9^e depuis sa création (le 10^e si l'on compte Gladwyn Jebb qui agissait comme SG *ad intérim* (depuis oct. 1945) en attendant la nomination de Trygve Lie en février 1946).

António Guterres n'est pas un étranger sur la scène internationale et le système des Nations Unies. Il a été Premier Ministre du Portugal de 1995 à 2002, il a dirigé l'Internationale Socialiste entre 1999 et 2005 et a été Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés entre 2005 et 2015 (deux mandats, plus une prolongation de six mois).



La sélection d'une nouvelle tête, dans le passé, était enveloppée de plus de secret que le Conclave du Vatican jusqu'à ce qu'un nom émerge sans veto au Conseil de sécurité qui a ensuite été approuvé par l'Assemblée générale.

Il est généralement admis qu'un SG ne peut être un ressortissant d'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité ou être étroitement lié à l'un d'entre eux. La rotation géographique et du genre a été mentionnée - c'est le tour de l'Afrique, de l'Asie, etc. - mais pas strictement respectée. La neutralité ou le non-alignement est un avantage - mais il y en a de moins en moins aujourd'hui. Les mandats sont

traditionnellement de 5 ans avec des extensions possibles - mais il n'y a pas de règle fixe (le second mandat de Trygve Lie était seulement pour trois ans). Un troisième terme n'est pas exclu, mais à l'exception de Kurt Waldheim, aucun n'a cherché un troisième terme (et il a été refusé).

Pour la première fois en 2016, des auditions publiques ont été tenues et les attentes élevées pour que la femme puisse entrer dans l'un des derniers bastions masculins.

Que peut faire un SG? En effet, très peu d'autre chose que d'exécuter les instructions de ses maîtres politiques. Ayant accompli l'exploit presque impossible d'être choisis par consensus par des partis idéologiques aussi divers que la Chine, la France, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis, peu de gens voudraient risquer un droit de veto alors que leur réélection s'approche.

Qui avons-nous eu ?

Trygve Lie (Norvège), 1946 - 1952 (re-nommé en 1951, mais a démissionné un an plus tard);

Dag Hammarskjöld (Suède), 1953 - 1961 (décédé dans un accident d'avion);

U Thant (Birmanie) 1961-1971 (initialement nommé pour compléter le mandat de Hammarskjöld, puis réélu deux fois);

Kurt Waldheim (Autriche) 1972 - 1981 (troisième terme avec le veto de la Chine)

Javier Pérez de Cuéllar (Pérou) 1982 - 1991 ;

Butros Butros-Ghali (Égypte) 1992 - 1996 (2^e terme avec le veto des États-Unis) ;

Kofi Annan (Ghana) 1997 - 2006 ;

Ban Ki-moon (Corée du Sud) 2007 - 2016 ; et

António Guterres (Portugal) 2017 - ...

Qui sait quels problèmes il devra résoudre ? Rares sont ceux qui ont été résolus dans le passé (le choléra en Haïti). Ceux qui existent (de la Syrie aux Rohingyas) sont suffisants pour dissuader tout être humain normal de vouloir le poste, mais chacun sait que la politique est l'art du possible.

Paul Bailey

Le Conseil de sécurité a adopté une résolution contre la colonisation en Cisjordanie

La résolution no 2334 réclamant l'arrêt de la colonisation israélienne a été adoptée le 23 décembre 2016 par le Conseil de sécurité de l'ONU après la décision des Etats-Unis de ne pas utiliser leur droit de veto.

Les Etats-Unis se sont abstenus et les 14 autres membres du Conseil de sécurité se sont prononcés en faveur du texte. Ce projet appelle l'Etat hébreu

à stopper « immédiatement et complètement » la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Cette politique, insiste le texte, « n'a aucune validité légale et constitue une violation flagrante du droit international ainsi qu'un obstacle majeur à la mise en œuvre de la solution des deux Etats ». Ce vote avait été réclamé par la Nouvelle-Zélande, la Malaisie, le Sénégal et le Venezuela.

Santé

Ces articles ne doivent pas être considérés comme une alternative à une consultation avec un professionnel. L'état de santé de chaque individu concerné ne peut être évalué que par un professionnel de la médecine qualifié.

Le bilinguisme stimule l'esprit

Les personnes qui parlent deux langues depuis leur plus jeune âge sont plus efficaces pour passer d'une tâche à l'autre que celles qui n'en connaissent qu'une seule, révèle une étude de l'Université du Kentucky. Les chercheurs ont

comparé l'activité mentale d'individus entre 60 et 68 ans en bonne santé, à l'aide de petits exercices. Les multilingues ont été plus rapides à les exécuter, dépensant moins d'énergie dans la partie frontale du cerveau.

Aspirine contre cancer

Prendre quotidiennement de l'aspirine peut-il empêcher ou retarder une récurrence cancéreuse ? Le plus vaste essai clinique jamais organisé sur la question a été lancé jeudi 22 octobre au Royaume-Uni. Cet essai intitulé « Add-Aspirin phase III » doit durer 12 ans et concerner 11'000 personnes recevant ou ayant reçu un traitement pour un type de cancer parmi une liste, indique l'Institut britannique de recherche sur le cancer dans un communiqué. L'un des médicaments les plus

répandus et les moins chers à l'échelle mondiale, l'aspirine, peut contribuer à la prévention d'accidents cardio-vasculaires, et de précédentes études ont montré ses bienfaits dans la prévention de certains cancers. « Cet essai vise à apporter une réponse une fois pour toutes », a souligné le Pr Ruth Langley, chef d'une unité de recherche de l'University College de Londres.

(AFP)

Plus on vieillit, plus il faut de calories

Après 60 ans, pour un même effort – par exemple monter un escalier - on a besoin d'ingérer plus de calories qu'un sujet de poids équivalent plus jeune. La raison ? Un moins bon rendement métabolique des aliments lié à une absorption intestinale moins efficace.

Passé un certain âge, il est donc indispensable d'augmenter son apport énergétique de 20% au

lieu de le diminuer, comme on le préconise souvent à tort. Seule contrainte : privilégier les bonnes calories.

En pratique :

- Mangez des protéines animales, des fruits et des légumes tous les jours.
- Respectez la prise d'un féculent (sucre lent énergisant) quotidien. Pour cela, inscrivez au

menu pommes de terre, pâtes, riz... mais aussi lentilles, fèves ou pois chiches. Leur intérêt ? Ils fournissent du potassium, dont le pouvoir alcalinisant préserve la masse musculaire.

- Méfiez-vous des produits sucrés et du grignotage, sources de mauvaises calories et de stockage inutile.

(femina www.femina.fr)

Origine des agrumes

Presque tous les agrumes sont issus de trois espèces originaires de Chine : la mandarine sauvage, le pomelo et le cédratier. Du croisement entre la première et le deuxième, les Arabes ont créé les oranges douces, arrivées en Sicile à la fin du Moyen Age. Originaire de la Barbade et arrivé

en Europe à la fin du XVIIe siècle, le pamplemousse est le produit du croisement entre le pomelo et l'orange douce. Les clémentines résultent du croisement entre l'orange douce et la mandarine, réalisés il y a un siècle en Algérie.

(Coopération)

Le temps de lire

Emploi et questions sociales dans le monde 2016: transformer l'emploi pour en finir avec la pauvreté

XIX+193 pp, BIT, 2016, ISBN 978-92-2-231064-7 (imprimé), ISBN 978-92-2-231063-0 (web), prix copies imprimées CHF 40; USD 40; GBP 26; EUR 32, contact pour commander des copies imprimées : ilo@turpin-distribution.com

Le rapport *Emploi et Questions sociales dans le monde 2016* montre que le travail décent est primordial dans la lutte pour réduire la pauvreté. Il indique que la pauvreté a eu tendance à décliner dans de nombreux pays émergents et en développement, alors qu'elle a plutôt augmenté dans la majorité des pays développés, notamment en termes d'incidence de la pauvreté au travail. Le rapport examine le rôle des politiques et présente les initiatives de plusieurs pays en matière de

politiques économiques centrées sur l'emploi, de programmes d'emploi, de développement des entreprises, de protection sociale et de dialogue social.

Enfin, le rapport *Emploi et questions sociales dans le monde* évoque également l'importance des normes internationales du travail pour réduire la pauvreté et les inégalités.

(BIT)

Voltaire: de la révolte à la justice

par Raymonde Morizot

152 pp, 2016, Editons Publibook, Saint-Denis, ISBN: 9782342056310 (imprimé), essai, édition brochée, prix EUR 16.95

Notre ancienne collègue, Raymonde Morizot a écrit : « Dans les pages qui suivent, nous n'avons qu'une ambition, celle de démontrer comment, grâce à toutes les injures et humiliations que Voltaire a subies de façon chronique dirons-nous, il est parvenu à être le tout grand avocat du faible et de l'opprimé. »

Voltaire, un des plus grands philosophes des Lumières, n'a cessé de susciter l'intérêt et de marquer les esprits par ses oeuvres polémiques. Considéré par Victor Hugo comme l'« homme qui plaida la cause du genre humain et la gagna », Voltaire endosse rapidement la figure d'un avocat humaniste. Comment ce jeune homme révolté a-t-

il grandi pour devenir cette figure emblématique ? Quels sont les éléments et les événements qui l'ont influencé dans ses écrits ? Telles sont les questions auxquelles cette analyse détaillée tente de répondre en retraçant la vie de l'écrivain, de ses révoltes

personnelles et injustices au Voltaire de l'Europe des Lumières. Le façonnage de l'homme de pensée depuis son enfance est ainsi minutieusement étudié par Raymonde Morizot, déjà auteur de plusieurs ouvrages concernant le philosophe.

Questions informatiques

La face sombre d'Internet

par *Heinz Lübbe*

Quand j'ai récemment entrepris des recherches pour un article sur Twitter, je suis tombé sur un rapport intéressant concernant un sujet quasiment inconnu quant aux sciences informatiques. Encouragé par des discussions sur l'avenir du travail, je ne veux pas passer sous silence cet exemple d'un nouveau danger dans le milieu du travail.

Jusqu'à présent j'ai toujours supposé naïvement que les informations indésirables sont détectées et interdites par d'ingénieux programmes semblables au filtrage des spams pour les courriels. Mais même avec les courriels, j'étais conscient de la difficulté qu'il y avait à pouvoir en interpréter correctement le contenu et à faire la différence entre les messages acceptables et ceux qui ne le sont pas. De ce fait, il est évident que la tâche est d'autant plus difficile pour le contenu des images, vidéos ou applications multimédia. Sarah T. Roberts, professeur assistante à la Faculté d'Information et des Média (FIMD) de l'université du Canada occidental, a commencé une enquête sur le processus de surveillance de ces contenus.

Elle a fait des recherches sur ce nouveau défi et sur le type de professions ainsi que sur les conditions de travail que ceci suscitait et a publié quelques rapports. A l'occasion d'une interview, elle dit « Alors qu'internet est un outil merveilleux, l'anonymat qu'il offre peut parfois produire le pire chez certains. Ce phénomène a même un nom « l'effet en ligne de désinhibition » là où l'anonymat a engendré un comportement contraire à l'éthique. Contrairement à ce qui se passe dans la vie réelle, l'anonymat sur Internet protège les personnes des conséquences d'un comportement inacceptable, tel que perdre des amis ou avoir une mauvaise réputation ».

Les compagnies qui doivent faire face à ce qu'on appelle le « contenu généré par l'utilisateur » (en

anglais user generated content - UGC) tentent de lutter contre ces contenus inappropriés. Elles ont établi des contrats avec des compagnies et des employés dans le but d'évaluer les contenus « douteux » détectés par un logiciel de filtrage et de les retirer des serveurs. Ceci concerne tous les sites principaux de Facebook, Google et Twitter à Instagram ou Youtube ainsi que les services « cloud », réseaux sociaux ou sites de rencontres.

Un type complètement nouveau de travail a été créé : le modérateur du contenu commercial (en anglais Commercial Content Moderator - CCM). Il n'est pas possible de trouver des annonces pour ce travail car, étonnamment, toutes les compagnies sont très discrètes à ce sujet. Plusieurs personnes ont essayé de parler avec des employés CCM mais ceci s'est révélé extrêmement difficile parce que ces derniers doivent signer des accords de non divulgation. Les compagnies ne veulent pas discuter des conditions de travail ni des contenus arrivant dans leurs services. La plupart du temps ce travail est effectué par des contractuels ou confié à des entreprises externes.

Le travail qu'ils font est en gros de filtrer le contenu envoyé à des réseaux sociaux ou à des stockages de type « cloud » et de s'assurer que ce qui est posté correspond aux valeurs de la compagnie responsable du service. Les modérateurs de contenu doivent utiliser toute une série de fonctions cognitives de haut niveau et des compétences culturelles afin de pouvoir prendre des décisions sur l'acceptabilité du contenu à être posté sur des sites ou des plateformes. Ils doivent être des experts en matière de préférence des utilisateurs des sites, avoir une connaissance sur l'origine de la plateforme et de ses utilisateurs qui peuvent être très éloignés géographiquement et culturellement de l'endroit du filtrage, avoir des compétences dans la langue du contenu qui pourrait être apprise ou être une deuxième langue

pour le modérateur, être au courant des lois en vigueur du lieu d'origine du site et être un expert des directives pour les utilisateurs ainsi que d'autres spécificités des plateformes sur ce qui est autorisé et sur ce qui ne l'est pas. Selon les recherches de Sarah T. Roberts, ce travail est souvent effectué par de jeunes diplômés non techniques qui espèrent avec cette expérience pouvoir être engagés par une de ces grandes compagnies.

Les Philippines semblent être particulièrement populaires dans ce domaine. Le nombre de compagnies et d'informaticiens dans ce secteur y sont en constante augmentation. Beaucoup de personnes aux Philippines se sont enthousiasmées, du moins au début, d'avoir pu trouver un travail régulier dans ce domaine. Il a été estimé qu'entre 100.000 et un million de personnes dans le monde sont employées dans ce secteur et ce nombre augmente fortement. Il est facile d'imaginer le volume du travail en tenant compte du fait que Youtube seul télécharge approximativement 100 heures de vidéo par minute. Ceci est similaire au nombre de tweets, messages ou images sur d'autres plateformes. Selon certains rapports un CCM traite environ 9.000 à 10.000 images par journée de huit heures. Au moins 10% du contenu présélectionné est effacé.

Mais est-ce qu'effacer ce contenu est suffisant ? Est-ce qu'une action juridique est requise contre ceux qui postent de tels contenus ? Ou est-ce une nouvelle forme de censure basée sur des critères

personnels ? Ceci est un sujet différent qui demande plus de réflexions et d'actions.

Pour les employés, ceci semble un travail facile dans un environnement technique moderne mais comment réagirions-nous et quels sentiments éprouverions-nous si nous devions nous occuper huit heures par jour avec ce qui suit « sexualité inappropriée, pédophilie, nudité, nécrophilie, pornographie dure, cadavres, guillotines, suicides, crimes, maltraitance d'animaux, activités illégales, drogues, harcèlement et menaces, violences domestiques, racisme, etc. » personne ne peut rester indifférent, sans sentiments, devant tellement « d'horreur » et ceci pendant des jours, des semaines, des mois.

Les incidences sur la personne qui regarde continuellement des matériaux horribles et choquants dans ce cadre professionnel n'ont pas encore été étudiées. A ce jour, il n'y a pas d'évaluations qui pourraient démontrer les conséquences psychologiques du travail d'un CCM sur un individu. Et si les « connaissances » du travail qui devait soi-disant créer de bons emplois pour l'avenir devaient en fait être aussi deshumanisantes et désagréables que dans les pires formes de travaux physiques qui n'ont jamais existé ? Le travail du CCM ne fait pas partie des travaux qui seraient dangereux ou risqués pour les travailleurs qui traitent de matériaux dangereux ou avec des conditions de travail précaires dans des régions pauvres, peu développées et souffrant de manque de services de base mais le type de travail du CCM peut aussi détruire des vies.

Problèmes informatiques courants

Quelques conseils simples :

Chacun d'entre nous est régulièrement confronté à des difficultés. Certains problèmes peuvent être solutionnés tout seul, l'expérience est alors bonne conseillère. Mais en cas de grande difficulté, faisons appel à un ami, proche pour nous conseiller et aider.

Trop de programmes ouverts :

Il y a souvent une seule et même cause, trop de programmes en compétition pour mémoire, mais pas nécessairement une solution unique. Le problème peut être causé par des virus, spyware, adware ou malware qui ont infecté votre système ou tout simplement trop de programmes

simultanément, dont beaucoup fonctionnent en arrière-plan.

Accès Internet :

Vérifiez toutes vos connexions (si câble), ou si sans fil, vérifiez tous les voyants du routeur et le modem. Débranchez la livebox, attendez quelques minutes et rebranchez le courant sur la livebox.

L'ordinateur ne s'éteint pas :

Parfois, le système d'exploitation entre dans un conflit de ressources. Vous pouvez avoir besoin de tirer la prise, littéralement. Il devrait redémarrer sans problème. Il est aussi probable que votre raccourci, une icône, ait été supprimé par erreur.

Imprimante :

Vérifiez tout le câblage. Supprimez toutes les tâches sur la file d'attente d'impression. Redémarrez l'imprimante.

Sauvegarde des données :

Probablement le conseil le plus important. Pensez à copier régulièrement vos données et photos sur un disque dur extérieur ou sur des clés USB.

Corbeille :

Visitez de temps en temps votre corbeille. Vous pouvez y trouver des documents que vous pensiez définitivement perdus. Il faut aussi vider de temps en temps la corbeille pour ne pas surcharger le système.

In memoriam

In Memoriam Clément Roche (1931 – 2016)

J'ai appris avec tristesse le décès de Clément Roche le dernier jour d'octobre 2016.



J'ai rencontré Clément en septembre 1969 quand je suis entrée au Service du Budget et Contrôle; il travaillait alors dans le Secteur de la Coopération technique. Il est resté pendant une vingtaine d'années dans ce service avant d'être transféré au Bureau régional de Lima comme "Senior Finance Officer" poste qu'il occupa pendant plusieurs années. A son retour au siège, il fut nommé chef de la section EQUIPRO, responsable des achats de matériel pour la coopération technique, poste qu'il a occupé avec beaucoup de détermination jusqu'à sa retraite, en 1992.

C'était un homme de grandes convictions, loyal envers ses amis, et tout dévoué à la défense des droits des travailleurs. M. Roche devint membre du Bureau des Anciens fonctionnaires en 2012 et a principalement orienté son action vers l'aide et l'information aux anciens fonctionnaires vivant en France, apportant des réponses à leurs questions d'ordre général ou personnel. Son article paru dans *Message* No. 58, 2016 sur la double taxation reflète bien ses incessants efforts pour essayer de régler des problèmes irrésolus depuis de longues années.

La question de la double taxation, entre autres, tourmente un grand nombre d'anciens fonctionnaires et a été à l'origine de la création par son ami et collègue Mario Tavelli d'un « Groupe fiscalité » qui a œuvré pendant cinq années pour étudier et analyser la question de la double taxation en vue d'obtenir du BIT une attestation à ce sujet. Malheureusement la question n'est toujours pas résolue. C'était une grande déception et un crève cœur pour Clément Roche qui considérait que la double taxation des retraités était une grave erreur.

Au cours de toutes les années pendant lesquelles j'ai cotoyé Clément Roche, je peux dire que j'ai été très impressionnée par ses convictions et son dévouement aux autres. Je le considère comme un « gentleman » et l'admire.

Il manquera infiniment à ses amis, ex-collègues, ainsi qu'à tous les membres du Bureau des Anciens fonctionnaires.

Elizabeth Sommaro

Jacques Monat (1927 – 2017)

Avec la disparition de Jacques Monat, nous sommes plusieurs à avoir perdu un ami. Au-delà de nous, la Fonction publique internationale a perdu un de ses représentants qui, à tous égards, lui faisait honneur, tant par ses compétences, ses centres d'intérêts, son attitude bienveillante en toutes circonstances, son attachement aux valeurs humaines et sa grande discrétion.

J'ai fait la connaissance de Jacques il y a une grosse quarantaine d'années. Nous nous sommes retrouvés à plusieurs reprises, par hasard, comme secrétaires ou experts de réunions techniques. A chacune de ses occasions, j'ai pu apprécier ses qualités professionnelles, non seulement d'excellent juriste, mais aussi de linguiste rigoureux. Jacques était un fin connaisseur des questions de formation, des subtilités des relations professionnelles et de leurs acteurs. En réalité, tous les aspects du développement social l'intéressaient et il continuait à suivre les travaux de l'OIT et d'autres institutions sur des problématiques importantes comme, parmi d'autres, le respect des normes fondamentales dans les accords commerciaux internationaux. Jacques n'hésitait jamais à partager des éléments de ses recherches avec d'autres et en particulier avec des jeunes intéressés par ces sujets.

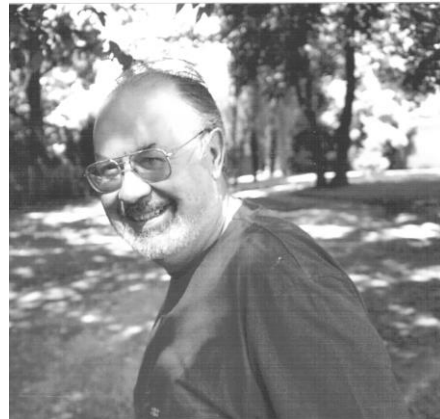
Nous ne nous sommes jamais perdus de vue, au Bureau comme en dehors du travail. Ainsi, il avait

beaucoup aimé les moments où nous mettions du Bourgogne en bouteilles. Nous échangeons souvent des propos sur le vin même si nous respectons le principe « de le consommer avec modération » !

Jacques était un membre actif de « Greycells – Association d'anciens fonctionnaires internationaux pour le développement » au sein de laquelle il était unanimement apprécié pour ses contributions et pour ses interventions ainsi que pour son attitude toujours positive.

Je voudrais ici témoigner toute ma sympathie à Marianne, son épouse, ainsi qu'à ses enfants, Françoise et Olivier.

René Kirszbaum



Souffles

Ecoute plus souvent les choses que les êtres,
La voix du feu s'entend,
Entends la voix de l'eau,
Ecoute dans le vent le buisson en sanglots :
C'est le souffle des ancêtres.

Ceux qui sont morts ne sont jamais partis :
Ils sont dans l'ombre qui s'éclaire
Et dans l'ombre qui s'épaissit.

Les morts ne sont pas sous la terre :
Ils sont dans l'arbre qui frémit,
Ils sont dans le bois qui gémit,
Ils sont dans l'eau qui coule,
Ils sont dans l'eau qui dort,
Ils sont dans la case,
Ils sont dans la foule :
Les morts ne sont pas morts.

Birago Diop

In memoriam

Depuis notre dernier numéro de *Message*, nous avons eu connaissance du décès des collègues dont les noms suivent et nous présentons nos sincères condoléances à leurs familles:

AHMED Huda Duri	29.12.2016	HURTADO HUYSEN Marcos	13.09.2016
BARTOLO Robert	12.10.2016	KALHOULE Tometo	27.06.2016
BLUE Sheila	18.01.2017	KUMA Dida	11.12.2015
BOISARD Jacques	09.07.2016	LE BAIL Rolande	10.12.2016
BRUNATTO SANDRUCCI Maria Teresa	30.12.2016	MASLANKOWSKI Willi	Juin 2016
BUFFARD Pierrette	13.01.2017	MAX Eyshe	03.01.2017
CARRIZO Amanda	05.07.2016	McKENZIE Iain George	18.11.2016
CHAMBERLAIN Irene	June 2016	MEZZERA Jaime	22.11.2016
CHAU Tam Luan	04.09.2016	MILNE Raymond	29.08.2016
CORDOVA Efren	27.05.2016	MONAT Jacques	17.01.2017
DA CUNHA Jean	19.12.2016	OHNO Yoko	21.02.2017
DAVERIO Monique	21.08.2015	PALMIOLI Domenico	29.01.2017
DELON Claudine Ravelohanta	25.08.2016	PECK Brenda Mary	28.11.2015
DHAWAN Madhu	16.08.2016	PEEL Diana Mary	09.01.2017
DIMITRIU-VILLEGAS Maria-Adriana	06.02.2017	PERRUET Léa	25.08.2016
EVAN Harry	14.11.2016	PEYRON Piera	02.09.2016
FAROOQ Ghazi	28.09.2016	PHER Ram	01.05.2016
FAUCHON Carin	29.10.2016	PICCOLI Jane Elizabeth (Liz)	21.12.2016
FIGUIERE Yvette	20.10.2016	ROCHE Clément	31.10.2016
FORD Dorothy Alma	14.04.2016	RYAN Cecilia	23.02.2016
GARZON CASTAÑEDA Pedro	09.06.2016	SAWAF SANADIKI Laila	20.08.2016
GARZUEL Colette	17.02.2017	SCHENK Suzanne	30.12.2016
GATZA Gisela	17.08.2016	SETHI Veda Prakash	04.08.2016
GENOUD Emma Juliette	07.10.2016	SHARMA Devki N.	25.11.2016
GRANDJEAN Jeannine	27.11.2016	SZABO Germaine	07.11.2016
HOSSAIN Mosharraf	27.12.2016	VITTORI Jacques	16.09.2016
		VON POTOBOSKY REYNA Maria Luisa	16.07.2016

Les époux/épouses survivants de membres de la Section des Anciens fonctionnaires deviennent automatiquement membres, sans frais. Sauf avis contraire des intéressés nous considérons que tel est bien le cas. Ils continueront donc à recevoir nos communications ainsi que la publication biannuelle du MESSAGE. Ils pourront, en cas de besoin, demander l'assistance du Bureau de la Section qui fera de son mieux pour les aider.

BULLETIN D'ADHESION A LA SECTION DES ANCIENS FONCTIONNAIRES

Veuillez remplir toutes les rubriques et envoyer à l'adresse suivante:

Section des Anciens Fonctionnaires du BIT
BIT, Bureau 6-77, CH-1211 Genève 22
Téléphone +41(0)22 799.64.23, e-mail: anciens@ilo.org

Nom de famille : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____

Code postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Date de naissance : _____ (pour usage interne seulement)

Fonctionnaire au BIT du _____ au _____ (pour usage interne seulement)

Téléphone : _____ ☐

Mobile : _____ ☐

e-mail : _____ ☐

Cochez les cases ci-contre
seulement si vous ne souhaitez pas
que ces données apparaissent dans
notre Liste des membres.

Je désire (*cocher ce qui convient*) :

- ☐ devenir membre à vie en faisant un versement unique de 300.- CHF
(pour le personnel local des pays en développement, 50.- CH)
- ☐ devenir membre sympathisant (fonctionnaire actif), cotisation unique 100.- CHF
(20.- CHF pour le personnel local des pays en développement)
déductible de la cotisation future de membre actif

REJOIGNEZ NOUS !

Vu le montant des frais d'encaissement en constante augmentation, LES SEULS MOYENS DE PAIEMENT ACCEPTES SONT:

- le paiement au moyen d'un bulletin de versement (ccp 17-359482-0)
- le transfert sur notre compte à la Banque cantonale, Genève N° K 165 2835 2 ;
IBAN: CH 04 0078 8000 K 1652 8352; BIC/SWIFT Code: BCGECHGGXXX

Signature

Date:

APPLICATION FOR MEMBERSHIP OF THE SECTION OF FORMER OFFICIALS OF THE ILO

Please complete all items and return to the following address:

Section of Former ILO Officials
ILO, Room 6-77, CH-1211 Geneva 22
Telephone (022) 799.64.23, e-mail: anciens@ilo.org

Family name: _____
Given name: _____
Postal address: _____

Postal code: _____ Town: _____

Country: _____

Date of birth: _____ (*for internal use only*)

ILO official from _____ to _____ (*for internal use only*)

Telephone: _____ ↑ ☐

Mobile: _____ ↑ ☐

E-mail: _____ ↑ ☐

Please check the above boxes if
you do not wish to have this
information published in the
annual List of Members.

I wish to (*please check*):

- ☐ become a life member making a one-time payment of 300 Swiss francs
(for local office staff in developing countries 50 Swiss francs)
- ☐ become a supporting member (active officials) making a one-time payment of 100 Swiss francs
(for local office staff in developing countries 20 Swiss francs) deductible from the future contribution
as active member

COME AND JOIN US!

**In order to limit bank and postal collection charges, PLEASE USE THE FOLLOWING WAYS
OF PAYMENT :**

- Banque cantonale, Genève N° K 165 2835 2; IBAN: CH 04 0078 8000 K 1652 8352;
BIC/SWIFT Code: BCGECHGGXXX
- our Geneva postal account N° 17-359482-0.

Signature

Date:

A word from the Executive Secretary

In the last issue, after many years as editor, Ivan Elsmark informed you of his intention to step down as editor of *Message*. Before I go any further then, allow me on behalf of the Bureau of the Section as well as our many readers around the world (circulation 3,500) to thank him for the work he has carried out, in terms of both its quality and form. Ever since I became Executive Secretary of the Section more than seven years ago, I have worked alongside Ivan every Tuesday morning and often Mondays too, as we share the same office in the ILO (6-77), next door to the Staff Union. So I can testify to the work involved in preparing an issue of *Message* with unpaid volunteers only, including article authors, translators and editors. Not to mention Marianne Stämpfli, our executive assistant, who has also for so long been central to the preparation and layout of so many issues.

So the time had come to provide Ivan with some relief from his workload. As early as last spring (2016) the Bureau of the Section began to prepare for the new situation. Its unanimous decision and common inclination was that rather than stop, the *Message* should continue to appear. I will not go into all the reasons that led to this decision, but the most important is certainly our wish to safeguard links especially with and among the older ones among us who do not use new media. This privileged connection on paper to Section members and all ILO retired staff must endure. Two recommendations by the Bureau have now been implemented: the launch of a dedicated website for the Former Officials Section and the setting up of an Editorial Committee to publish *Message*.

The *Message* Editorial Committee

The aim: to share workloads and responsibilities so as to ensure that *Message* continues to appear. To this end, a working group of the Bureau met to constitute a provisional Editorial Board. Issue 61, now in preparation, is being put together as a collective effort, with Ivan agreeing for the time being to remain the final supervisor of the publication. However, we want and need the help of other retirees, some to serve on the Editorial Committee (this does not require residence in Geneva – we have the means to communicate remotely). Others would help with the various tasks involved, such as translation – if we wish to continue as a bilingual publication – editing and writing. Do not hesitate to submit articles relating to the history of the ILO or your personal experience over years of service. With publication of the *Friends Newsletter* ceasing in 2016, contributions to *Message* are welcome from all former ILO officials. Contact us, preferably by e-mail: anciens@ilo.org.

The Former Officials website (<http://www.anciens-bit-ilo.org>)

It appeared to us that given the new generations of retired staff accustomed to using the Internet, it was high time the Section had its own site. A working group was set up in the spring of 2016 utilising the skills of several retirees, namely Cherry Thompson-Senior and Kitty Hooton (also members of the Bureau) but above all Azéddine Sefrioui (ISSA retiree). The site is now online ready for you to consult. What are the objectives? We have identified three main ones. The site should improve communication between the Bureau and retired staff. The relevant information at our disposal will find its way onto the site shortly.

The second objective is to create a community of former ILO officials. In addition to information, there will also be photos of events such as the receptions and meetings we organize, so the site may well show you the faces of old friends not seen for a while. Finally, the third objective is to facilitate access to useful websites and the information they contain. It is essentially for this reason that I suggest you make a note of the address of the site which lists numerous links to our partners and providers such as the Health Fund (SHIF), the Pension Fund (UNJSPF), the ILO and the Staff Union, among others. Through the website you can now also access every issue of *Message* published since 1986, scanned by ILO Library staff. Thanks to them for this work of memory and history.

François Kientzler

News of the Section

Activities of the Section in 2016

During the year the Former Officials' Section met regularly twice a month, inter alia to discuss the latest developments in the Staff Health Insurance Fund and in the United Nations Joint Staff Pension Fund, as well as other questions of interest to retirees. The Bureau of the Section was renewed at the beginning of 2016.

The Bureau having duly considered the SHIF Management Committee's proposal to increase contributions to the Fund wrote to all retirees suggesting they should vote against the increase. It also wrote to the Fund's Management Committee and its Executive Secretary to explain its position, as well as to the Director-General (see p. 47) in response to his request for an external audit of SHIF's management. In spite of the difficulties encountered in recent years, the Former Officials' Section and retirees as a whole continue to be firmly in favour of the Fund being managed internally. In person, by mail or by telephone, the Bureau answered a large number of requests for assistance from former officials, notably on tax issues.

The annual information meeting of retired officials living in the Geneva area dealt with the recent computerization of the Fund and with members' online access to their personal data. The Section participates in the seminar for future retirees and organizes an information stand on the first day.

The Section recently set up its own website for retired officials, with hyperlinks to the SHIF, Pension Fund and other sites.

The Section's Bureau enjoys fruitful cooperation with the Staff Union Committee and is pleased to note the strong ties it enjoys with its President and its secretariat, which make it that much easier to keep abreast of the many issues they are concerned with. The Bureau is especially keen to be in close touch with retired officials living outside the Geneva area and in non-European countries.

Message appeared twice in the course of the year, thanks to its editor and to several retired volunteers. The Executive Secretary took part in meetings of the Association of Former International Civil Servants (AAFI-AFICS), and the Section maintains good relations with the other associations of former employees in Geneva. The Arts and Decoration Circle was revived and in October 2016 it held a second exhibition in the Colonnade at headquarters.

Last but not least, the annual receptions for retired officials in May and December provide an excellent opportunity for them to catch up on each others' news. The Director-General's attendance at these receptions is always greatly appreciated.



A.L. Diallo, I. Elsmark, F. Kientzler, A. Sefrioni, C. Thompson-Senior

Information Meeting 19 October 2016

Large numbers of retired staff members responded to the invitation from the Bureau of the Section to participate in the meeting on the Pension Fund's new online service and the presentation of the Section's new website. Room V on R3 at the ILO was practically full, with some 150 people present and many others wishing to come but unable to make it. It was a sign of the interest in the changes under way in the management of the Pension Fund and also in the Section's new site, recently rolled out (www.anciens-bit-ilo.org).

Health insurance

The session kicked off with François Kientzler, Executive Secretary of the Bureau, and the two Assistant Executive Secretaries, Ivan Elsmark and Abdoulaye Diallo, on the podium. Introducing the meeting, the Executive Secretary referred to the work done by the Section over the past months, in particular its recommendation that members vote against the proposed SHIF contributions increase in the referendum. On one hand that proposal was based on an old actuarial valuation carried out when the ITU was still part of the SHIF, and on the other hand the financial situation was good, reserves being almost at the maximum level at the time of the referendum. A large majority of voters had followed this recommendation but it had to obtain two-thirds of the total. It fell short by just a few votes and was not adopted. A new actuarial valuation is under way and the Director-General has requested an audit on SHIF governance. The Bureau will keep a very close eye on these issues as the vast majority of participants in the Fund wish to keep the management of benefits in-house. A "consultative" SHIF General Meeting was held on 29 September 2016 in which a large number of retired staff members also participated (constituting probably about 80 per cent of the 180 participants). See the report on page 45 below.

The UNJSPF Member Self-Service (MSS)

The floor was then given to Mr Aliamane Bacar Said, Chief, Client Servicing and Records Management Section of the United Nations Joint Staff Pension Fund in Geneva. During his presentation he addressed several crucial issues for retirees before presenting the UNJSPF Member Self-Service (MSS) in more detail. First, he referred to the Certificate of Entitlements (CE), which must be completed each year, on pain of

suspension of benefit payment. While any suspension will occur only after reminders have been sent, this can cause difficulties and consequent delays. Then Mr Bacar Said made some necessary recommendations concerning the administrative elements to be compiled upon retirement in order that an eventual survivor's benefit can be obtained without too much delay. The Fund needs to have all the retired official's relevant details on file before such an event occurs. A booklet on survivor's benefits is available on the UNJSPF website. Ensuring your file is complete facilitates the calculation and rapid payment of a surviving spouse's benefit to the widow or widower and other possible beneficiaries. In this regard, he said that the concept of marriage covers new situations now that same-sex marriage is accepted providing the country of domicile recognizes it. In order for such an entitlement to be determined, this type of marriage must take place under the same conditions as a conventional marriage, and most particularly before retirement.

In the second part of his presentation, Mr Bacar Said briefed participants on the changes in the UNJSPF Integrated Pension Administrative System, which now covers all components of human resources management, contributions, benefits and payments. With particular regard to beneficiaries, he said, all payments have been made without any known incidents perturbing their successful completion during the implementation phase of the new system. Everyone has received their pension as normal. One of the improvements to the system is that those entitled to two pensions, and who therefore received them in two payments, now get them in a single payment. But the big novelty is being able to access information within your own personal space (MSS). Armed with a Unique Identification Number (UID) and password, everyone can check the status of their past payments, ensure their CE is up to date and has been received, and gain online access to the various forms necessary in the event of a change of bank, address, etc. Mr Bacar Said provided a detailed presentation of all the components of the new system. To conclude, he encouraged all participants to access their personal space, use the MSS and have closer contact with their Pension Fund (<http://www.unjspf.org>).

During the discussion that followed his presentation, several people welcomed the

Message

communications work currently being done by the Pension Fund to inform pensioners of the procedures to be followed in the event of an altered family situation, death or change of address. A number of forms are now available on the UNJSPF website, and many wished this had been the case in the past. Questions covered survivor's benefit, the difficulties in some countries of obtaining the supporting documents required, and also acceptance of the fact that the concept of marriage now encompasses same-sex relationships. The Pension Fund has been obliged to take these changes into account, but marriage predating retirement remains the rule. Several people also spoke of the difficulty of obtaining documents such as birth or marriage certificates; however, if necessary, other supporting documents can be used in such situations. Mr Bacar Said recommended that everyone carefully collate the various elements of their file so that in the event of survivorship or bereavement, benefits can be paid as quickly as possible.

The Former Officials Section's new website

Then in the last part of the meeting, Bureau member Cherry Thompson-Senior and Azéddine Sefrioui, retired ILO staff member and webmaster, presented the new website of the Section. Up to now there had been a page hosted on the ILO Staff Union website that was little used. The new site – see the Editorial in issue 61 of *Message* – has been launched because more and more young retired people make use of the Internet. It will facilitate communication between the Bureau of the Section and its members, although *Message*, in its paper form, will continue to be published, bearing in mind the older ones among us who do not go online. The site is hosted by a private provider outside of the ILO, and one of its objectives is to facilitate access to information and

other websites useful to retirees: a range of links are provided to the SHIF and the UNJSPF, for instance. Cherry Thompson-Senior presented the areas of the site that have already gone live, notably all the above-mentioned links, and also what still has to be rolled out, such as the elements necessary for direct communication between members and the Bureau of the Section. Similarly, all issues of *Message* published since 1986, archived in PDF format by the ILO Library, are available for consultation. Photos of events like retired staff receptions and information meetings have also been posted, along with reports and articles. By going to the unique address of the Former Officials website (<http://www.anciens-bit-ilo.org>), retired staff will be able to access a wide variety of information and services.

Speaking at the end of the session, Abdoulaye Diallo, Assistant Executive Secretary for relations with retired staff in the regions and liaison with the Workers' Representatives on the Governing Body, recalled what the retired community in Geneva and worldwide stands for, and insisted that there is an obligation not to allow our faraway colleagues to be left isolated. He mentioned various colleagues from the regions who had just joined the Former Officials section and congratulated them on taking that step.

Summing up, the Executive Secretary thanked all the speakers and retired staff present for their active participation in the meeting and welcomed the ongoing good relations with the management and staff of the Geneva Office of the Pension Fund. He then invited everyone to share a cup of good cheer and continue their informal and friendly exchanges. All in all, a very useful and successful meeting.



The 2016 Seminar on preparing for retirement

As in previous years, the seminar on preparing for retirement organized by the ILO from 4 to 7 October 2016 allowed the Bureau of the Section of Former Officials to make contact with future retirees. This seminar brought together some 150 persons of whom about sixty were from the ILO: certain officials were participating for the second or third time given the complexity and evolutionary nature of the themes treated: rights under the United Nations Joint Staff Pension Fund and new computer applications, taxes, internal and external social protection in the ILO, residence permits, taxation, etc.

On the opening day of the Seminar, Tuesday 4 October, some members of the Bureau were present (Lyz Sommaro, Bert Essenberg and François Kientzler) to greet future retirees of the ILO and have a direct and personal contact with each of them. Interviews and discussions, often very personalized, took place which allowed for answering certain personal questions. A copy of the *Message* was distributed to each as well as an application form. These meetings serve to make the Bureau and the Section of Former Officials

visible in the person of individuals already known in other contexts.

At the morning's end, a session was reserved for the Section of Former Officials. François Kientzler, Executive Secretary, Ivan Elsmark, Assistant Executive Secretary and editor of the *Message* for many years, and Lyz Sommaro, responsible for SHIF questions presented the activities of the Section and its area of intervention. They also recalled its mode of operation, the publication of *Message* and all the links uniting it with other retirees' associations and the ILO union in particular. A copy of the presentation is available on the Section's web site (www.anciens-bit-ilo.org) which also contains the report of activities of the Section and other matters of interest and is likewise published in the next issue of *Message*. The Bureau wishes to thank Daniela Menes, the Social Assistant, for her words of support for the Section and for encouraging future retirees to join it, as well as for the regular invitation to participate in this Seminar. The Bureau welcomes the good relationship it maintains with her unit.

The December Reception

The biannual receptions are always much enjoyed by retired officials. They are not only an occasion to meet old friends and colleagues, but a manifestation of interest and loyalty in the Organisation. This year it was attended by more than 150 people, some of whom have travelled far to be present.

As a formal opening Mr Mark Levin, Director of HRD, welcomed the participants. He introduced Ms Debora Greenfield, Deputy Director-General in charge of the Policy Portfolio, who would be speaking on behalf of the Director-General who at present was absent from Geneva on mission.

Ms Greenfield expressed her pleasure in having been asked to address former staff. Having only recently joined the ILO this was an opportunity to meet those men and women who have passed much of their professional life in the service of the Organisation. This was her first occasion to be working within a large, international organisation, and she has been impressed by the harmony and efficiency of so many different nationalities and

cultures working together. This has given her an insight in the unique environment of the ILO. In closing, she gave a toast and wished everybody a Merry Christmas and a Happy New Year. Ms Greenfield's speech was warmly applauded by all.



The last intervention was by Ivan Elsmark, representing the Section of Former Officials. On behalf of the retirees he congratulated Mr Guy Ryder with his re-election as Director-General and thanked Ms Greenfield for her kind words. He

Message

also thanked the Office for organising these receptions which he knew were highly appreciated.

He recalled that the Organisation will be celebrating its centenary in 2019 and felt that former staff were looking with pride to its achievements for social justice. His thoughts went to all those former colleagues who have been unable to be present here, and in particular those suffering from illness or neglect, who should not be forgotten. With these words he wished all a very Happy New Year.



Dakar: former ILO officials residing in Senegal met to set up an Association

On the margins of the farewell ceremony organized for Djibril Ndiaye on 3 November 2016 on the occasion of his retirement, former ILO officials residing in Senegal met to set up an Association in Dakar.



The 12 former officials present at the launch meeting were subsequently received by Mr. François Murangira, Director of the ILO in Dakar.

The latter, after welcoming the initiative, expressed his commitment to support the former international civil servants, and to continue contributing to the ILO's outreach.

A room in the ILO offices in Dakar has already been placed at the disposal of the former officials and arrangements are being made to facilitate the proper functioning of the committee. The Association began its activities by holding a monthly meeting and is maintaining a presence twice a week at the premises provided by the Dakar office.

Djibril Ndiaye, Head of the ILO Documentation and Information Centre, EPI Building, Boulevard du Sud x Rue des Ecrivains, Point E, BP 414, Dakar, Senegal Tel. (Standard) 00221338699200; (Direct) 00221338699229; (Mobile) 00221778196220; Fax 00221338699232/33 ; www.anciens-bit-ilo.org or E-mail: ndiayed@ilo.org; Djibril.ndiaye@gmail.com

The Section's new web page is open to all

The above notice about the initiative taken in Dakar is an opportunity for the Bureau of the Section to invite our readers to send any relevant information of interest to former officials to be published on our website : <http://www.anciens-bit-ilo.org>. We count on your future cooperation.

Exhibition of the Arts Circle

The latest exhibition of the Arts and Decoration Group of the ILO was held in the Salle des Colonnades from 2 to 14 October 2016. This

space in the Salle des Colonnades is a remarkable location for organizing such an exhibition thanks in particular to its luminosity. Seventeen artists

participated in this event which was the second one after the rebirth of the Group in 2014. Both invitees and ILO employees as well as passing visitors were all able to admire works in their great diversity be they paintings, terracotta sculptures, jewellery or photographs. Interested readers are well advised to consult the website of the Section of Former Officials of the ILO which will provide them with a glimpse of the exhibition: www.anciens-bit-ilo.org.

The Opening Reception brought together some sixty persons and was honoured by the presence of Mr. Martin Murphy, Director of DCOMM. The preparation of the exhibition was achieved in close collaboration with ILO services, in particular with DCOMM which we would like to thank for its advice and valuable assistance.

A friendly drink could be enjoyed in the Gobelin space before a magnificent tapestry. In his words of greeting, François Kientzler, President of the Group, thanked all the exhibitors for their contributions which according to comments have reached a very good level of quality. He also expressed pleasure at the Group's dynamic with, currently, some thirty participants very faithful to meetings and to activities.

The exhibition lasted two weeks. Thanks to those who were on duty, numerous contacts could be made with the many visitors being there, ILO officials or outsiders. The idea was advanced that, during the next exhibition, a choice of animations on making pottery, jewels or painting could be offered between noon and 2 pm. Such a proposal will require the approval of the ILO Administration.

F.K.



The president of the Arts Circle at the opening of the exhibition at the ILO.

The ILO Art Circle is open to active and retired members of international organizations and their families. Anyone interested in joining should contact the Committee at the address below either by post or e-mail. Postal address: The Art Circle, Section of Former Officials, Office 6-77, ILO, 4 Route des Morillons, CH-1211 Geneva 22, Tel: +41 (0)22 799 64 23; e-mail: anciens@ilo.org

Quote – unquote ...

Things that happened many years ago often seem close and nearby to the present, and many things that happened recently seem as ancient as the bygone days of youth.

Codex Atlanticus, fol. 29V-a

Pensions

Resolution by the UN General Assembly

We are reproducing below extracts from the UN General Assembly resolution (A/RES/71/265) on the UN Pension system. The full text can be found on the United Nations homepage.

1. Takes note of the report of the United Nations Joint Staff Pension Board for 2016 and the report of the Secretary-General on investments of the United Nations Joint Staff Pension Fund and measures undertaken to increase the diversification of the Fund;
2. Also takes note of the report of the Secretary of the United Nations Joint Staff Pension Board on the implementation of the recommendations of the Board of Auditors contained in its report for the year ended 31 December 2015 on the United Nations Joint Staff Pension Fund;
3. Endorses the conclusions and recommendations of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions, subject to the provisions of the present resolution;

Actuarial matters

4. Notes the valuation results reporting a surplus of 0.16 per cent as at 31 December 2015, and in this regard stresses the importance of continuing to earn the necessary 3.5 per cent annual real rate of return on a long-term basis for the future solvency of the Fund; Financial statements of the United Nations Joint Staff Pension Fund and report of the Board of Auditors.
14. Expresses serious concern at the continued delays in the receipt of payments by some new beneficiaries and retirees of the Fund, once again stresses the need for the Pension Board to take appropriate steps to ensure that the Fund addresses the causes of such delays, and in this regard requests an update in the context of the next report of the Pension Board;
15. Notes with concern that the delays in the payments may place beneficiaries and retirees, as well as their families, in difficult situations, and in this regard requests the Secretary-General, as Chair of the United Nations System Chief Executives Board for Coordination, to invite the heads of member organizations to take the appropriate steps, including by expediting information

processing for new beneficiaries and retirees, to resolve this situation.

20. Also approves an increase in total resources for the biennium 2016-2017 from 179,078,300 United States dollars to 180,055,400 United States dollars, as a result of which the United Nations share of the cost of the administrative expenses of the Fund would remain unchanged at 21,865,300 United States dollars, and notes that extra budgetary costs remain unchanged at 164,700 United States dollars; Investments of the United Nations Joint Staff Pension Fund.
22. Requests the Secretary-General, as fiduciary for the investment of the assets of the Fund, to continue to diversify its investments between developed, developing and emerging markets, wherever this serves the interests of the participants and the beneficiaries of the Fund, and also requests the Secretary-General to ensure that decisions concerning the investments of the Fund in any country are implemented prudently, taking fully into account the four main criteria for investment, namely safety, profitability, liquidity and convertibility, under volatile market conditions;
23. Encourages the Secretary-General, as fiduciary for the investment of the assets of the Fund, to continue to explore prospects in all markets, taking into account risk-return profiles and always applying sound risk management techniques, and taking fully into account the four main criteria for investments of the Fund;
24. Recalls paragraph 29 of the report of the Advisory Committee, 5 expresses concern at the near-term underperformance of investments, emphasizes the importance of the Fund meeting its target annual real rate of return of 3.5 per cent over the long term, and in this regard requests the Secretary-General to make all efforts to improve the Fund's investment performance and to report thereon in the context of future reports on the investments of the Fund;

25. Expresses concern that, for the biennium 2014-2015, foreign exchange losses recorded in the Fund's financial statements amounted to 3.4 billion United States dollars, and urges the Secretary-General to employ suitable procedures and tools to mitigate foreign exchange losses as well as develop an internal mechanism to monitor, evaluate and manage losses or gains owing to foreign exchanges in addition to regular monitoring of the fair value of the assets;

Other matters

29. Emphasizes the need for the Pension Board to ensure that the Fund takes appropriate

measures to use existing internal capacities and avoid the use of consultants in its operations, as appropriate;

30. Requests the Secretary-General to entrust the Office of Internal Oversight Services with conducting a comprehensive audit of the Fund's policies on, inter alia, risk management, investment management and other administrative processes and to report to the General Assembly at its seventy-second session on key findings in the context of the annual report on the activities of the Office.

(UN)

UN General Assembly takes action on Pension Fund

Following a two-year campaign by staff unions over grave concerns regarding the governance of the Pension Fund and its performance in operations and investments, the UN General Assembly has at last taken action. Passing a resolution (A/RES/71/265) at the end of 2016 (see above), the General Assembly has clearly reasserted the UN Secretary General's primacy over the Fund, confirming the role of the Office of Internal Oversight Services and endorsing the use of existing internal capacities rather than consultants in the operations of the Fund.

The resolution further calls on the Fund to improve investment performance, diversify investments, and minimize foreign exchange losses and regular monitoring the value of the assets. It strongly rebuked the Fund administration for allowing key posts in the Investment Management Division to remain vacant (potentially a contributing factor in the underperformance of investments?) and for failing to pay new beneficiaries and retirees without any undue delay.

The resolution is seen as a first step in addressing the problems besetting the Fund, particularly

changes proposed by the CEO, Sergio Avizú, which could have moved the Fund away from UN oversight to an environment potentially more prone to risk, corruption and exploitation by external management companies.

Key posts - the heads of investment and risk management - had been vacant for over a year and no performance evaluation of the head of the Fund's Investment Management Division, had been included in the most recent report on the Fund. Given concerns about performance of the Maryland State Pension Fund during the Chief Investment Officer's tenure, the vacant key posts and the failure to meet the target of 3.5 per cent annual average return (actual returns since 2014 have been below 2%) this was seen as an important issue.

The UN Pension Fund Board, citing the most recent actuarial report, confirmed in July 2016 that the Fund had a small surplus and would not need to dip into capital for the next 50 years providing the Fund can maintain a 3.5 per cent annual average return – Watch this space!

Cherry Thompson-Senior

We will keep you informed on recent developments; information can also be found on our web site: www.anciens-bit-ilo.org

Health Insurance Fund

SHIF General Meeting

The General Meeting was opened by the Chairperson Jean-François Santarelli, followed by a presentation by the Executive Secretary Florian Léger (see <http://www.ilo.org/dyn/shif>). Subsequently the Executive Secretary of the Former Officials Section and several other members of the Bureau spoke, as well as the Chairperson of the Staff Union Committee and a number of other participants. There were numerous comments, questions and observations, covering both governance and the reimbursement of benefits.

In the area of benefits, many expressed their surprise that some drugs were no longer reimbursed as they had been in the past. The reply from SHIF was that it follows in particular the Swiss Federal Law on Health Insurance, as well as those in the respective countries where the drugs are purchased: policies in these countries can change over time. Various speakers felt that neither hospitalization costs in general nor the agreements reached between international organizations' health funds and the various providers, especially hospitals, are very transparent. Bills sometimes appear higher than they should be. The maximum reimbursement threshold of US\$ 150,000 may in certain cases be exceeded upon the decision of the permanent subcommittee or the Executive Secretary of the SHIF as provided for in the Statuts

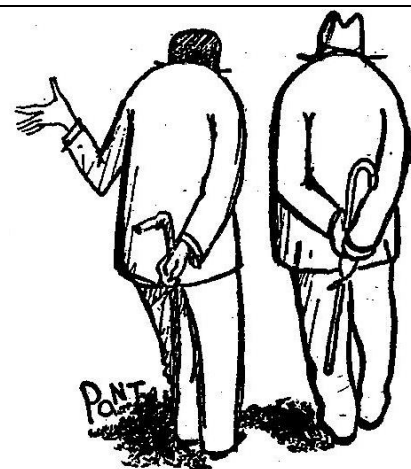
Concerning management of the Fund, reimbursement delays, particularly for beneficiaries in the Geneva region, have been reduced thanks to the recruitment of two people. A third person will be hired very soon. But the possibilities for improving the reimbursement of benefits for staff in the regions remain problematic because other factors linked to the routing of claims and payments also play a role. Less easy to understand is the delay in the publication of annual financial reports, the most recent being the one for 2012. No plausible explanation for this delay has been provided by the SHIF secretariat. Another point raised: the increase in contributions, which the Bureau of the Section had advised members to vote against, came into force on 1 January 2017. Changes in the ceiling for certain benefits have also been in effect since 1 January 2016. Retired

staff are nonetheless anxious to know the results of the new actuarial study that has just been completed. Several participants were also surprised by the lack of response from the SHIF secretariat to their letters and emails. The Executive Secretary of the SHIF acknowledged the shortcomings in this area and the efforts that still need to be made. Finally, questions were raised on the high management fee of the assets of the Fund by external service providers and the high cost that this entails, financed from its technical rather than administrative budget.

The Fund is currently subject to an external audit following the decision taken by the DG in May 2016. This audit mainly focuses on governance, with fears resurfacing about the management of benefits again being entrusted to an external service provider. Such audits had already been carried out in the mid-nineties (1996) and in 2005. The result was in-house management being maintained, which has the particular advantage that SHIF technical staff know the situation on the ground and can be in close contact with members.

To conclude on an optimistic note, retired staff recognize all the efforts made to improve the timeframe for reimbursement of benefits by the SHIF and trust the Management Committee to pursue improvements in the area of governance which raises questions which will not go away.

F.K.



*My dear fellow –
If you are idle, be not solitary; be not idle.*

Update on SHIF by the Director-General

Broadcasted on 13 May 2016

I have been planning to update you on measures being taken to improve the ILO Staff Health Insurance Fund (SHIF) further to earlier decisions on this matter.

However, much to my regret I must first inform you that we have uncovered a further fraud against the SHIF, involving a Headquarters official. The fraud was uncovered in April following a routine control process. Since then, the official has confessed to diverting funds from the SHIF for personal use and has been suspended from service pending further disciplinary action.

The ILO is working with local authorities to prosecute the individual to the fullest extent of the law.

I want to reassure you that the amount involved does not pose any threat to the operational performance of the SHIF and will have no impact on its ability to reimburse claims.

Consistent with the Office policy of zero tolerance all suspected cases of fraud will be investigated and those involved held accountable. I remind you that staff members have the obligation to report information pointing to fraud against the ILO. We have measures in place to ensure full confidentiality and protection of anonymity.

The SHIF is a pillar of the social benefits we enjoy as ILO officials. Any fraud against it is a fraud against its beneficiaries and our Organization.

Let me now turn to the update on measures taken recently relating to the administration of the SHIF.

You will recall that in early 2015 I established a Working Group to make recommendations to

improve the operation of the SHIF. Their report was very valuable and its recommendations are being implemented with an increase in staff and funding allocated to improve IT systems. These measures have already resulted in a significant reduction in the backlog of claims and laid the foundation for improved monitoring and control of claims processing. In addition, the Executive Secretary has revised internal procedures to strengthen internal controls and reduce the possibilities for financial irregularities. This work continues. However, let me say that I understand that some of you, particularly colleagues in the regions – as was clear in my last meeting with regional staff union representatives – are still not fully experiencing the improvements and standards of service that you are entitled to expect with respect to the processing of claims. We have this very much in mind and are committed to addressing the blockages that persist.

In light of the above I have decided to engage the services of external experts to review the SHIF operating model to ensure that the Office is providing staff and retirees with health insurance in the most effective, efficient and secure manner. I have a responsibility to all staff and former staff in this respect, as well as to our constituents and member States. The review will compare the SHIF model with that of other UN organizations and will cover service levels, the administrative model and the financial implications. Benefits, insurance coverage, premium cost sharing and eligibility will not be included in this review.

I will continue to keep you informed of developments. SHIF improvement must and will be a management priority.

Guy Ryder

Letter to the Director-General

On 14 June 2016, François Kientzler, Executive Secretary, addressed the following letter to the Director-General, Guy Ryder, in the name of the Bureau of the Section of Former ILO Officials.

Dear Mr Director General,

On behalf of all retired staff, the Bureau of the Former Officials Section would like to thank you for taking part in the Spring Reception, to which retirees from the Geneva region were invited. Your regular

Message

participation is greatly appreciated and demonstrates the interest that both you personally and the ILO itself show in the Organization's former staff. It is something for which we are grateful.

I would like to mention below a number of points that have attracted our attention following your user broadcast of 13 May 2016 headed "Update on SHIF".

As you mention in your broadcast, the norm must be that management of the SHIF is optimally effective, efficient and secure, and every act of fraud must be severely punished; we can only agree with such a position.

The Bureau of the Former Officials Section pays close attention to health insurance issues. Retired staff, constituting one third of participants, are very much affected by health protection and coverage.

Since its 2012 Report the SHIF has not published any annual accounts, as should be the case under the Regulations. We have repeatedly asked the SHIF Management Committee and secretariat to publish these Reports. This obligation is, moreover, regularly highlighted by the Chief Internal Auditor of the ILO.

It was only in January 2016, when visiting the SHIF website, that we found out the financial results for the years 2013 and 2014, in the form of two pages of annexes. But the Annual Reports themselves are still lacking, even though a referendum has just been held on an increase in contributions. Only very belated and partial information was available for Fund participants to make an informed decision.

Also regrettable is the fact that the costs borne by the ILO for the administration of the SHIF, as provided for in Article 3.1.2 of the Regulations, are no longer transparent. While in the 1990s both the direct and indirect costs of the SHIF were published, now, since the new financial approach, its costs and expenses are folded into those of HRD's administrative management.

You have asked that an external audit assess the SHIF's operations. Such an approach should make it possible to clarify administrative and financial management. Audits were undertaken by the ILO administration in the mid-1990s and 2000s with the same concern for improvement. We would like the ILO's internal sources of expertise, namely the Social Protection Department and the Chief Internal Auditor, to be involved in this evaluation process.

Finally, terms of reference are likely to be drawn up for the enterprise responsible for carrying out the audit. As has been the case in the past, these terms of reference should be made public. We hope that Fund participants will also have an opportunity to be heard as part of the audit process. Here we are referring to the elected representatives on the Management Committee, active officials' Staff Union representatives, but also ourselves as the representatives of retired staff.

We are nevertheless delighted with the healthy state of the SHIF's finances. The data available to us covering the past four years clearly show that it has been possible to contain expenditure and build up reserves. We hope that the Fund can go on providing all beneficiaries with the same services it has provided to date.

Thanks in advance for your kind consideration of the above.

SHIF latest developments

Extract from the Governing Body paper GB.329/PFA/4 March 2017

The SHIF Management Committee remains very conscious of the need to mitigate increases in health-care costs and, early in 2016, in line with the March 2016 Governing Body decision, it established its own working group on cost-containment, with the goal of containing medical expenses while maintaining the core features of SHIF coverage. In addition, the ILO engaged the services of external experts to review the SHIF operating model to ensure that the Office is providing staff and retirees with health insurance in the most effective, efficient and secure manner.

SHIF Management Committee Working Group on Cost-Containment

The Working Group analysed statistics on expenditure through different criteria such as invoice amount, geographical distribution, type of expenditure, etc.

The SHIF covers more than 11,000 members, including some 3,000 staff members and their families and about 2,500 former staff members or their survivors and their families. Every year, the insured members submit around 45,000 claims for reimbursement representing over 160,000 invoices and the SHIF reimburses to its members some US\$45 million annually.

The Working Group also reviewed a number of specialized articles on medical inflation as well as practices from national health-care systems and other private medical insurance schemes.

To no surprise, the Working Group identified the fact that hospital accommodation, dental care, doctor's fees, medical care, medicines, public hospital costs and surgical operations account for 80 per cent of total SHIF expenditure. Furthermore, two thirds of expenditure is paid for health-care treatment occurring in Switzerland where a large majority of active and retired staff reside.

The Working Group made recommendations to the Management Committee focusing on four key areas:

Encouraging responsible choices by insured members may generate substantial cost savings and the Working Group recommended that whenever possible: at least two, or preferably three, estimates for any obviously non-urgent hospital surgery should be requested; the possibilities of using out-patient medical nursing services rather than extended periods in hospital should be explored; preference should be given to medical doctors who are regulated under the national social security system (*conventionnés par la sécurité sociale*) in France or who apply the LAMAL rates in Switzerland and similarly in other countries as relevant; generic medicines should be used instead of brand-named drugs (to the extent possible); prescribed medicines should be bought from the most competitive pharmacies in the vicinity of a person's residence or from those offering discounts on medicines, etc.

Reimbursement of preventive measures was implemented in 2015. The first year of experience of those measures has shown that their cost is negligible when compared to the potential positive impact the measures may have on future health status. The Working Group made a number of recommendations on the promotion of preventive measures, to expand their scope as well as to explore the possibility for the SHIF to contract an agreement with a specialized telemedicine company. The Working Group further recommended the strengthening of information campaigns to increase awareness among insured members of these issues.

The Working Group also recommended strengthening cost controls by exploring the use in Switzerland of a cost control company, the use of "case management" and by analysing in detail development of costs. In that regard, a new position was created in the SHIF Secretariat dedicated to risk and compliance. Information provided to the SHIF indicates that the cost of such a service is rapidly recovered through reductions in medical reimbursements.

The Working Group recommended to continue collaboration with other international organizations that have self-insured and self-administered medical schemes such as the WHO and UNOG and to negotiate preferential rates with the other major Geneva-based institutions. Currently, the WHO, UNOG, UNIQA (the third party administrator of the European Organization for Nuclear Research (CERN)) and the ILO have agreements with ten service providers in the Geneva area, which include all the major hospitals and clinics. The four organizations combined represent the single largest insured group in the Geneva area, which explains why the preferential rates in those agreements are so competitive. The Working Group also recommended to explore group negotiation of preferential rates with new medical institutions in other duty stations where large groups of officials and retirees reside. This recommendation is similar to recommendation 2 of the UN Working Group and work on this issue has already started.

The SHIF Management Committee recently endorsed all the Working Group's recommendations, and it is expected that the implementation of the recommendations will bring further cost savings.

Amendments to the SHIF Regulations and Administrative Rules

Article 3.6 (“Rates of contribution”)

1. Further to the adoption of the amendments to Article 3.6 of the SHIF Regulations regarding the increase in the contribution rates, as mentioned in SHIF circular SHIF/16/1 dated 6 May 2016, the Management Committee has decided, at its meeting held on 11 May 2016, that the increase will become effective as of **1 January 2017**.

The decision to have the increase become effective on 1 January 2017 is due to technical reasons linked to the implementation of that measure as well as for reasons of equity between retired insured persons and active staff members.

2. All other amendments to the SHIF Regulations and Administrative Rules, notified to the insured persons by means of SHIF circular SHIF/15/1 dated 4 December 2015 (http://www.ilo.org/dyn/shif/website.file_open?p_reference_id=136), came into force on 1 January 2016, in accordance with paragraph 2 of that circular.

What’s new on SHIF questions

by *Elizabeth Sommaro* (insured member)

Since the last issue of Message there have been several developments on SHIF matters. Hereunder a few of them.

- (1) A SHIF General Meeting was held on 29 September 2016, many serving officials were present but the majority were retirees.
- (2) Working Groups were set up to look into the running of SHIF. The Director-General has issued several Broadcasts to inform staff of these new Working Groups. We shall no doubt learn in due course the progress of their deliberations and recommendations.
- (3) A consultant was hired to look into the pros and cons of outsourcing SHIF or as the Director-General said in his Broadcast of 13 May 2016 “I have decided to engage the services of external experts to review the SHIF operating model to ensure that the Office is providing staff and retirees with health insurance in the most effective, efficient and secure manner.”. The content of his report has not yet been made available.
- (4) A PFAC paper will be submitted to the March 2017 Session of the Governing Body on After Service Health Insurance (ASHI). To date it has not yet been made available, so contents and repercussions are not yet known.
- (5) The increase in insured members’ contribution to SHIF was implemented in December 2016 for retired staff and in January for active.
- (6) The Supplementary Threshold level has gone up in 2017 according to the rate of exchange – for Swiss francs the level has increased by a couple of thousand francs.
- (7) We have still not received the Report on the Operations of the Fund for the years: 2013; 2014, and 2015 and of course 2016 should be due in a few months’ time. It is really disgraceful and a very bad show as we do not know what the true financial situation of the Fund is, i.e. how many insured members there are, how and on what the money is spent e.g. for investing SHIF funds (figure for 2005 was \$65,000 and end 2014 \$207,000 and end 2015 say \$250,000 - why so high to invest a comparatively small amount?) etc.
- (8) A list of the hospitals and clinics with whom the ILO has negotiated health care treatment has recently been put on the SHIF website. We still need to receive a list of laboratories and pharmacies to go and have routine checks and cheaper prescriptions. There is no point in paying four times as much for the same routine test as can be done elsewhere as happened recently to me. Even if the insured person will get reimbursed at 100 percent, it is NO saving for the Fund. Let us hope that this list will be provided in the not too distant future so that we can all make savings for our Health Fund.

There has been a marked improvement in the processing of reimbursement claims and the

Claims Clerks are to be commended for their effort in speeding up reimbursements to an acceptable level. This is also thanks to the hiring of more Claims Clerks and additional help in the SHIF Secretariat. Hopefully insured members can also have their queries replied to in a similar prompt fashion and not be kept waiting too long for guidance and advice. Newsletters and meetings

are also essential tools to enable insured members to know what is going on, e.g. fraud detection and final results of these investigations, and how each and every one of us can help to make our Staff Health Insurance Fund more attractive and more solvent in the years to come.

February 2017

Elizabeth Sommaro

News of the ILO

Re-election of the Director-General

At the 328th Session of the Governing Body of the ILO, held in Geneva from 27 October to 10 November 2016, Mr. Guy Ryder was re-elected Director-General of the Office.

The election took place on 7 November by the titular Members of the Governing Body consisting of 28 Government representatives, 14 Employers and 14 Workers.

His new five-year term of office will officially begin on 1 October 2017.

In his speech on the occasion of his re-election Mr. Ryder expressed his great satisfaction and noted that the result of the voting by the three groups had been nearly unanimous (54 out of 56). He reaffirmed his determination to pursue the implementation of his mandate by working with all the Member States and representatives from all the Groups.

Mr. Ryder (United Kingdom) was born in Liverpool in 1956 and is the 10th Director-General of the ILO. Coming from the Workers sector and having held important Union positions as Secretary General of the International Trade Union Confederation (ITUC), Mr. Ryder will have the honour of organizing, in cooperation with the other representatives, the ILO's Centenary celebration in 2019. To date the ILO has 187 Member States.

A.L.Diallo

In a statement after the election he said:

"I thank the Governing Body members for their renewed confidence. My second term will start as the world of work is undergoing unprecedented and transformative change. One asset that we have to master this change is our unique tripartite structure: government, employer and worker representatives will play a key role in shaping the future of work and reasserting social justice as the pole star of international policy making."

Warning that *"the denial of social justice on a deeply disturbing scale constituted a real threat to stability and eventually peace in our societies,"* he also called on the Member States to make the Organization a leader in delivering the United Nations' 2030 Agenda for Sustainable Development through decent work.



Message from the Director-General on 14 December 2016

The last quarter of the year has flown past. Most recently we had an important and productive session of the Governing Body with the discussion of the Strategic Plan 2018-21 and the Preview of the Programme and Budget for 2018-19 – two complementary items – at the centre of the proceedings.

The Strategic Plan for 2018-21 featured the “ILO 2021 Vision” which sets out in a very straightforward way what our Organization needs to look like to be able to carry out its mandate in a context of transformative change. It will need to be realized through the two Programme and Budgets to be implemented over 2018-21. In both the Strategic Plan and the 2018-19 Programme and Budget Preview you will find continuity and change – continuity because a number of goals and priorities remain valid and need time to be achieved, and change because we are compelled to respond to new challenges such as a just transition to environmental sustainability.

We are now finalizing the Programme and Budget proposals to be submitted to the Governing Body in March 2017. As you can imagine this is not an easy process – and indeed sometimes a painful one as we adapt, innovate and respond to the expectations of all constituents in a reasonable way within a tight budgetary framework. I want to thank managers for your cooperation and the spirit in which you have engaged in this demanding exercise.

The follow up to the Conference discussion on the Declaration on Social Justice for a Fair Globalization may look very technical and even obscure. But it gives further guidance on pursuing the integrated approach that underpins the Decent Work Agenda, and is important for all areas of our work.

Work under the Standards Review Mechanism progressed steadily and we know that we are at the start of a long journey with some zones of turbulence likely. The Governing Body also dealt with a number of country cases submitted under Article 26 of the Constitution. These are always politically sensitive but were handled on the basis of consensus.

Looking back further, the earlier part of this last quarter featured the General Assembly in New

York. While there we had a very full programme of ILO activities – including the UN Migrants and Refugees Summit and President Obama’s Leaders’ Summit on Refugees; meetings of the High-Level Commission on Health Employment and Economic Growth, co-chaired by Presidents Hollande and Zuma and on the High-Level Panel on Women’s Economic Empowerment, co-chaired by the President of Costa Rica and the CEO of IKEA Switzerland on both of which I serve; events hosted by Premier Li of China on SDG implementation, by UK Prime Minister May on human trafficking and by Prime Minister Löfven of Sweden on the Global Deal on Social Dialogue for Decent Work and Inclusive Growth. The Global Partnership for Universal Social Protection was launched together with the World Bank Group as was the Alliance 8.7 on Eradicating Modern Slavery, Forced and Child Labour. A stimulating discussion on the Future of Work at the Ford Foundation topped off a rich New York programme. All these activities, the preparation as well as the follow up, place heavy demands on many of you and particularly on our office in New York – thanks to Vinicius Pinheiro and team for their sterling efforts and to all of you who contributed and continue to contribute in one way or another. With the subsequent election of a new UN Secretary-General – António Guterres – on whose personal support for the ILO I feel sure we can depend, our operations in New York will be more than ever crucial.

The future of work was a common thread in many of my other commitments including in Brussels, Prague and Portugal. In Washington I participated in a meeting of the Global Apprenticeships Network. At the G20 Summit in Hangzhou, China, the ILO presence and advocacy were to the fore and, I believe, genuinely appreciated by the leaders in their efforts to set the global economy on a better course.

Afterwards I was able to participate in important meetings in Beijing on social protection and on the future of work. In Rome I attended a Fortune-Time Global Forum on “The 21st century challenge: forging a new social compact” to engage in a conversation on more and better jobs with participating CEOs. In Vienna I addressed the ITUC’s 10th anniversary meeting. Before that I paid an official visit to Russia and signed a new Programme of Cooperation. While there I also

attended an event hosted by LUKOIL with whom we have a public-private partnership on youth employment. As always, meeting ILO colleagues while on mission was an important part of my

programme – thanks for the discussion, your support and for your warm welcome.

(Extracts)

Guy Ryder

105th Session of the International Labour Conference, 29 May – 10 June 2016

Introduction.

The International Labour Conference (ILC) is the highest decision-making body of the Organisation. In June, it holds tripartite delegations from the 187 member States of the Organization. The conference consists of plenary sessions and technical commissions. The Conference sets up committees to deal with the technical items on its agenda on which information is given to delegates. These committees shall meet in parallel during the Conference, draw up their reports, conclusions or any other instrument which are then submitted to the plenary for adoption.

Agenda of the 105th Session of the International Labor Conference.

Matters of its own motion.

- Report of the Chairman of the Governing Body and the Director-General.
- Program and Budget and other matters.
- Information and reports on the application of Conventions and Recommendations.

Items put on the agenda by the Conference or the Governing Body.

- Decent Work in Global Supply Chains
- General Discussions.
- Decent Work for Peace, Security and Disaster Resilience: Review of the Recommendation
- No. 71) on employment (transition from war to peace) 1948-normative action, first discussion under the double discussion procedure.
- Evaluation of the impact of the ILO Declaration on Social Justice for a Fair Globalization, 2008.
- Maritime issues: approval of amendments to the Maritime Labor Convention code, 2006 and adoption of amendments to the annexes to the Seafarers' Identity Documents Convention (Revised), 2003 (No. 185).

Proceedings of the Conference.

In accordance with the rules and practices in force, the tripartite constituents (Governments,

Employers 'and Workers' Groups) met on 29 May 2016 and the opening session took place on 30 May. The opening speech was delivered by the Director-General, Guy Ryder, followed by that of the Chairperson of the Governing Body, who briefly introduced her report.

The Bureau of the Conference was the elected in accordance with the principles of regional rotation and which gave the following results:

Chairperson: Mildred Oliphant Minister of Labour (South Africa)

Vice-President of Governments: Mr Ramon Alberto Morales Quijano (Panama)

Vice-President Employers: Mr Alberto Echavarria (Colombia).

Vice-President Workers: Mr Eric Manzi (Rwanda).

After this election, the President of the Swiss Confederation, Mr. Johann Schneider-Amman addressed the Conference to renew the Swiss Government's desire to strengthen its cooperation with the ILO.

These sessions and activities were followed by the election of the members of the Bureaux, of the Conference Commissions and of the Bureaus of the Groups of Governments, Employers and Workers. The Committees are as follows:

- Proposals Committee.
- Credentials Committee.
- Finance Committee.
- Committee on the Application of Standards.
- Commission on decent work in supply chains.
- Commission on Employment and Decent Work for transition to peace.
- Committee for the Declaration of Social Justice.

On Wednesday, 8 June, in a special session, the Conference was honored by the presence of Mr Jean-Claude Junker, President of the European Commission, who encouraged the ILO to continue its efforts to promote social dialogue in

order to protect peace and security in the member countries of the ILO.

All the committees met either at the Palais des Nations or at the ILO and presented the results of their work on 10 June, which were adopted by the plenary, which was also the closing session.

In line with the tradition of side events, the Arab Labor Organization (OAT) organized in solidarity with Palestine on June 3, June 6 by the Workers of Brazil (CUT), and on June 8 by The ILO to celebrate "World Day Against Child Labor".

In conclusion, the strong participation of the ILO's 187 Member States, with a total of 5982 Delegates from Governments, Employers, Workers, Representatives of United Nations Agencies, Governmental Organizations, Employers and Workers from around the world.

The ILO, which is and remains the World Labour Parliament, must continue its historic mission and take into account the current context of crises, socio-political tensions and a changing world of work.

A. L. Diallo

General Meeting of the Staff Union

In accordance with the Union's Statutes, the 2nd session of the Annual General Meeting was held on 20 October 2016.

Pursuant to Article 7 of the Statutes and the provisions of Annex IV which define the Rules of the Section for Former Officials, François Kientzler, Executive Secretary, and A. L. Diallo represented the Section of Former Officials at the General Assembly.

Of the 8 items on the agenda, the report of the Staff Union Committee was one of the most important. It contained the following chapters:

- Implementation of the union's program and strategy;- Ensuring comprehensive social protection;
- Ensuring fair and equal employment conditions for all employees;
- Ensuring career development for all;- Strengthening the union;
- Strengthening the security of the staff, and finally
- the report on regional activities and that of other bodies, in this case that of the Section of Former Officials.

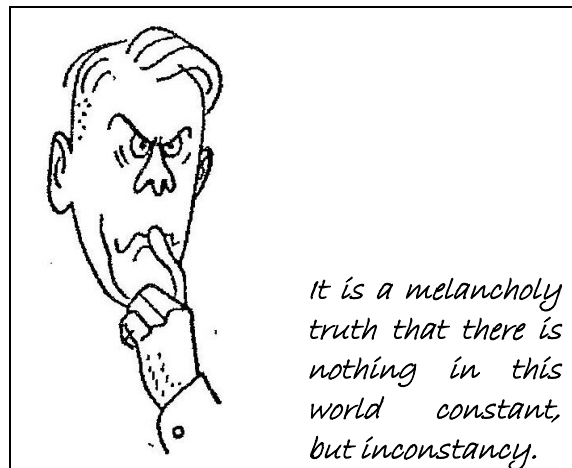
After listening to the debates on the different topics and the interventions of the titular delegates of the four geographical regions and that of Turin, François Kientzler and I presented the report of our Section.

We outlined our cooperation activities with AAFI-AFICS in Geneva and with the other Associations of Retirees in Geneva and underlined the importance of our information meeting of 19

October 2016, which had a large participation. We welcomed the cooperation with the Staff Union Committee and hoped that the titular delegates of the regions would show their support and show their solidarity with the pensioners of their respective continents. Welcoming new memberships in the Section of Former Officials, we also reaffirmed the importance and need to strengthen the Union to safeguard positive achievements and address current challenges.

All the items on the agenda were duly discussed, and the reports adopted. Among the major decisions of this second session, mention should be made of the one relating to the Extraordinary General Assembly held on 25 November 2016 which had on its agenda "The Union wants job security, the Administration wants more flexibility, no progress in the negotiations".

A. L. Diallo



Update on the Headquarters building renovation project

The building renovation started in late March 2015 with the site installations and are advancing at a steady pace, on track for completion in 2019 (see GB.328/PFA/3).

Recent developments

Projections show that cost savings will be realized from value engineering (engineering and architectural reviews) carried out since the start of the renovation works, in close collaboration with the management contractor. These savings can principally be attributed to market prices, strong commercial negotiations, a construction change in the renovation of the building facade and a technology change in the building management system.

Concretely, the facade renovation is being carried out with the panels left in place, as opposed to removing the entire outer skin and then reinstalling it in front of the new insulation. This change, supported and approved by the Swiss and Geneva authorities, simplifies the renovation process, reduces the risk of damage to the facade panels, and will have no impact on staff comfort or on the building's efficiency. As for the building management system, it has been changed in keeping with technical developments, and now reflects current best practice standards, while allowing for future growth.

The mechanical, electrical and plumbing works are all ongoing, together with the other fit-out works. The new thermal insulation and windows have been installed with only the 11th floor remaining to be completed.

The facade panels have all been cleaned and new sealing joints installed.

There have been very few safety and health issues despite having over 180 workers on site. The impact of the renovation works on the everyday functioning of the Office remains very low. Minor issues due to noise and/or vibrations have been resolved speedily.

Upcoming works

As the works of the southern third of the building progress, the project team is planning the renovation works of the middle third, due to start in early spring 2017. In order to maintain the momentum and keep improving the safety of the building, renovation works will continue during the transition period, with the renovation of the

staircase located on the borderline of the worksite and the offices.

Project budget

The total budget remains within the limits of the financial plan previously endorsed by the Governing Body, namely, some 205 million Swiss francs (CHF). As announced at the March 2016 Governing Body session, savings being generated by the value engineering will be reallocated to the provision for unforeseen costs and to the partial renovation of the lower floors:

Financial update, as at 31 August 2016

	CHF('000)
Approved budget	205 549
Contracts issued	197 755
Expenditure to date	61 391

Renovation of lower floors

Following the report to the Governing Body in March 2016, a review of the unfunded works, totalling CHF120 million, has been carried out. Safety and health has been given priority. The prioritized works, estimated at some CHF71.9 million, are described below:

Conference centre (CHF 32.4 million):

- renovation of offices around the conference centre, in keeping with safety, health and quality standards defined for the main building; this would ensure staff and delegates' safety while improving the building thermal efficiency and reducing its carbon footprint;
- renovation and fire safety code compliance works, in addition to the large bay window emergency exits within the current scope, in the conference rooms; this would increase the safety of delegates and other users of the conference centre;
- renovation of the colonnade (replace single glazed windows with double glazing and update lighting); this would improve the building's thermal efficiency and reduce the

energy consumption by some 300 mWh/year;

Other areas (CHF 30.1 million):

- renovation of offices, in keeping with safety, health and quality standards defined for the main building; this would ensure staff safety while improving the building thermal efficiency and reducing its carbon footprint;
- redistribution and fire compartmentalization of the archive room (R2); this would improve the safety of the ILO's archives and reduce the risk of irreparable loss;
- replacement of the large bay windows in the restaurant area (R2); this would improve the building thermal efficiency and reduce its carbon footprint;
- replacement of the glazing for the M3 offices; this would improve the building thermal efficiency and reduce its carbon footprint;

Parking (CHF 9.4 million):

- Fire safety code compliance works, including installation of sprinklers, and additional fire compartmentalization and evacuation stairways. This would ensure the safety of people using the parking areas.

The capacity to undertake these required works will be considered if and when funding becomes available. The full realization of the projected benefits, particularly in respect of reduced energy consumption and improved environmental performance from the renovation of the entire building will be deferred, pending the completion of the works.

The remaining unfunded renovation works, totalling CHF48.1 million, could be considered lower priority, and are described below:

Conference centre (CHF 20 million):

- full renovation of rooms II, III, IV, V, VIII, IX and the Governing Body room, excluding furniture but including all lighting, air handling units and building management controls;
- the interpreters' booths in the abovementioned conference rooms will be widened and renovated to meet agreed ISO standards;
- renovation of the library infrastructure and finishes;

Other areas (CHF 26.3 million):

- full renovation of the general services areas, excluding the restaurant and the recently renovated areas included in the HSU–DCOMM project (offices on R1 and M3, and the medical service on R3);
- works on the remaining elevators;
- further treatment of exposed concrete;
- renovation of the loading bays, storage facilities and associated logistical areas in keeping with necessary safety and quality standards;

Parking (CHF 1.8 million):

- removal of storage areas;
- increased signage;
- replacement of remaining Gerber supports.

Financing and potential donation packages

The loan from the Swiss Confederation, included within the financing plan, was approved by the Federal Council in February and by the National Council in June 2016. Dependent on final parliamentary approval by the Council of States, the funds should be available as of January 2017. The interest rate will be set at the time of the loan agreement.

The Office has taken good note of the Governing Body's reluctance to commit to funding the complete renovation works of the lower floors, estimated at 23.5 million CHF, and its encouragement for the Office to seek other sources of funding.

At present, the Office is still considering various options, such as donations from member States for the renovation of conference rooms, donations for greening initiatives and potential subsidies from the Swiss authorities related to environmental protection.

Investigations to date indicate that the potential funding sources identified would not make a significant contribution towards the overall costs of the works required to complete the lower floors and further consultations with member States will be required to address the shortfall.

We shall keep you informed of further developments.

History

Relations between Germany and the ILO

We are very pleased to publish this article by our former colleague Werner Sengenberger. Readers may remember that Message No. 34, 2003, contained the recollection by Friedrich Georg Seib of the establishment and role of the Bonn Branch Office in the years 1951 to 1960. In this issue Mr. Sengenberger takes a broad historic view of the role of Germany in promoting social issues. Starting from the early efforts to create a social insurance policy in 1878 and the creation of the International Labour Organization in 1919, he deals successively with the period up to 1935 when the country left the Organization, and from there the reentry in 1951 and the subsequent contributions made by Germany in shaping the ILO's programmes and policies.

As we approach the Organization's centenary, and after Werner Sengenberger's much appreciated contribution, the editors would welcome any further contributions by readers eager to take up the subject of relations between their own country and the ILO. We count on your contributions to keep the historical memory alive and thank you in advance for your interest.

Ivan M.C.S. Elsmark

The historic role of Germany in the ILO

by Werner Sengenberger

There are two motivations for writing this article. The first is the rapidly approaching centennial of the International Labour Organisation which gives us all the more reason to review its history. Being cognizant of its past can be useful for the ongoing debate about its future. The second is the valuable amount of research on the ILO in recent years. This has included the case of Germany which shows in an "extreme situation" the pathways, mechanisms and limits of the internationalization of social policy.¹³

Clearly, Germany played an ambivalent role in the foundation and the subsequent evolution of the ILO. We witness light and darkness in Germany's relationship with the organization, ideological convergence and divergence, and periods of association and dissociation.

On the positive side, with its concept of "Sozialstaat"¹⁴ - designed to provide social security, social justice, social integration, and individual freedom for all of its citizens - and owing to its professional competence in the areas of occupational safety and health, labour inspection, labour law and collective bargaining and industrial relations, Germany made a significant contribution to the creation of the ILO

and its central ideas, its system of international standards and its technical cooperation programmes. Germany played a pioneering role in social insurance policy. Beginning in 1883, it was first in Europe to adopt compulsory state insurance relating to old age, illness, invalidity, and industrial accidents.¹⁵ Furthermore, Germany assisted in promoting the substantive agenda of the ILO in areas such as vocational education and technical training, occupational rehabilitation and cooperatives.

In 1890, an "International Conference for the Regulation of Work in Industrial Plants and Mines" was held in Berlin. It adopted resolutions on the introduction of minimum working standards in Europe, including minimum age, weekly rest, and the employment of children, young people and women. It has been regarded by some as the birth of international labour law and a forerunner of the ILO.

Since then, German government officials, trade unionists and academics were among the initiators and supporters of the International Association for Labour Legislation (IVGA), which formed the first International Labour Office in Basel in 1901. It is regarded as a precursor to the ILO. In the

¹³ Kott, Sandrine : *Dynamiques de l'internationalisation: L'Allemagne et l'Organisation internationale du travail (1919-1940)*, Critique Internationale, 2011/3, No. 52, p. 72

¹⁴ Kott, Sandrine : *Der Sozialstaat*. In: Deutsche Erinnerungsorte II, Etienne Francois und Hagen Schulze Hrsg., Verlag C.H. Beck, 2009, pp.485-501.

¹⁵ for details, see Kott, 2011/3, *op. cit.*, pp. 78-79; and the chapter on social protection in Rodgers, G. et al, *The ILO and the quest for social justice, 1919-2009*, ILO, Geneva, 2009, pp. 141-144

same year, a national German section of this Association called the “Gesellschaft für Soziale Reform” was set up in Bonn. Later, together with 25 other national affiliations, the German group participated in the activities of the International Association for Social Reform (1924-1933), whose first president was the ILO Director Albert Thomas.¹⁶

Although industrialization, and along with it the rise of the status of the employee, started later in Germany than in the United Kingdom and Belgium, the country gradually became one of the leading industrial nations in the second half of the 19th century. It developed strong collective organizations of workers and employers. Next to the UK, it had the largest trade union movement in the decades before World War I. German unionists took up leading positions in the international trade union organisations. From 1903 up to WW one, Carl Legien chaired the International Trade Union Secretariat of European and North American unions and its successor organization, the International Trade Union Federation that was set up in 1913. The German trade union movement, and particularly its largest and most influential social democratic, reformist component, aroused the interest of Albert Thomas. As early as 1902, he established contact with the German labour movement when he was a student at the University of Berlin. In 1903, he wrote his doctoral thesis about the German version of socialism.

Structural affinity between the ILO and Germany is perhaps closest when it comes to tripartism as a model of governance. The involvement of representatives of interest groups of workers and employers in decision-making in social and economic policy has a long tradition in Germany. It has taken various forms and names, such as “social partnership”, “social market economy” (after WW II), and “concerted social action” (1967-77, relating to monetary, fiscal and incomes policy). Tripartite social dialogue at the federal, state and local level has been of vital significance in improving the country’s economic and employment performance. For example, during

the recent financial crisis starting in 2008, when Germany’s GDP declined more than in most other EU countries, the loss of jobs and the rise of unemployment were marginal. Adjustment was accomplished largely through reducing working hours instead of layoffs. It helped to stabilize aggregate demand. As the costs of adjustment were shared fairly among workers, employers and the government, it facilitated a broad sense of confidence in the economy.¹⁷

Particularly in the years of the Weimar Republic of Germany (1918-1933), tripartism in the ILO was inspired by the national German practice of the equal participation of workers and employers (parity).¹⁸ However, it is also evident, that the liberal model of tripartite rule which is congruent with ILO principles of freedom of association and independent interest groups has not been consistently applied in Germany. There were periods of authoritarian corporatism in which civil liberties and conflict resolution through negotiation and genuine social dialogue were suppressed and government ordinances put in their place. It happened most of all under Bismarck’s paternalism and the repressive Socialism Act of 1878, in the National Socialist (Nazi) era (1933-1945), and in the German Democratic Republic in east Germany (1949-1990).

In decisive phases of the development of the ILO in the years after World War I, and even more so after World War II, the German state stood largely outside the ILO, and the international community altogether. The nation’s capacity to contribute to institutionalizing international law was severely hampered by its role as aggressor in the two world wars and the chauvinist and racist posture of the Nazi regime that squarely contradicted the pluralistic spirit of the ILO. The formative years of the Organization in the 1920s were dominated by France and the United Kingdom. In addition to them, Belgium, Cuba, Czechoslovakia, Italy, Japan, Poland and the United States were part of the Commission on International Labour Legislation of the Peace Conference in 1919 that negotiated the ILO’s first Constitution. As loser of

¹⁶ Schewe, Dieter : Initiativen und Unterstützung für die Internationale Arbeitsorganisation durch die Gesellschaften für Soziale Reform/Sozialer Fortschritt 1890-1993, in: *Weltfriede durch soziale Gerechtigkeit. 75 Jahre Internationale Arbeitsorganisation*. Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung, Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände, Deutscher

Gewerkschaftsbund (Hrsg.), Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden, 1994, p. 37ff

¹⁷ International Institute for Labour Studies : *Germany: A Job-Centred Approach, Studies on Growth with Equity*, ILO, Geneva, 2011, pp. 2-3 and chapter 8.

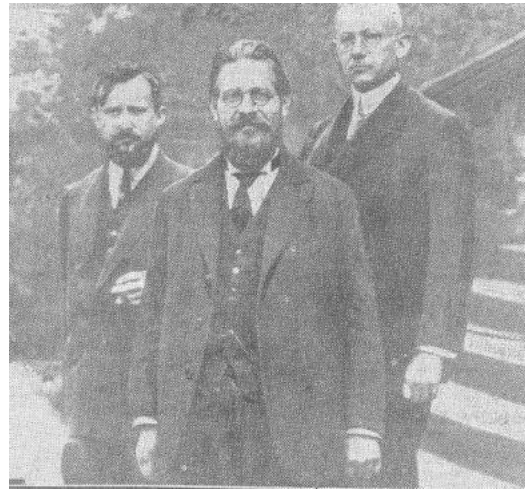
¹⁸ Guerin Denis : *op.cit.*, p.31.

World War I, and charged with the sole responsibility for this war in the Treaty of Versailles, Germany was excluded from the peace talks. It did not take part in the first International Labour Conference in Washington D.C in 1919 but joined the ILO only later that year, following the decision at the Second Sitting on 30 October to admit Germany and Austria as members.¹⁹ Granting it membership was demanded by the representatives of the employers and workers in the ILO and some governments, particularly Belgium. While the former were afraid that Germany with its large export sector might gain unfair advantages in international competition if it was not committed to observe the normative standards of the ILO, the latter requested and justified the integration by pointing to the strength of the German labour movement.¹⁹

Although Germany was not among founding nations of the ILO, it indirectly exerted political pressure on its inauguration. During and shortly after WW I, social unrest, strikes and revolutionary movements sprang up in Europe and even in North America, starting with the October Revolution in Russia in 1917, and followed by the establishment of temporary soviet republics in Hungary and Northern Italy. In Germany, political uprisings, called the November revolution started on November 4, 1918, when groups of workers in the North joined the navy to call for an overthrow of the government and a new political order in the country. The following day, revolts by workers and soldiers spread to Munich, Berlin, and other big cities, leading to the formation of (short lived) worker republics and the foundation of the communist party. In early 1919, the British Prime Minister David Lloyd George wrote to the French Prime Minister Georges Clemenceau: "The whole of Europe is filled with the spirit of revolution. There is a deep sense, not only of discontent, but anger and revolt among the workmen, against pre-war conditions. [...] The whole existing order in its political, social and economic aspects [is] questioned by the masses of the population from one end of Europe to the other".²⁰ Setting up the ILO in this crisis ridden situation may be seen as an attempt by a coalition of the reformist political left and conservative governments to thwart the revolution and stabilize the economic system by

securing the loyalty of the labour force through an international social reform programme.

Despite the marginal role of the German government in the ILO in the inter-war period, the country was not without influence in the Organization during that time, thanks to exchanges and collaboration drawn from institutional, personal and technical relationships. Most important among the links was the ILO Branch Office in Berlin set up in 1921, and closed down in 1934. It was headed by Alexander Schlicke (1921-25) and Wilhelm Donau (1925-34), both social democrats. Both promoted the cause of the ILO in Germany and cooperated closely with the Ministry of Labour for that purpose.²¹



Marius Viple, Albert Thomas and Wilhelm Donau in Berlin

In the early 1920s, some German officials of the ILO, working in Geneva and/or at the Branch Office in Berlin, faced a severe conflict of loyalty. They were torn between their duties as international civil servants and the defence of national interests as German citizens. The conflict intensified between 1923 and 1925, when the officials voiced opposition in public to the hardships suffered by workers in the Ruhr and the Saar districts because of reparations imposed on Germany under the Peace Treaty of Versailles. They thought the ILO was wrong to acquiesce to this situation. According to Sandrine Kott²², these events contributed to the inclusion of the rule in the Staff Regulations of the ILO which requires from the officials to show exclusive loyalty to the Organization, and not to seek or

¹⁹ J.T. Shortwell, *The Origins of the International Labour Organisation*, 2 vol., New York 1934, I, pp. 260 ff.

¹⁹ *Admission de l'Allemagne et de l'Autriche dans l'Organisation permanente du Travail*, Genève, BIT, 1920.

²⁰ quoted in Rees, J. : "In defence of October" in: *International Socialism*, 52, Autumn 1991, London, p. 9.

²¹ Kott, 2011, op. cit., pp. 74-75.

²² Ibid., p.77.

receive instructions from any national authority in regard to the execution of their duties.²³

Hitler Germany terminated membership in the League of Nations and the ILO. The withdrawal was declared in November of 1933 and became official in 1935. Yet, the disruption of the links between the Third Reich and the ILO was not as abrupt and complete as one might expect in view of the intolerant and racist complexion of the Nazi regime. It progressed step-by-step along with the imposition of full dictatorship. Among the first casualties of the new regime was freedom of association. The German trade unions were disbanded in May 1933. Their premises were occupied and leading unionists sent to concentration camps. A mandatory organization, called the "German Labour Front" (DAF) replaced them with the sole task of implementing the will of the Nazi government. The employers' organizations were also banned and merged into the DAF as a way of "overcoming class struggle". At the International Labour Conference in June 1933, Nazi representatives led by Robert Ley, chief of the DAF, demanded the mandate of the unions. However, the ILC refused to issue credentials to the new "worker delegation", which then left the Conference. To gain legitimacy and acceptance, the Nazi delegation had tried in vain to win over Wilhelm Leuschner, board member of the German General Trade Union Confederation (ADGB), a social democratic politician -and ADGB delegate to the ILC.



Wilhelm Leuschner at the 6th Session of the Governing Body in June 1933

Because of his refusal to collaborate, Leuschner was arrested immediately after his return from Geneva to Germany. Later, he became part of the German resistance movement. He was sentenced to death and executed in September 1944.²⁴

From the point of view of ILC delegates and among some ILO staff members (mainly German), there were divergent attitudes towards the maintenance of relations with Nazi Germany. At least until 1935, the ILO under its Director Harold Butler was willing to make compromises with the new regime. The German government demanded and in fact achieved the dismissal of some German experts and ILO staff members seen as being "unreliable". To some extent, the conciliatory position of the ILO was related to the social policy stance of the Nazis. It put emphasis on (a contrived version of) social peace, the fight against unemployment, paid vacation, the extension of maternity protection, and the provision of recreational opportunities for workers ("Kraft durch Freude"). Like other fascist regimes in Europe, the Nazis tried, not entirely without success, to legitimize internationally their "superior" welfare policy, export it to other countries, and instrumentalize the ILO for these purposes. It was not until 1941 that the International Labour Office finally condemned the social policy of the Nazis as "totalitarian".²⁵ By then, it had become entirely clear that the policy had been put at the service of Germany's imperial ambitions. In May of 1941, Robert Ley of the German Labour Front tried to get the Swiss authorities to occupy the ILO premises in Geneva.²⁶ By that point, the Office was already installed in Montreal where it had been relocated in 1940.

West Germany, i.e. the Federal Republic of Germany, re-entered the ILO in 1951. In the presence of Director-General David A. Morse, an ILO Branch Office was established in Bonn and the German Government declared acceptance of the 17 ILO Conventions ratified by Germany before it had left the ILO.²⁷ The German Democratic Republic in the East joined the ILO

²³ see Articles 7 of the ILO Staff Regulations, January 1923.

²⁴ for a detailed account see Tosstorff, Reiner : *Workers' resistance against Nazi Germany at the International Labour Conference 1933*, ILO, Geneva 2013.

²⁵ Kott, 2011, op. cit. p. 82; Waelbroeck, P. and Bessling I. : Some Aspects of Social Policy under the National

Socialist Regime, In: *International Labour Review*, February 1941, pp. 127-152.

²⁶ for details about the relationship between the ILO and the Nazis, see Kott, 2011, op. cit., pp. 72 and 80-83.

²⁷ for details see Seib, Friedrich Georg : *The ILO Office in Germany*, In: MESSAGE no. 34, 2003.

in 1973, the same year in which each of the two German states became members of the United Nations. Hence, they were not part of the international community when the Universal Declaration of Human Rights was passed in 1948 and the two Covenants in 1966: the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights and the International Covenant on Civil and Political Rights, both containing provisions of importance for international labour standards.



Francis Blanchard with F.G. Seib at a meeting in Germany

After the World War II, the ILO was one of the first international organizations that helped to pave the way for Germany back into the international community. Two eminent French members of the ILO Governing Body were advocating and helping to achieve Germany's return to the ILO. On the workers' side, the trade unionist Léon Jouhaux was a driving force behind the reconciliation between the French and German labour forces and Germany's re-entry into the ILO. Jouhaux held a leading post in the CGT, before he left to establish the Force Ouvrière and became its president in 1947. He was also vice-president of the International Confederation of Free Trade Unions. He won the Nobel Peace Prize in 1951. On the employers' side, Pierre Waline, a leading member of the employers organization in France and president of the International Employers' Organization (IOE) from 1953 intervened in favour of improved relations between France and Germany. He was awarded the German Great Distinguished Services Cross ("Grosses Bundesverdienstkreuz").²⁸

²⁸ see Erdmann, E.- G. : *Deutschlands Mitgliedschaft in der IAO – Ein Reflex seiner Geschichte 1919 – 1933 –*

In the second half of the 20th century, Germany's role in the ILO became much more constructive. With few exceptions, the German government and the German organizations of employers and workers have been among the staunch supporters of the Organization's core policies, notably on employment and decent work. They played an important role in shaping the policy of the European Union in relation to the ILO. The German federal government made sizeable financial and staff contributions to the technical cooperation activities of the organization. In 1992, it allocated 50 million Deutschmarks to launch the International Programme for the Elimination of Child Labour (IPEC), which later on became the largest technical cooperation programme of the Office. Special funding was provided by Germany for ILO projects under the World Employment Programme in Africa, economic and social restructuring in Central and Eastern Europe after the collapse of the Soviet Union, and ILO country programmes for decent work. After the United States and Japan, Germany became the largest financial contributor of the organization.

In recent decades, Germany increasingly took part in the governance and leadership of the ILO. Since 1954, it has been a permanent member in the Governing Body. In 1976-77, Winfried Haase from the Federal Government was elected chairman of the GB, the first German in this important post. Gerd Muhr from the German Trade Union Federation was elected chairman of the GB in 1990 and the German government representative, Ambassador Dr Ulrich Seidenberger is chairman of the Body in the present period of 2016-17. The ILO Regional Office for Europe had several German directors. We have not yet seen a German at the helm of the International Labour Office. Presumably because of the heavy responsibility of the nation for the political devastations in the 20th century, the German government has not proposed a national candidate for the post of Director-General so far. Rightly so, I would say, also in view of the disproportionately large number of European citizens who have occupied this position.

To sum up, Germany had its share in the prehistory of the ILO and thereafter. It may be counted as one of the influential reference points for ILO policies and programmes, thanks to its

1951, In: Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung, et. al., op. cit., pp. 28 and 34.

contributions to the emergence and development of international labour legislation, labour inspection and social security policy, and furthermore, the comparatively large and well organized collective organizations of workers and employers and the accommodating relations between them. The concept of tripartism in the governance system of the ILO corresponds to, and has been inspired by, the German tradition of social partnership in labour market and social policy. Nevertheless, Germany was not a leading player in the ILO during the most innovative years of the Organisation, mainly because of the country's aggression and defeat in the two world wars and the racism and crimes of the Nazi regime

that were incompatible with the universal and humanist orientation of the ILO. Germany was absent from the organization at times when the guiding principles and some of the most important constitutional elements of the organization, including the Declaration of Philadelphia, were adopted. It became a fully committed ILO member in the second half of the 20th century. It has been supportive of the Organization's policies, generous in its contributions to the technical work of the Office, and largely respectful of international labour standards. Nevertheless, Germany has yet to make considerable efforts to turn the country into a paradise of decent work for all.

United Nations

The changing of the guard



On 1 January 2017, a new Secretary-General took over at the helm of the United Nations – the 9th since its creation in 1945 (the 10th if we count Gladwyn Jebb who was acting-SG pending the appointment of Trygve Lie in 1946).

António Guterres is no stranger on the international stage or to the UN system. He was Prime Minister of Portugal from 1995-2002, head of the Socialist International between 1999 and 2005, High Commissioner for Refugees between 2005-2015 (two terms, plus a 6-month extension). The selection of a new head in the past was shrouded in more secrecy than a Vatican Conclave until a name emerged un-vetoed in the Security Council which was then endorsed by the General Assembly.

It is generally accepted that a SG cannot be a national of one of the five Permanent Members of the Security Council or closely identified with one of them. Geographical and gender rotation have been mentioned – it's the turn of Africa, Asia, etc. - but not strictly adhered to. Neutrality or non-alignment is an advantage – but there are fewer and fewer of these countries today. Appointments are traditionally for 5 years with extensions possible – but there is no fixed rule (Trygve Lie's second appointment was only for three years). A third term is not excluded, but except for Kurt Waldheim, none have sought a third term (and he was vetoed).

For the first time in 2016, broadcasted public hearings were held and expectations were high that it was time for a woman to enter one of the last remaining male bastions.

What can a SG do? In effect, very little other than to carry out the instructions of his political masters. Having accomplished the nearly impossible feat of being chosen by consensus by such diverse ideological parties as – China, France, Russia, the United Kingdom and the United States – few would want to risk a veto as their re-election looms on the horizon.

Who have we had?

Trygve Lie (Norway), 1946 – 1952 (re-appointed in 1951, but resigned a year later);

Dag Hammarskjöld (Sweden), 1953 – 1961 (died in a plane crash);

U Thant (Burma) 1961-1971 (initially only appointed to complete Hammarskjöld's mandate, then re-elected twice);

Kurt Waldheim (Austria) 1972 – 1981 (3rd term vetoed by China)

Javier Pérez de Cuéllar (Peru) 1982 - 1991

Butros Butros-Ghali (Egypt) 1992 – 1996 (2nd term vetoed by US)

Kofi Annan (Ghana) 1997 - 2006

Ban Ki-moon (South Korea) 2007 – 2016

António Guterres (Portugal) 2017 -

Who knows what problems will befall him? Few have ever been solved in the past (cholera in Haiti). Those existing (from Syria to the Rohingya's) are enough to deter any normal human being from wanting the post, but then, politics is the art of the possible.

Paul Bailey

UN Resolution on Palestinian occupied territories

On 23 December 2016 the United Nations Security Council adopted Resolution Number 2334. The full text can be found on the UN homepage. It concerns the Israeli settlements in "Palestinian territories occupied since 1967, including East Jerusalem". The resolution passed in a 14-0 vote by members of the UN Security Council (UNSC).

The resolution states that Israel's settlement activity constitutes a "flagrant violation" of international law and has "no legal validity". It demands that Israel stop such activity and fulfill its obligations as an occupying power under the Fourth Geneva Convention.

It was the first UNSC resolution to pass regarding Israel and the Palestine territories since 2009,¹ and the first to address the issue of Israeli settlements with such specificity since Resolution 465 in 1980. While the resolution did not include any sanction or coercive measure and was adopted under non-binding Chapter VI of the United Nations Charter.

The text was welcomed by much of the International community in the following days. Palestine's representatives stated this was an opportunity to end the occupation and establish a Palestinian state to live side by side with the state of Israel on the 1967 line.

Health Corner

These articles are not intended as a substitute for consultation with health care professionals.
Each individual's health concerns should be evaluated by a qualified professional

Bilingualism stimulates the mind

People who speak two languages from their earliest age are more effective in moving from one task to another than those who know only one, a study by the University of Kentucky reveals. Researchers compared the mental activity of

individuals in good health aged between 60 and 68 on the basis of light exercises. Polyglots are more rapid in performing them, consuming less energy in the frontal region of the brain.

Cells for navigation in humans

The discovery that rodents, bats and nonhuman primates have a system in the brain for what amounts to dead reckoning navigation is one of the most important brain research developments of the past few decades.

The system is built on so-called grid cells, neurons that emit pulses of electricity in a regular pattern that maps the animal's movement.

Message

Joshua Jacobs of Drexel University in Philadelphia and a team of scientists including, Michael J. Kahana at the University of Pennsylvania and Dr. Itzhak Fried at UCLA and Tel-Aviv University, have reported in *Nature Neuroscience* that signals from electrodes implanted in human patients with severe epilepsy proved the presence of grid cells that functioned in the same way as those in other mammals.

“It completes the picture,” said Edvard I. Moser of the Norwegian University of Science and Technology, one of the discoverers of grid cells. “It’s a significant contribution.” The research is important because it had been far from certain that grid cells existed in human beings. “It’s not at all clear that humans and rodents behave in the same manner.”

The area of the brain where grid cells are found in rats, and now in humans, the entorhinal cortex, is

often damaged in the early stages of Alzheimer’s disease, so knowing how the navigation system works is important, Dr. Jacobs said. The scientists also located grid cells in another brain area in humans, the cingulate cortex, where, Dr. Jacobs said, they had not been found in rats.

The research involved the collaboration of neurosurgeons, research neuroscientists, and 14 patients with drug-resistant epilepsy, who had electrodes implanted in their brains to locate the source of the seizures before surgery. The patients volunteered to play a video game in which they navigated a virtual environment; analysis of brain cell activity recorded during the game-playing provided the data for analysis.

The same patterns characteristic of rodent grid cells were found in humans as they navigated, showing the humans were using the “same neural mechanism,” according to Dr. Jacobs.

(*The Times*, London)

Aspirin against cancer

Can daily taking of aspirin prevent or delay a cancer recurrence? The greatest clinical trial ever organized on the subject was launched in 2015 in the United Kingdom. This trial entitled “Add aspirin phase III” is intended to last 12 years and concern 11,000 persons receiving or having received treatment for a type of cancer included in a list, the British Institute of Cancer Research indicates in a communique. One of the

medicaments the most widespread and least expensive worldwide, aspirin, can contribute to the prevention of cardio-vascular accidents, and preceding studies have demonstrated its benefits in the prevention of certain cancers. “This trial aims at providing an answer once and for all” emphasised Professor Ruth Langley, Chief of a research unit in University College of London.

Time to read

Women at Work Trends 2016

150 pp, March 2016, ILO, ISBN 978-92-2-130795-2 (print), ISBN 978-92-2-130796-9 (pdf), paperback, price CHF 25; USD 25; GBP 16; EUR 22

This new report provides a picture of where women stand today in the world of work and how they have progressed over the past 20 years. It examines the global and regional labour market trends and gaps, presents an in-depth analysis of the gender gaps in the quality of work and explores the key policy drivers for gender transformative change. The discussions and related

recommendations focus on three main dimensions: sectoral and occupational segregation, the gender wage gap, and gaps in the policy framework for work and family integration. The report also examines the link between wage inequality and inequality at the household level, analysing the role of wage policies and the social partners.

Non-standard employment around the world Understanding challenges, shaping prospects

250 pp, 2016, ILO, SBN 978-92-2-130385-5 (print), ISBN 978-92-2-129384-2(pdf), paperback, price CHF 40; USD 40; GBP 26; EUR 35

Non-standard forms of employment – including temporary work, part-time work, temporary agency work and other multi-party employment arrangements, disguised employment relationships and dependent self-employment – have become a contemporary feature of labour markets the world over. This report documents the incidence and trends of non-standard forms of employment across different countries of the world and explores the reasons behind this phenomenon, including increased firm competition, shifting organizational practices of firms, and changes and gaps in the regulation of work.

“Wild Sea-Salt of Life, InNerviews with Soul”

A Woman's Journey to Empowerment

by Jo Christiane Ledakis

It recounts Lillian's, an international conference interpreter's, struggle of finding her own voice after spending a life-time lending it to others. The book reveals the secret technique that inspired her to free her creativity and tells of the many adventures encountered on the way.

An e-book, published under my penname Jo C. Ebell, it is available worldwide by clicking on WildSeaSaltOfLife.com and also on Amazon, kindle books, Ledakis, where it has already received a number of reviews. This is what people say about it:

“Soul-filled masterpiece.” “Christiane Ledakis, international interpreter, poet and mystic has poured her passion for words into a tempestuous, thrilling journey of discovery.” “Like Alice tumbling down the rabbit hole into a wild ride back to herself, Lillian...searches for life's meaning.” “Wild Sea-Salt of Life is Ledakis' Red Book. Thank you for this treasure.” “SUPERB 'Packaging' of Spiritual Upliftment and

Storytelling! I LOVED reading the Queen of Stories.” “Touches personal and literary places inside readers, with her special magic wand.” “It is a story every writer, painter, poet, sculptor should read, for it contains some essential truths in its pages.” “A story of beauty, optimism, and womanhood, majestically told. Very fine and very deep.” “An inspiring inner unfolding. We dance, fly, cry and laugh with Lillian to the music of her soul. A MUST read.”

I spent a record 50 years serving the ILO as a conference interpreter: reason for a shared celebration! I would therefore like to offer “Wild Sea-Side of Life” as a gift to every ILO colleague wishing to receive it. Since it is an e-book, all that's required to send it, is a name and an e-mail address. An e-mail would then be sent by Amazon with instructions on how to download the e-book. For this, the free-of-charge kindle app needs to be installed on to the respective laptop or smartphone. Then: one click and “Wild Sea-Salt of Life” opens up, ready to be read.

IT Questions

The dark side of the Internet

by Heinz Lübbe

When I recently undertook some research for an article about Twitter, I came across an interesting report about a relatively unknown field of computer science. Stimulated by the discussions

on the future of work, I do not want to leave unmentioned this example of new hazards in the workplace.

Message

So far I have made always the rather naive assumption that unwanted information on the Internet are detected and banned by ingenious programs similar to spam filters for e-mails. But even with emails I was aware how difficult it is to understand the content correctly and to distinguish between acceptable and false messages. Considering this it is evident how much more difficult this task is for images, video or multimedia content.

Sarah T. Roberts, Assistant Professor at the Faculty of Information and Media Studies (FIMS) at Western University Canada started to investigate the process of content monitoring. She did some research on this new challenge and the kind of jobs and working conditions generated and published a few reports. In an interview she said: "While the Internet is a wonderful thing, the anonymity it provides can sometimes bring out the worst in people. The phenomenon even has a name: the "online disinhibition effect," where anonymity increased unethical behaviour. Unlike in real life, the anonymity of the Internet protects people from the consequences of bad behaviour, such as losing friends or gaining a bad reputation".

Companies that have to do with so-called "user generated content" (UGC) on the Internet try to fight against bad content. They have contracted companies and employees that evaluate "suspect" content presorted by filtering software and remove it from the servers. This concerns nearly all major platforms from Facebook, Google+ and Twitter to Instagram or Youtube as well as cloud services, social networks or dating portals.

A completely new type of work was created: the Commercial Content Moderator (CCM). One finds no job ads for this job because, amazingly, all companies are very discreet about this work. Several people tried to talk to CCM workers but it is extremely difficult because they all have to sign non-disclosure agreements. Companies don't want to discuss the conditions of work and the content arriving in their services. Mostly this work is carried out either by contract staff or outsourced to external companies.

The job they're doing is basically screening content that's posted to social media or cloud storage, and just making sure that whatever is posted fits the standards of the company that is running the service. Content moderators are called upon to employ an array of high-level cognitive functions

and cultural competencies to make decisions about its appropriateness for a site or platform. They must be experts in matters of taste of the site's audience, have cultural knowledge about the origin of the platform and of the audience both of which may be very far removed, geographically and culturally, from where the screening is taking place, have linguistic competency in the language of the content that may be a learned or second language for the content moderator, be aware of the relevant laws governing the site's location of origin and be experts in the user guidelines and other platform-level specifics concerning what is and is not allowed. According to research from Sarah T. Roberts this job is done very often by young graduates from non-technical subjects that hope to use this job as an entry into one of these big companies.

The Philippines appear to be especially popular in this context. The number of companies and employees there has increased rapidly in this sector. A lot of people in the Philippines are, at least initially, excited to have found work in this industry and also a steady job. It is estimated that between 100000 and a million employees are working in this area worldwide and the number is growing strongly. You can imagine what volume is handled, considering that in Youtube alone approximately 100 hours of video are uploaded per minute. This is similar to the amount of tweets, posts or images on other platforms. According to some reports a CCM handles about 9000 to 10000 images per day in an eight hours shift. At least 10% of this preselected content is deleted.

But is deleting this content enough? Is legal action required against criminal or illegal content providers? Or is this a new form of censorship based on some personal criteria? This is a different subject that requires more thinking and action.

For the employees it seems to be an easy job in a modern technical environment. But how would we react and feel if we had to deal 8 hours a day with "inappropriate sexuality, paedophilia, nudity, necrophilia, graphic pornography, human bodies, beheadings, suicides, murders, animal abuse, illegal activity, drugs, harassment and threats, domestic violence, racism etc." Nobody can be neutral and without feelings in front of such "rubbish" and this for days, weeks, months.

The impact of looking at shocking and horrifying material without end in this job setting has not yet

been studied. To date, there are no psychological evaluations that can give insight into what the ramifications of CCM work on an individual might be. What if the “knowledge” work that was supposed to bring the really good jobs of the future actually turns out to be as dehumanizing and unpleasant as the worst forms of physical

labour that have always existed? CCM are not in the kind of physical danger or unsafe working conditions of the workers who deal with dangerous materials or in hazardous working conditions in underdeveloped, under-served and impoverished areas but this kind of work can destroy lives also.

In memoriam

In Memoriam Clément Roche (1931-2016)

It was with great sadness that I heard that Clément Roche had passed away on the last day of October 2016.



I met him in September 1969 when I joined the Budget and Control Branch where he was working in the Technical Cooperation Unit of the Branch. He worked in Budget and Control for 20 years before he was posted to Lima as Senior Finance Officer and where he remained for several years. When he returned to Headquarters it was to take up the position of Chief of the Office Supply Section and occupied this post from 1985 until he

retired in 1992. He was noted as “an excellent administrator and financial manager”.

He was a man of strong convictions, especially loyal to his friends, and very dedicated to the rights of workers. Mr. Roche became a member of the Bureau of Former Officials in 2012 where he worked hard in helping and advising former officials, living in France, on their tax queries and problems. His article published in Message No. 58, 2016 on double taxation reflected his untiring efforts in trying to solve this long-outstanding problem. The double taxation was/is a thorn in the side of many retirees and this situation was looked into by his friend and colleague Mario Tavelli who headed a “groupe fiscalité” who worked for 5 years to study and analyse this double taxation in order to obtain the ILO Attestation on this subject. Sadly this problem has not yet been solved and was a great deception to Clément Roche as he firmly believed that double taxation of retirees was/is wrong.

During all the years I knew him, I can say that he was true unto himself and his convictions and a person whom I regarded as a French “gentleman” and whom I admired. He will be sadly missed by his ex-colleagues, members of the Committee of Former Officials and his friends.

Elizabeth Sommaro

Jacques Monat (1927 – 2017)

With the passing of Jacques Monat, there are a number of us who have lost a friend. But the international civil service has lost a representative who was a credit to it in all respects, through his

skills, his interests, his goodwill in all circumstances, his humanity and his discretion.

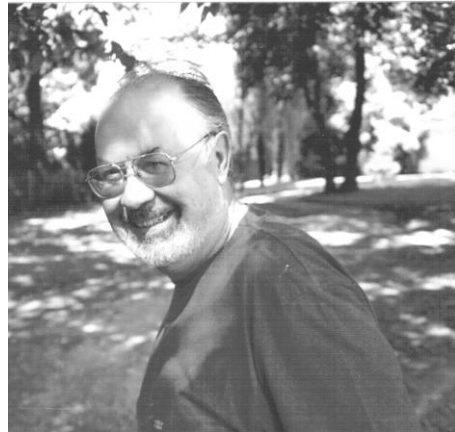
I first met Jacques a good 40 years ago. On several occasions we found ourselves working side by side

Message

in technical meetings as committee secretary or expert. Each time I was able to admire his professionalism, not just as a legal expert, but also as a strict linguist. He was very knowledgeable about training issues, and about the subtleties of employment relations and the protagonists. If truth were told, all aspects of social development were of interest to him. He continued to follow the work of the ILO and other institutions on such issues as respect for basic labour standards in international trade agreements. He was always willing to share his research with others, especially young people interested in these questions.

We never lost contact, in the Office or outside of work. We often compared notes about wine even if we followed the adage “to be consumed in moderation”! Jacques was an active member of “Greycells-Association of former international officials for development”, in which everyone

appreciated his contributions and interventions, as well as his positive attitude.



My sympathies go out to his wife, Marianne, and to his children Françoise and Olivier.

René Kirsbaum

In memoriam Liz Piccoli (1942 – 2016)



Liz Piccoli (second from left) with colleagues in PUBL

My dear friend, Jane Elizabeth (Liz) Piccoli, lost her fight against cancer on 21 December 2016 a few days after her 74th birthday. Liz was born in Stockton-on-Tees in the north-east of England in 1942. She started work aged 16 at ICI (Imperial Chemical Industries).

In 1965, Liz moved to Geneva and worked for the WHO and UN before starting at the ILO in 1967. Following the birth of her children, she resigned in 1974 but returned to the ILO in 1980 until her retirement in 2002. During her long career Liz worked in various departments including the Technical Cooperation Branch, the Social and Labour Bulletin, E/POPLAN, CONDI/T, PUBL, MULTI and DOSCOM. She was also Secretary-General of the Staff Union Committee from 2001-2002.

Liz was a cheerful and fun-loving person who lived life to the full and those who knew her will remember her witty sense of humour and her love of cats. Liz is survived by her husband of nearly 50 years, her two sons and two young grandsons whom she adored; she wanted to live to see them grow up, alas this was not to be. She will be sadly missed by her family and friends.

Mary Hamouda

Iain George McKenzie (1935 – 2016)

After a devastating stroke early September, Iain passed away in Sanremo on 18 November 2016. He was our friend and colleague for over 30 years.

Iain was a firm believer in life-long learning and training. Whilst on a mission for the ILO in Zambia in the early 1970's, he completed a post

graduate certificate in education at the local university. Later, he earned a Masters degree in Educational Technology from the University of Plymouth, (UK).

He joined the Turin Centre in 1975 as Senior Lecturer, and carried out frequent missions to Botswana, India, Indonesia, Iraq, Jordan, Palestine, South Africa and Uganda. In 1983 he was posted to Indonesia as Chief Technical Advisor. In 1987 he returned to Turin, crowning his career as Chief of the Audio Visual Aids Service Unit, at the same time carrying out short missions mostly to Albania, Palestine, South Africa and Turkey.

When he retired in 1997, Iain and his wife Anna decided to settle in Italy and set up home in Isolabona, a delightful medieval village in Liguria: a stone's throw from the sea but far enough from the maddening holiday crowds. Here, Iain found time to play tennis and squash; to go to concerts; cultivate his garden; and enjoy family life to the full.

Iain's ability to make friends and engage with the local community was tangible when the neighbours turned up *en masse* at his memorial ceremony held at the village Loggia which was offered by the Mayor and decorated by countless red poinsettias. Family, friends and former colleagues from the four corners of the world

took the floor to honour his memory, his expertise and his human qualities. But the common denominator was his love of life, his ability to make and maintain friendships, and most of all, his infectious good humour.

The message from Jan Sperling (Former Chief of Research and Studies Department of the Turin Centre) that was read at the Memorial sums it all:
*„Dear Iain, you and I were colleagues within the Turin Centre's Faculty. You brought loads of professional experience acquired in Kenya, Malawi and Zambia in fields which were our topmost priority at that time: Education and Educational Technology. I remember your expertise in audio visual aids which were a bonus for our programmes in teacher training and train the trainer. It was not only your professionalism that made you an asset to our faculty. We enjoyed your sense of humour. You soon became an all-weather friend to so many of our colleagues. Brigitte and I have fond memories of you and Anna as our neighbours in Pecetto, where our sons were school mates and play mates.
Today, I sadly say farewell to you. Good bye Iain.“*

Iain McKenzie is survived by his wife Anna, three sons, daughter-in-law and by his darling granddaughter. He will be remembered with much affection.

*Luisella Cantamessa
Niloufer Mukhi*

Young and Old

When all the world is young, lad,
And all the trees are green;
And every goose a swan, lad,
And every lass a queen;
Then hey for boot and horse, lad,
And round the world away;
Young blood must have its course, lad,
And every dog his day.

When all the world is old, lad,
And all the trees are brown;
And all the sport is stale, lad,
And all the wheels rund down;
Creep home, and take your place there,
The spent and maimed among:
God grant you find one face there,
You loved when all was young.

*Charles Kingsley
1819-1875*

In memoriam

Since the last issue of the *Message*, we have learned with much sadness of the death of the colleagues whose names are recorded below.

The editors and the Bureau of the Section express their sincere condolences to their families:

AHMED Huda Duri	29.12.2016	HURTADO HUYSEN Marcos	13.09.2016
BARTOLO Robert	12.10.2016	KALHOULE Tometo	27.06.2016
BLUE Sheila	18.01.2017	KUMA Dida	11.12.2015
BOISARD Jacques	09.07.2016	LE BAIL Rolande	10.12.2016
BRUNATTO SANDRUCCI Maria Teresa	30.12.2016	MASLANKOWSKI Willi	Juin 2016
BUFFARD Pierrette	13.01.2017	MAX Eyshe	03.01.2017
CARRIZO Amanda	05.07.2016	McKENZIE Iain George	18.11.2016
CHAMBERLAIN Irene	June 2016	MEZZERA Jaime	22.11.2016
CHAU Tam Luan	04.09.2016	MILNE Raymond	29.08.2016
CORDOVA Efren	27.05.2016	MONAT Jacques	17.01.2017
DA CUNHA Jean	19.12.2016	OHNO Yoko	21.02.2017
DAVERIO Monique	21.08.2015	PALMIOLI Domenico	29.01.2017
DELON Claudine Ravelohanta	25.08.2016	PECK Brenda Mary	28.11.2015
DHAWAN Madhu	16.08.2016	PEEL Diana Mary	09.01.2017
DIMITRIU-VILLEGAS Maria-Adriana	06.02.2017	PERRUET Léa	25.08.2016
EVAN Harry	14.11.2016	PEYRON Piera	02.09.2016
FAROOQ Ghazi	28.09.2016	PHER Ram	01.05.2016
FAUCHON Carin	29.10.2016	PICCOLI Jane Elizabeth (Liz)	21.12.2016
FIGUIERE Yvette	20.10.2016	ROCHE Clément	31.10.2016
FORD Dorothy Alma	14.04.2016	RYAN Cecilia	23.02.2016
GARZON CASTAÑEDA Pedro	09.06.2016	SAWAF SANADIKI Laila	20.08.2016
GARZUEL Colette	17.02.2017	SCHENK Suzanne	30.12.2016
GATZA Gisela	17.08.2016	SETHI Veda Prakash	04.08.2016
GENOUD Emma Juliette	07.10.2016	SHARMA Devki N.	25.11.2016
GRANDJEAN Jeannine	27.11.2016	SZABO Germaine	07.11.2016
HOSSAIN Mosharraf	27.12.2016	VITTORI Jacques	16.09.2016
		VON POTOBOSKY REYNA Maria Luisa	16.07.2016

Note:

If any of our readers would like to write an obituary of a friend and former colleague, they can send their contribution to the editor for publication in so far as possible in the next issue of Message.

The spouses of deceased members of the Section of Former Officials become automatically members at no cost. We shall assume that you wish to do so unless you inform us to the contrary. As a member, you will continue to receive our communications and magazine.

JOIN YOUR SECTION!

The more we are the more we will be able to make ourselves heard!

WHY A SECTION OF FORMER OFFICIALS?

There is no reason why your departure on retirement or to assume a new professional position should lead to a definitive break with the ILO; it is completely natural for former officials or experts of the Organization to which they have devoted years of their life to wish to maintain a **DIRECT CONNECTION** with the Office. Do they not wish to pursue their interest in the development of the sectors covered by the services in which they have collaborated, maintain relations with former colleagues in a familiar environment, be acquainted with their “successors”, obtain, or in fact themselves offer, advice and assistance on dealing with any question concerning the administration of the ILO, the Health Fund, the Pension Fund or even the national or local public authorities?

MAINTAIN CONNECTION AND SOLIDARITY:

THAT’S THE MAINSPRING OF THE SECTION OF FORMER OFFICIALS

WHO ARE OUR MEMBERS?

By “former official” we mean any person who has worked for the Organization during their career (retirees or persons having changed their employment if they are of retirement or pre-retirement age, officials of all ranks and all categories, experts, locally engaged officials, consultants) whose contract is now terminated. Active officials may enroll as supporting members.

HOW DO WE COMMUNICATE?

A bilingual periodical, *Message to former officials* receives very special attention. Appearing twice yearly, printed in over 3,500 copies, the *Message* contains about 100 pages and contains abundant articles of interest to both former and “active” officials. All are cordially invited to contribute (informative data, news, remembrances, narratives, anecdotes, poetry, translation of articles.) The Section also publishes information circulars on basic subjects. Whenever circumstances allow, we endeavour to bring together those of our member friends who have the occasion to visit Geneva.

Make an appointment, telephone or write to us (letter, e-mail.) The members of the Bureau are prepared to provide you with assistance and advice in all the cases mentioned above. The list of our members is also available to you upon request.

See also our new homepage: <http://www.anciens-bit-ilo.org>